

N° 64

L'ami de Rezé

Janvier 2011 / Le bulletin de l'Association des Amis de Rezé / participation : 6 €

Un long chemin et des sentiers escarpés

Mémoires

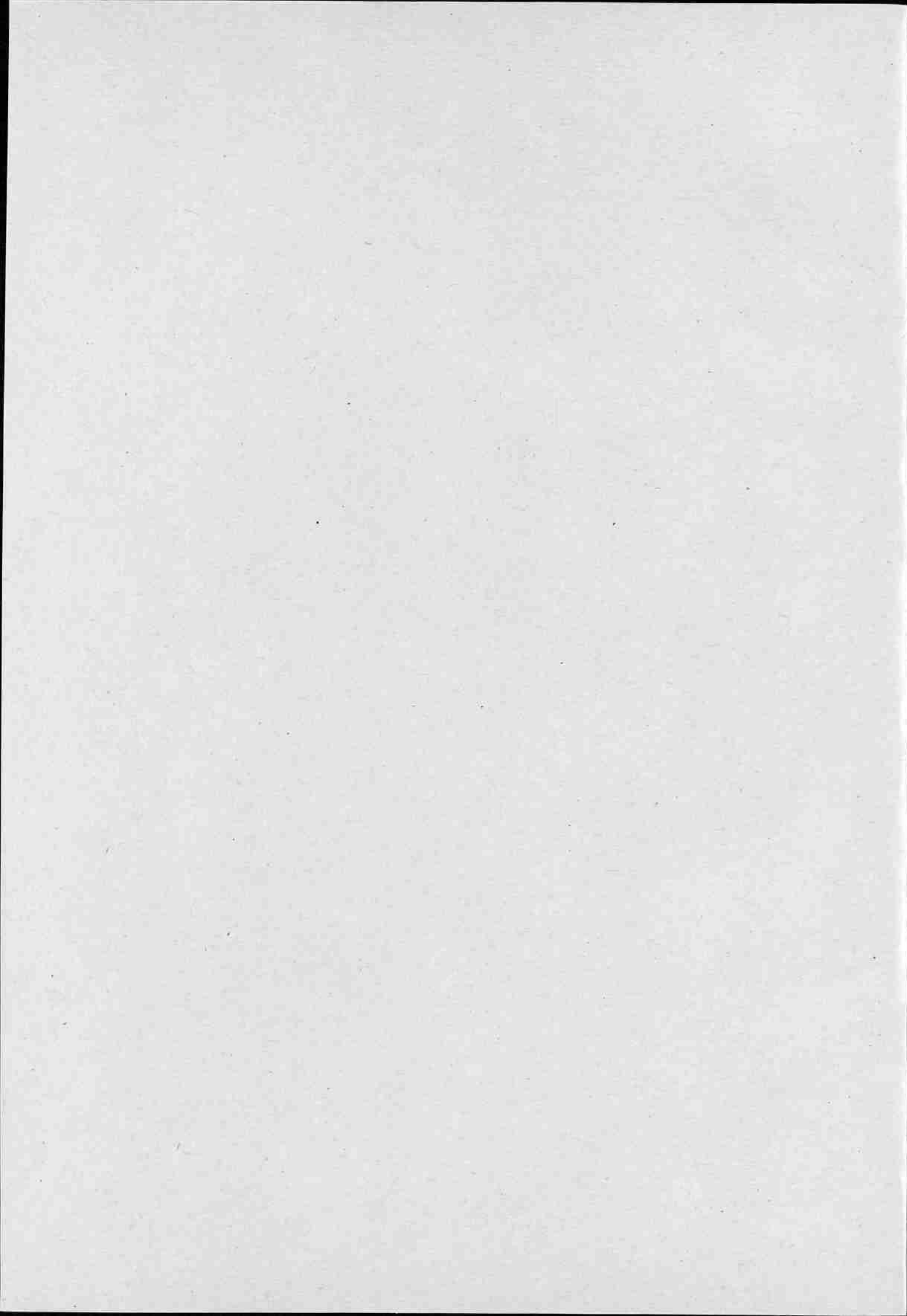


Marcel Thomazeau

Tome 2

Numéro spécial

Per_9_2011_64



Marcel THOMAZEAU

**Un long chemin
et des sentiers escarpés**

Mémoires

Tome 2

Cinq années dans la nuit et le brouillard

(1941-1945)

Textes & Prétextes

Avertissement

Dans le tome I de ses mémoires, Marcel Thomazeau évoque son enfance et sa jeunesse. On peut dire que celle-ci se termina brutalement avec la guerre. Il n'avait alors que dix huit ans.

Les événements amenèrent les frères Félicien et Marcel Thomazeau ainsi qu'un de leurs amis à Toulouse puis Castres à la recherche d'un travail. A la fin 1940, alors que ses deux compagnons rentraient à Nantes, Marcel restait sur place. Il revint à son tour au début 1941, mais pas seul. Avec lui était Jeannette qui devint sa première épouse et qui était alors enceinte. Le jeune couple s'installa rue de la Sermonière, chez les parents Thomazeau.

Ce que nous raconte le narrateur dans le second tome de ses mémoires est du plus grand intérêt pour l'histoire rezéenne et au-delà. Il nous montre la précocité de la résistance des jeunes communistes à l'occupation nazie au plan local et régional, avec les précurseurs, Marcel Brégeon, Pierre Le Floch, etc, et, peu après, Marcel Thomazeau lui-même, son frère Félicien et beaucoup d'autres lesquels, en grande partie, y laissèrent la vie, soit fusillés, soit en déportation.

L'aérodrome de Château-Bougon, en cours d'aménagement pour les besoins militaires allemands, était, en cette année 1941, un lieu où beaucoup de jeunes gens pouvaient trouver un travail. C'est de leurs rangs que devaient sortir les premiers groupes actifs de résistance communiste. C'est là aussi et aux abords que commencèrent les actions de sabotage. Ainsi, le 24 avril 1941, la municipalité pétainiste de Rezé, comme celles des autres communes du canton de Bouaye, fut pénalisée par les autorités allemandes à cause d'actes de sabotage commis sur le territoire de la commune de Bouguenais.

Le collectage d'armes – en particulier celles abandonnées par les soldats français en déroute – avait commencé dès les derniers mois de 1940. Parmi les acteurs de cette récupération, on notait les Rezéens Marcel Brégeon et Henri Adam et leurs amis : les frères Hervé, le couple Marcel et Marie Michel, Claude Millot etc. Il y eut encore Marcel Paul qui gagna Paris et dont Marcel Thomazeau devait faire la connaissance dans les bagnes de Vichy.

Ce dernier nous raconte dans cette publication ce qu'il a connu à son retour de Castres au début 1941, la prise de contact avec l'organisation communiste clandestine par l'intermédiaire de Marcel Brégeon, la mise en place d'une structure " triangulaire " avec le même Brégeon, Pierre Le Floch et lui-même, chargée de coordonner les actions de résistance au sud de la Loire, puis au-delà. Il nous parle encore de l'activité de ce réseau jusqu'à l'arrestation de ses cadres, dont lui-même, tombé dans un guet apens, au Moulin à l'Huile en Rezé, tendu par la police de Vichy.

Puis ce fut le long et terrible chemin qui, depuis le commissariat de la rue Garde-Dieu à Nantes, devait le mener à Angers puis Rennes pour y être jugé et condamné au bagne. Vitré, Fontevault, Blois furent autant d'étapes vers Compiègne puis les camps nazis de Mauthausen puis Gusen.

Un communiste rezéen, Claude Gaulué, avait été fusillé à Suresnes le 23 mai 1942 ; huit autres allaient être exécutés de même à Nantes dans le cadre du procès dit des 42 : Henri Adam, Georges Barbeau, Marcel Boissard, Albert Brégeon, André Guinoiseau, Maurice Jouaud, Maurice Lagathu et Félicien Thomazeau, le propre frère de Marcel. Par la suite, deux de leurs camarades Jean Fraix et Guy Le Lan devaient les rejoindre dans la mort, puis, d'autres encore, dont Marcel Brégeon.

La liste de ceux qui périrent dans les camps de concentration nazis est encore plus longue, comme en témoigne la stèle élevée à leur mémoire près du collège de la Petite Lande, avec 29 noms.

Marcel Thomazeau, rescapé in extremis du camp de Gusen, en Autriche, dut attendre de longs mois à se refaire une santé en Allemagne avant de pouvoir regagner la France.

Il lui fallut attendre l'année 1970 pour être en mesure de raconter son expérience résistante puis concentrationnaire, ceci à destination de ses proches. Il a accepté que nous reproduisions son récit initial en y apportant quelques nécessaires corrections et remarques.

Nous le remercions d'avoir bien voulu agréer à notre demande, ce qui nous permet d'offrir à nos lecteurs un témoignage rare et d'une grande force.

Le président
Michel Kervarec

Avant – Propos

Le texte qui suit cet avant-propos et intitulé « *Brouillard* » est une sorte d'entrée en matière de mon histoire personnelle durant la Seconde Guerre mondiale. Il est en fait la conclusion – par bonheur toute provisoire – de ma vie, celle que j'ai connue sous le régime hitlérien dans la France occupée, dans les prisons vichystes et les camps de concentration nazis. Il a été écrit en juin 1970, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Libération des camps. D'abord publié dans le quotidien régional « *La Marseillaise* », il a été repris dans une plaquette éditée par l'Association des Bouches-du-Rhône des anciens déportés et résistants patriotes.

Cet écrit a donc, à mes yeux, tout en même temps valeur de conclusion à des événements dramatiques mais aussi prologue à un double titre. D'abord en ce sens qu'il introduit l'exposé détaillé d'épisodes qui s'étendent de 1940 à 1945. Mais aussi par le fait que la période qu'il décrit est le début d'une résurrection lente et continue qui ne s'est véritablement achevée qu'au terme de vingt années. Je raconterai peut-être un jour les diverses étapes de cette remontée et celles qui ont suivies, effectuées en faux-plat, à partir des années 1960. Mais pour l'heure, il me faut bien revenir sur mes pas et expliquer comment et pourquoi, pendant cinq longues années, je fus conduit à ne connaître que l'angoisse et la peur.

Il a fallu un quart de siècle pour me faire à l'idée d'écrire une seule ligne sur ces faits subis plutôt que vécus. Je me suis gardé de le faire de manière exhaustive, d'une part parce que j'en suis incapable

mais, surtout, parce que plusieurs de mes compagnons d'infortune ont écrit sur ce sujet et très fidèlement, tout ce qui convenait et demeure vérité objective. Que l'on se rapporte donc pour en savoir plus au livre de David Rousset « *L'Univers concentrationnaire* », fondamental quant à ce que les déportés ont vécu dans les bagnes hitlériens. J'ai longtemps rejeté les parallèles que l'auteur établit entre les camps d'extermination en Allemagne et les camps dits « de travail » en Union Soviétique comme de malhonnêtes partis pris d'un ennemi du communisme. Aujourd'hui, à tout le moins, je nuance ce refus pour ne retenir que l'analyse lucide d'une malédiction historique que, tout comme moi, il a connue. Que l'on lise aussi les écrits sur ce thème de Jean Cayrol, un aimable et talentueux poète que j'ai côtoyé parfois et rencontré souvent dans les rues grouillantes de Mauthausen et de Gusen. Mais que l'on se reporte surtout aux oeuvres de Jean Laffitte et Pierre Daix. Le premier, sous le titre « *Ceux qui vivent* », le second dans deux volumes : « *Classe 42* » et « *La dernière forteresse* », ont retracé leur propre périple dans la Résistance, les prisons et les camps. Concernant ces derniers, mon expérience personnelle rejoint la leur en bien des points et nos routes ont été les mêmes ou se sont croisées en de nombreuses circonstances.

Je m'en suis tenu à l'évocation d'épisodes et de faits qui ne sont restés dans ma mémoire que sous l'aspect d'une succession d'images plus ou moins fortes, sans avoir, entre elles, de liens ténus mais où domine sans cesse ou bien le brouillard, ou bien la nuit.

(Mars 1989 à Marseille)

Brouillard

(Mai 1945)

En guise de prologue ou de conclusion provisoire.

Le brouillard... Un immense brouillard au-dessus de cette immense vallée (mais y avait-il vraiment du brouillard en cette matinée du 5 mai 1945 ?)

En tout cas, c'est ainsi que je me remémore le paysage qui s'offrait à mes yeux à l'aube de ce jour qui devait, comme on dit, me rendre la liberté.

À vingt cinq ans de distance, comment dire qu'il y avait vraiment du brouillard entre Gusen I et Gusen II et au-delà jusqu'à Sankt-Georgen ? Et pourtant, c'est bien d'un épais brouillard qu'essentiellement je me rappelle. Brouillard ou pas, est-ce bien important ? Je ne sais pas. Mais c'est une question qui m'obsède ...

Il y avait cependant aussi des percées claires ... Je revois nettement, maintenant en tout cas, des images furtives mais précises...

... Les soldats dans des miradors... Ils sont semblables à ceux d'hier mais ce ne sont plus les mêmes. Les S.S. se sont portés au combat à l'Est, dans la plaine. Nous avons désormais affaire aux " *schuppos* " venus dans la nuit, de Vienne...

... Une petite voiture toute blanche apparaît au loin sur le chemin de terre qui relie au camp II de Gusen... La voici à l'entrée principale. Haut-parleur. Voix étrange. Deux G.I.'s se hissent sur le toit... La voix continue à se répandre. Étrangère à ma compréhension...

... Deux camarades, mes deux frères, plus vrais que ceux du sang. Roger et Robert, se supportent autant qu'ils le peuvent sur leurs squelettes vivants au pied

des barbelés d'enceinte. Depuis quelques jours, mes jambes se déroberent. Je m'agrippe au fil de fer. Les Américains sont repartis... Qu'ont-ils dit ? Que vont-ils faire ?... « *Vous êtes libres... Soyez calmes... Ne bougez pas... Nous revenons...* » Les " *schuppos* " sont toujours là. Fusils et mitrailleuses braqués sur le camp. Et puis, c'est le néant.

... Le soir est venu. Ça hurle et on se bat à l'extérieur et dedans. Sur ma paillasse, dans la baraque, j'ai retrouvé raison. Mes jambes refusent toujours d'obéir. Roger et Robert sourient. Et ils me parlent de ce que je n'ai pas vu. Le châtiment se poursuit. Il se termine maintenant. Les " *kapos* " sont morts, ils gisent dedans et dehors. Pas de ravitaillement. Ceux qui meurent de faim ajoutent par centaines leur raideur aux cadavres des bourreaux massacrés. Il faut agir, mais quoi faire ?

... Une aube nouvelle se lève : « *Vite Robert, vite Roger, essayez de rassembler tous ceux qui parlent français...* ». Nous sommes tous d'accord autour du maigre feu, dehors... La mort nous guette... La faim, la maladie, l'épidémie. Fichons le camp d'ici. Les " *schuppos* " ont disparu. Les silos de betteraves et de patates, dans les champs, hors de l'enceinte, sont béants... La maigre ration qui nous est échue, Dieu sait comment, bout dans un chaudron avec un morceau de chien de S.S., royal cadeau de Russes entreprenants... Où sont les Américains ?... Il faut fichier le camp...

... Effarant cortège, effroyable spectacle et derrière et devant. Nous sommes quatre sur les brancards. Il pleut, c'est à ne pas y croire... Et puis tout le monde chante. Trois maigres guenilles

dégoulinent au premier rang. L'une est rouge, l'autre est bleue, la troisième tire sur le blanc... Notre peloton va et se traîne, lamentable, sur les coteaux qui dominent le Danube...

.... **Steyr.** Nous sommes une cinquantaine. La plupart des Français, quelques Belges, deux ou trois Hollandais. Le bourgmestre de la ville est là. Énorme et bien portant. Une salle de l'hôtel de ville... Des paillasses, un dortoir. Un tout petit homme, très maigre (Est-ce Goebbels ? Sûrement pas)... « *Un bouillon seulement, c'est pour votre bien* »... chantonne en un français suave le petit homme très maigre. « *Merci cher collègue* », répond un des nôtres, médecin dans le civil... Une dizaine de jeunes, de très saines, de bien jolies filles nous servent avec douceur : « *Messieurs, je vous conseille de vous rendre à Linz...* »

7 mai. De nouveau, mon grabat déambule... Quelle est donc cette jeune fille, vêtue de sombre ? Pourquoi m'a-t-elle ainsi ligoté sur le siège de son grand vélo noir ? Oh que cela sent bon le foin. Et puis çà tangué et puis çà roule ... « *N'allez pas à Linz* ». Des officiers français sont là qui barrent la route... « *Nous sommes du stalag St Magdalena ; venez ...* ». L'homme qui parle porte un magnifique képi ceint de velours rouge...

Mi-mai. Où suis-je ? « *Pourquoi parlez-vous en allemand ?...* » Un mastodonte est devant moi... C'est un S.S... Colossal... Mais il porte un tablier blanc. « *Où est... Wo ist Robert ?... Wo ist Roger ? ... Schlafe, mein lieber ...* » (Dors mon cher ...)

Quelques jours plus tard, ou le lendemain peut-être, le major français du *stalag* de St-Magdalena vint me voir. Roger était rentré en France. Robert est parti aussi (j'appris des mois plus tard qu'il était mort au *stalag* de St-Magdalena. Mort d'avoir mangé à sa faim, pour la première fois depuis trois ans, pour la dernière fois).

Sept Français, dont Robert et Roger, avait été recueillis par les officiers prisonniers au *stalag* de St-Magdalena. Cinq avait été rapatriés. Tous, sauf Robert et moi. Robert !... Quant à moi, le capitaine-major m'avait fait transporter à Linz dans un hôpital militaire allemand sous contrôle des armées alliées. Un médecin S.S. s'était vu confier la responsabilité de me soigner. Il le fit bien...

Sept mois et demi plus tard, je devais revoir la France après un périple sanitaire à Constance et en Forêt Noire... J'ai eu le temps d'y penser... Vingt cinq ans ont passé et je me pose encore la question : ce 5 mai là, y avait-il vraiment du brouillard ?

Chapitre Un

Ceux qui vivent

(Février-Octobre 1941)

De retour à Nantes, en février 1941, après vingt mois de séjour à Castres où m'avaient conduit les aléas d'une évacuation injustifiée, ma situation personnelle était sérieuse et compliquée. J'avais ramené une femme, toute jeune, pleine de bonne volonté, aimable et aimante mais enceinte de quatre mois. Notre patrimoine se composait en tout et pour tout d'un grand lit à deux places, des draps et couvertures adéquates, de notre linge, de nos habits respectifs.

Dans la maison paternelle, on nous fit volontiers un peu de place. Notre couche fut dressée dans un coin de l'une des trois chambres. Elle était occupée, en son milieu, par le lit destiné à Andrée et à Jacqueline, les plus âgées de mes soeurs. Félicien, l'aîné, et les deux petits, Serge et Claude, se partageaient une seconde pièce. La première était réservée aux parents et au berceau de Lucette qui venait de naître.

Cette promiscuité ne laissa pas de créer bien des problèmes de cohabitation. Jeannette, habituée à plus d'aise, s'y fit très mal. Rendue irritable par son état et bouleversée par ces brusques changements, elle tomba malade. Le médecin de famille pronostiqua un accouchement difficile et décela chez ma jeune épouse des troubles sérieux à caractère épileptique. De fait, les crises se manifestèrent de plus en plus fréquemment. Elle perdait conscience et devenait raide comme un morceau de bois...

Il m'a fallu, évidemment, trouver du travail tout de suite. Retourner dans une imprimerie ou chez Ménard et Herrou – la serrurerie industrielle où je travaillais en 1940 – s'avéra impossible, en raison d'antécédents peu appréciés des patrons. Félicien, qui était revenu au bercail quelques mois auparavant, avait fait la même expérience. Il avait trouvé un emploi

dans une entreprise civile allemande, travaillant pour la Luftwaffe, sur le camp d'aviation de Château-Bougon. Il n'eut aucune peine à m'y faire admettre, avec, s'il-vous-plaît, la qualification de menuisier.

Quelques outils prêtés par mon père et une caisse qu'il s'empressa de fabriquer, donnèrent consistance à ma connaissance du métier ! Mais il m'apparut vite que chez Philippe Epple, succursale d'une maison-mère d'Augsbourg, ces considérations comptaient peu. Il en était de même chez ses dizaines de confrères venus d'Outre-Rhin – dans les fourgons d'arrière-garde de la Wehrmacht – et qui avaient pour mission de transformer, à toute vitesse, l'aérodrome nantais en une base d'attaque aérienne efficace contre l'Angleterre.

Pour accomplir leurs tâches, les firmes teutoniques avaient amené sur place leurs spécialistes de tous ordres, affectés spéciaux et débrouillards. Ils encadreraient la main-d'oeuvre française recrutée sur place, par milliers et par milliers d'unités, d'autant plus facilement que les salaires offerts étaient très supérieurs, parfois le double voire le triple, à ceux pratiqués dans les entreprises nantaises...

Ce problème de subsistance (réglé et vite fait) je n'eus plus qu'une idée en tête : renouer le contact avec le Parti communiste et prendre part à l'action qui me paraissait nécessaire et urgente contre ces Allemands, ces occupants que je côtoyais chaque jour et dont la morgue et l'arrogance – il fallait voir les officiers aviateurs à ce moment-là ! – me révoltaient totalement. Un tract trouvé dans ma boîte aux lettres intitulé : « *Ni gaullistes, ni collaborationnistes* », exposait une position politique qui correspondait à mes opinions et sentiments et me révélait l'existence proche d'une organisation. Il devrait être possible de repérer l'un de ses

membres. Mais la solution vint par ailleurs, au travail même.

Nous étions répartis en équipe d'une douzaine d'hommes. Notre tâche consistait à assurer le montage de grands hangars destinés à abriter les bombardiers bimoteurs « Heinkel » qui constituaient l'essentiel des appareils basés ici en plusieurs escadrilles. Les bâtiments arrivaient tout faits d'Allemagne avec, accompagnant les grandes fermes de bois, les plans d'assemblage et les caisses d'outillage. Un "fritz" dirigeait chaque groupe, mais de véritables charpentiers français étaient parmi nous également. Les autres, et moi du nombre, n'avions guère qu'à suivre le mouvement, à prêter main forte à l'occasion des levages, à enfoncer des pointes et serrer des boulons. Facile et d'autant plus que personne – à l'exception de l'Allemand, et encore pas toujours – n'était pressé vraiment.

Je fis rapidement la connaissance, au sein même de mon groupe, de deux gars de mon âge, Roger Sérot et René Baudet. Ils ne cachaient pas leurs sentiments politiques. Le premier surtout qui était, peut-être même, un peu trop imprudent. En tout cas, c'est lui qui m'a mis en contact avec Marcel Brégeon. Ce dernier travaillait également chez Epple, mais dans un autre secteur du champ d'aviation. Un soir, accompagné par Sérot, je l'attendis à l'entrée de la gare de Bouguenais où, avec l'ensemble du personnel, nous prenions le train-navette.

Marcel Brégeon avait deux ou trois ans de plus que moi. Il avait fréquenté lui aussi l'école communale de St-Paul, mais je ne le connaissais pas, bien qu'il habitait chez ses parents, pas très loin de l'église, en bordure de la grand'rue que j'empruntais souvent et qui monte aux Trois-Moulins. Sérot nous présenta, parla avec fougue, à son habitude, mais Brégeon le calma et se montra prudent. À la gare de Rezé, nous abandonnâmes Roger Sérot qui continuait vers Nantes et nous nous séparâmes sans parler davantage.

Quelques jours après, tard le soir, Marcel Brégeon vint au domicile de mes

parents. Il prétextait devoir s'absenter au travail le lendemain et me priait de vouloir bien l'excuser. Il m'invita à aller prendre un verre au Chêne-Gala, à deux pas. Il m'avait fait signe. Je ne refusais pas, bien que d'ordinaire je ne sortais guère, surtout depuis que Jeannette était là...

Les fils furent ainsi noués. Je savais désormais à quoi m'en tenir sur l'organisation, sa politique, sur ses moyens d'action. Nous n'étions, à ce moment-là, dans un vaste secteur appelé section Nantes-Sud que deux à trois douzaines de membres. Beaucoup de militants d'avant-guerre manquaient à l'appel. Certains étaient prisonniers en Allemagne ; d'autres avaient été arrêtés dès 1939/40 et internés dans des camps de concentration à Pithiviers, à Voves ou à Châteaubriant ; quelques-uns avaient flanché, prenant prétexte du pacte germano-soviétique.

Marcel Brégeon, qui m'apparut, dès cette première rencontre, comme un jeune homme d'une trempe exceptionnelle, avait, de plus, une expérience déjà longue de la vie militante. Il était dans les années 38/39, membre actif des J.C. Et tous ses frères et soeurs, son père aussi, avaient été, de longue date, et restaient membres du Parti. Il me révéla avoir été chargé par un responsable de prendre en charge cette moitié sud de Nantes qui, partant du Champ-de-Mars, comprend St-Jacques et Sèvres puis les communes de Rezé, Vertou et Bouguenais (sur le territoire de cette dernière sont implantés l'aérodrome de Château-Bougon et la grande usine d'aviation S.N.C.A.S.O). Pour commencer, disait-il, car par la suite, il lui faudrait également agir sur tout le reste du département jusqu'aux limites de la Vendée.

Mon recrutement l'arrangeait bien, car, malgré mes connaissances limitées et toutes théoriques, je présentais, à ses yeux, l'avantage d'être sans lien avec les anciens membres du Parti. Car il s'agissait d'abord de les recenser, de les pressentir tous et de les mettre en mouvement, en appliquant des règles et des méthodes conformes aux exigences de la clandestinité. Jusqu'à maintenant, les rescapés de la répression, décidés à agir, se rencontraient en groupe,

comme par le passé, prenant à peine quelques précautions.

Dans un premier temps, il me confia la seule mission de trouver deux autres camarades qui accepteraient de former avec moi un groupe de base et de diffuser les tracts et les journaux édités par le Parti, au plan régional et national. Je fis appel à Félicien, qui lui-même convainquit Guinoiseau. Un premier matériel à distribuer nous fut remis et le secteur que nous devions couvrir, strictement défini car déjà un autre groupe, peut-être deux, s'était constitué dans notre quartier entre St-Paul, le Chêne-Gala, la Morinière. Je savais que l'un des jeunes habitants de notre rue, Maurice Lagathu, en était membre. Puis bientôt Marcel Brégeon me demanda de cesser d'agir dans mon groupe.

Félicien devait trouver un troisième équipier. Il le fit sans peine. Brégeon me mit alors en liaison avec un personnage curieux, la trentaine sans doute, et très grand, portant casquette et lunettes à verres fumés. Il était vêtu d'un blouson et d'un pantalon de golf. Selon les instructions, je l'avais rejoint au bas du champ de foire de Pont-Rousseau, à vélo, car mon interlocuteur ne se déplaçait jamais autrement. Nous partîmes donc, côte à côte, par les petites routes des environs, lui me posant sans cesse des questions et moi répondant aussi complètement et précisément que possible. Il voulait tout savoir sur mes parents, ma famille, mes études, mon travail, mes relations, mes lectures, mon opinion sur le pacte germano-soviétique et sur la situation présente...

Sans doute, au bout du compte, mon cicérone fut-il satisfait puisque, quelques jours après, Marcel Brégeon m'indiqua que, dorénavant, je faisais partie d'un nouveau triangle avec lui et un certain Pierre Le Floch qu'il me ferait connaître. Nous formerions ensemble le sommet d'une sorte de pyramide d'adhérents couvrant le sud de la ville. Nous avions, chacun, à assumer la liaison avec trois responsables qui, eux-mêmes, en verraient trois autres et ainsi de suite...

Bien évidemment, au début, cette activité nouvelle s'ajoutait à mes occupations professionnelles à Château-Bougon. Je dois avouer que je ne m'y fatiguais pas ! Mon problème venait surtout de l'obligation qui m'était faite de rentrer plus tard et de ressortir le soir. Jeannette s'en inquiétait, les parents ne comprenaient pas et, de plus, je devais éviter d'alerter par trop les voisins ! Avec Marcel et Pierre, mes deux équipiers, nous trouvâmes la solution. Pour Pierre, ce fut plus facile. Il était employé comme peintre d'entretien à l'hospice St-Jacques et disposait d'une grande liberté de mouvement. De plus, sa femme, quoique fervente catholique, connaissait l'engagement de son mari et le respectait. Elle se consacrait à ses deux garçons

Marcel et moi, nous dûmes donc nous libérer le plus possible d'obligations sur l'aérodrome et consacrer l'essentiel de notre temps à l'action clandestine. Nous apprîmes par celui des nôtres qui était responsable de la S.N.C.A.S.O., Apollinaire, je crois, qu'un ancien de l'usine avait été membre de la cellule en 1938/39 et qu'il était maintenant responsable du personnel chez Philippe Epple, précisément. Nous le connaissons évidemment, mais nous étions loin de nous douter – car il faisait du zèle auprès des Allemands – qu'il pouvait être un tant soit peu proche de nous. Apollinaire le vit et, parlant au nom de ses anciens camarades de l'usine, le mit gentiment en demeure de nous faciliter la tâche...

À compter de ce moment là, en mai ou juin 1941, Marcel, qui prit alors le surnom d'Yves, et moi sommes devenus des militants permanents du mouvement communiste clandestin. Nous allions encore, certes, assez souvent à Château-Bougon, car des groupes de trois relativement nombreux s'étaient implantés à l'usine comme sur les divers chantiers. Mais, quand nous ne venions pas, le chef du personnel nous portait lui-même présents. À défaut de construire les hangars de la Luftwaffe, nous nous occupions de nos organisations, nous rédigeons des tracts, des journaux, des affichettes et des papillons.

Nous réussîmes à constituer un appareil technique décentralisé. Plusieurs dactylos s'étaient individuellement mises à notre service et, à toute heure du jour et de la nuit, nous pouvions leur apporter des textes. Dans les plus brefs délais, chez elles, ou sur le compte de leurs patrons, elles se chargeaient des stencils. Nous avons pu récupérer chez des militants anciens, du matériel datant du Front populaire. Un de nos triangles se vit confier la mission d'organiser et de mener à bien le vol d'une belle Ronéo toute neuve qui trônait à la devanture d'un commerçant de la rue Guépin, au coeur de Nantes. Il y parvint. Raymond Barbeau, notre responsable technique, fut ainsi, et par tous les autres moyens, doté d'un imposant matériel d'impression et d'un important stock de papier. Il disposait, attendant à son logement, au début du hameau dit le Moulin à l'Huile, de vastes bâtiments, de hangars et des greniers offrant toute la sécurité pour ce faire.

Je ne saurais dire tous les documents que nous avons rédigés, édités, « dispatchés » et distribués dans la population de nos usines et de nos quartiers. Une quantité considérable qui s'ajoutait aux cargaisons qui nous arrivaient du Centre, de Paris ou d'ailleurs avec pour titres : *L'Humanité*, *La Vie Ouvrière*, *L'Avant - Garde*, *Les Cahiers du Bolchevisme...* Je me souviens tout spécialement d'un texte qui nous parvint vers cette époque. Il était signé du comité central et appelait les Français à constituer un « Front national pour la libération politique, économique et sociale de la France ». Ce document capital devait avoir, par la suite, des conséquences heureuses et incomparables. Dans le comportement des communistes, tout d'abord, mais aussi dans l'attitude à notre égard de beaucoup de braves gens qui, jusque-là, au mieux nous ignoraient ou au pire nous combattaient.

Cette définition claire des buts de notre action et de notre combat (allant bien au-

delà de l'Appel de juillet 40 signé Maurice Thorez et Jacques Duclos) se situe dans le courant de mai 1941. Les hitlériens n'étaient pas encore en guerre contre l'Union Soviétique que nous les considérions, depuis longtemps déjà, depuis toujours, comme notre ennemi principal. Mais nos arguments restaient faibles, peu convaincants et nos actions, quoi que nombreuses et courageuses, manquaient de concordance quant à un clair objectif. Imprégnée de cette orientation précise et les événements aidant, notre lutte allait atteindre une autre dimension.

À Château-Bougon, dès mon adhésion à l'action du Parti, nous avons eu, en dehors des tâches de propagande et d'organisation, un double souci : relever scrupuleusement toutes les installations militaires, leur implantation, leur développement, les mouvements d'avions et de troupes ; rechercher, rassembler et cacher toutes les armes possibles. Celles abandonnées par les troupes françaises en déroute, mais aussi celles que pouvaient laisser traîner les Allemands aux abords ou dans leurs casernements. Les "*ausweiss*" dont nous étions dotés nous facilitaient grandement la tâche. Mais maintenant, nous disposions de forces suffisantes, organisées et correctement cloisonnées, pour étendre notre action en ampleur et en qualité. Nous décidâmes de nous attaquer directement aux Allemands. Sur ce, le 21 juin 1941 survint. Les hitlériens se ruèrent sur l'U.R.S.S. Nous allions créer sur Nantes notre propre front.

L'enfant que portait Jeannette était né, prématurément, au mois de mai. Il n'a vécu que le temps qu'on lui donne un prénom, le mien. Puis, il fut enterré au cimetière St-Paul. Il avait joué, avant que de naître, un rôle essentiel dans notre destin, celui de sa mère et le mien.

Notre aventure aurait pu être belle, mais l'époque ne s'y prêtait pas. Que de drames allaient suivre !..

Chapitre Deux

La mort des otages

(Octobre 1941)

Le 20 octobre 1941 au matin, les Nantais abasourdis, apprenaient, la plupart d'entre eux par leur journal habituel, *Le Phare* ou *L'Ouest-Eclair*, que le chef hitlérien de la *kommandantur*, le lieutenant-colonel Hotz avait été abattu, la veille, à coups de revolver, par un groupe de « terroristes ».

Cette presse, bien policée et aux ordres, n'en finissait pas de s'indigner de cet acte "criminel". Elle avait eu cette attitude déjà dans un passé récent, en relatant des actes de sabotage de moindre ampleur : destruction de lignes de communication, mise à bas de pylônes électriques haute tension, mise à sac de locaux de propagande nazie. Mais, cette fois, l'affaire était plus sérieuse et des plumitifs laissaient entendre qu'une répression très dure allait s'ensuivre. D'avance, ils la justifiaient.

Le lendemain, la population, inquiète, était informée par voie d'affiches, mais également par Radio-Paris, qui faisait alors grand tapage – car le même 20 octobre un attentat semblable avait été perpétré à Bordeaux – que les autorités militaires hitlériennes fusilleraient, par représailles, cinquante otages dans chacune des deux villes. Le gouvernement de Vichy était chargé de dresser la liste des sacrifiés !

Marcel Brégeon et moi nous rendîmes à Château-Bougon, dès ce jour là et régulièrement tous les jours qui allaient suivre. Nous mîmes en branle tous les groupes de trois. Nous avions, au préalable, établi et affiné nos arguments car, d'évidence, deux courants contradictoires se manifestaient dans l'opinion des gens. Il y avait celui qui consistait d'abord à déplorer l'attentat qui conduisait aux massacres de Français ; mais il y avait heureusement l'autre, celui qui voyait avant tout les

victimes, les otages et qui accusait les hitlériens de crimes sauvages. Il nous fallait absolument combattre le premier et conforter le second.

« Comment, écrivions-nous dans un tract à grand tirage, les hitlériens pourraient-ils se plaindre d'avoir aujourd'hui une victime alors qu'ils sèment la mort et la guerre partout. Ils exterminent par dizaines de milliers des Russes à l'Est, tuent les femmes et les enfants britanniques sous les bombardements, exécutent des patriotes et des partisans dans tous les pays d'Europe qu'ils occupent et asservissent. Le colonel Hotz est tombé hier dans un des premiers grands combats menés par des patriotes de France. Mais comment les nazis peuvent-ils justifier la mort de cinquante Français contre un seul de leurs soldats ? Au nom de la race des seigneurs sans doute ? Nos compatriotes ne les laisseront pas faire. Il n'acceptent pas ».

Notre adresse se terminait par un appel à une grève, le lendemain, à midi précise, sous la forme d'une minute de silence et d'un arrêt total d'activité dans l'ensemble du camp et sur tous les chantiers. Le crime eut lieu ! À Nantes, à Châteaubriant et au Mont-Valérien, cinquante Français ont été fusillés. Le vichyssois Pucheu, ministre de l'intérieur, les avait choisis... Mais nous avons bien senti, en cette journée sinistre, que l'immense majorité des gens qui nous entourait stigmatisait les bourreaux et se solidarisaient avec les otages. La manifestation d'hommage fut massive et grandiose à Château-Bougon. Il y en eut de semblables en maints endroits où nos camarades avaient dû et pu apporter de justes explications.

Cet épisode sanglant ne nous surprit pas. Nous n'étions pas partie prenante, ni

informés précisément de son déroulement. La double opération de Nantes et de Bordeaux avait été préparée et menée par des groupes de l'organisation secrète (l'O.S.), spécialement formés par la direction centrale du Parti. Son but était d'étendre à l'ensemble du pays la lutte armée contre l'occupant. En ce domaine, la région parisienne était en pointe qui, dès le mois d'août, avait eu à connaître la première exécution d'un officier allemand, dans les couloirs du métro, par le futur colonel Fabien.

Je me remémorais en cet instant le souvenir de deux camarades que nous avions contribué, peu de semaines auparavant, à faire évader de Châteaubriant : Fernand Grenier et Léon Mauvais. Plus précisément, notre secteur avait été désigné pour les prendre en charge après leurs sorties du camp. Sur celles-ci, je ne sais rien d'autre que ce que le premier en a écrit dans son livre : « *C'était ainsi...* » et ce qu'il nous en dit lorsque nous allâmes, Brégeon et moi, lui porter à Vertou, chez le camarade qui le cachait, les faux papiers en ordre parfait (livret militaire, carte d'identité, carte d'alimentation et tickets), qu'un militant inconnu nous avait transmis au nom de je ne sais qui.¹

Mon rôle avait été plus important et plus direct concernant Léon Mauvais. Il m'avait d'abord été demandé de trouver une planque, sans plus. Quelques jours après ma réponse, j'étais invité à me rendre à une certaine adresse à Pont-Rousseau. Là, chez des gens qui m'étaient inconnus, Mauvais m'attendait, prêt de pied en cap, une casquette plate et grise déjà sur la tête. Je remarquais immédiatement l'étrange intensité de ses grands yeux bleus et les épais sourcils qui les dominaient. Nous allâmes ensemble, par les rues de la ville, non sans que je prenne les infinies précautions d'usage, bien que nous sachant sous protection. Je fus très soulagé de le laisser aux bons soins des Maisonneuve, un jeune couple du quartier des Ponts qui m'avait été chaudement recommandé...

¹ Fernand Grenier fut caché au Pâtis-Viaud, près du village des Régniers, en Vertou, après l'avoir été, rue Bonne-Garde, près de l'hôpital Saint-Jacques.

Trois ou quatre jours plus tard, je revins avec les papiers.

Ici, plusieurs précisions s'imposent : Fernand Grenier fut envoyé, plus tard, à Londres pour y représenter le Parti communiste auprès de De Gaulle. Léon Mauvais devint, à Lyon, le responsable de tous les communistes de zone sud. Peu après qu'il eut quitté leur domicile, les Maisonneuve ont trahi et se sont mis au service des Allemands... J'en ressens toujours une frayeur rétrospective.

Alors donc, il était temps que nous nous y mettions nous aussi pour de bon, encore que, déjà, nous y préparant depuis plusieurs mois, nous étions passés aux actes. Dans la répartition des tâches, au sein de notre triangle de direction, Marcel Brégeon était plus particulièrement chargé des actions spéciales à caractère militaire : récupération et stockage des armes, explosifs et munitions, préparation et exécution des opérations. Pierre Le Floch veillait aux problèmes de recrutement, d'organisation, de financement. De mon côté, venaient les questions touchant à l'expression politique, à la propagande, à l'agitation. Mais évidemment, il n'y avait pas, cela n'était ni souhaitable, ni possible, de cloisons étanches entre nous. S'adresser à la population, cela supposait, certes, la rédaction du matériel, mais aussi sa confection, son transport, son acheminement et, bien souvent également, l'organisation de « razzias » pour nous procurer du matériel et du papier. Parti, Jeunesse, O.S. agissaient nécessairement de concert en bien des cas.

Plusieurs des groupes de trois que nous avions constitués au début de 1941 furent versés tel quel, vers cette époque, à l'Organisation spéciale (O.S) placée sous la responsabilité de Marcel Brégeon. Parmi eux, celui de mon frère Félicien, ceux de Maurice Lagathu et d'Albert Brégeon. D'autres encore, avec Georges Barbeau, Maurice Jouaud... dans les divers quartiers de Rezé. Mais plus loin aussi, à Pont-Saint-Martin et Passay, avec Roger Guédon, Yves Brisson. Nous attachâmes un soin particulier à en créer plusieurs, au sein même de la S.N.C.A.S.O, et notamment

dans la partie annexée par les Allemands pour l'entretien et la réparation de leurs appareils. Ils devinrent tous des détachements avancés de l'O.S.

Dès lors que l'appel de mai 1941 appelait à la création d'un Front national de lutte, je ne pouvais pas faire moins que de commencer par ma propre famille. C'était d'ailleurs devenu, à tout point de vue, une impérieuse nécessité. Mon père fut le premier mis au courant, car si nous disposions désormais de certains stocks d'armes, nous avons besoin, pour elles, de cachettes sûres. Je pensais à St-Lumine et à la maison de feu grand-mère. Mon père comprit nos raisons et accepta de se porter à nos côtés. Il alla sur place, creusa un immense trou dans le sol en terre battue de la pièce principale. Les préposés au transport s'y rendirent alors, sous ma conduite, avec tout un chargement : mitrailleuses, mitraillettes, fusils et explosifs. Le tout fut rangé, bien graissé et protégé, dans l'habitable de bois édifié également par le père. Un couvercle, de la terre dessus et bien dallée, il n'y paraissait plus guère.

À cette occasion, j'avais reçu l'attribution d'un pistolet « Mauser » et de ses munitions. Un soir, à la maison, dans une chambre à coucher, en compagnie de mon frère, je m'étais mis en devoir de démonter l'arme pour la vérifier et la nettoyer. J'enlevai bien le chargeur ; malheureusement, le propriétaire précédent avait laissé une balle dans le canon. Le coup partit, frôla la tête de Félicien et alla se fichier dans une cloison. J'étais saisi de stupeur et c'est blême et tremblant, que me trouvèrent mon épouse Jeannette, ma mère et mon père qui s'étaient précipités en entendant la détonation. Au moins, dès lors, je ne pus cacher aux deux femmes mon appartenance au mouvement. D'un certain côté, elles s'en trouvèrent soulagées, car mes absences de plus en plus nombreuses n'avaient cessé de les tourmenter.

Un soir Brégeon, Le Floch et moi étions réunis dans l'atelier du second, attenant à son logement. Marcel nous avait informés sur une opération qu'il avait ordonnée. Il s'agissait de faire sauter un

pylône de la ligne à haute tension qui alimentait tout le secteur sud de la ville, y compris le terrain d'aviation. Un responsable nantais du nom de Claude Millot, qui occupait une importante fonction,² – il était à la base de nombreux renseignements précieux dont nous disposions et collectait les nôtres – avait procuré documents et plans qui situaient avec précision l'emplacement névralgique de l'installation et indiquaient les moyens à mettre en oeuvre pour le paralyser. Trois groupes avaient été désignés, un d'intervention et deux de protection. À 22 heures, toutes les lumières devaient s'éteindre. Nous attendions, anxieux et, à l'heure dite, rien ne se passa...

Nous partîmes tous trois, malgré le couvre-feu, vers l'endroit où un repêchage avait été prévu en cas d'incident. Nous y trouvâmes l'agent de liaison. Il était affolé car l'équipe opérationnelle avait bien placé les pains de plastic aux endroits indiqués, mais avait dû fuir devant l'arrivée d'une patrouille. Deux soldats de la Wehrmacht avaient été placés au pied du pylône, deux autres à 150 mètres auprès du précédent et deux autres encore à côté du suivant. Ils allaient et venaient sans cesse, aux aguets et fusils à la bretelle.

Pour notre part, nous ne disposions que de deux armes – deux pistolets – celle de Brégeon, qui ne s'en séparait jamais et celle de Le Floch, dont il s'était muni en partant. Nous jugeâmes prudent de ne pas intervenir. Brégeon « répara » les choses le lendemain. Constatant qu'il n'y avait pas de garde de jour, que les explosifs étaient en place, il installa lui-même le cordon Bickford et l'alluma. C'était d'une grande imprudence, hors de toutes les règles, mais d'une efficacité évidente : la nuit qui vint et les deux suivantes, tout le sud de Nantes resta dans les ténèbres.

Dès lors, nous n'arrêtâmes pas. Mais, je me garderai d'établir, par le menu, la liste de toutes les actions que nous avons organisées et dirigées, celles auxquelles

² Claude Millot était contrôleur principal des contributions indirectes et avait accès à différents services préfectoraux.

nous avons participé. En tout cas, il n'est aucun genre que nous ayons négligé. Au plan politique, nous avons contribué à jeter les bases d'une implantation du Front national. Elle ne cessa de grandir. Les explications que nous avons apportées à notre entourage et à de larges couches de la population à chaque étape du développement de la guerre – des dizaines de milliers de tracts et de journaux – avaient créées, nous le sentions bien, un courant de sympathie et de soutien.

Après l'exécution des otages, on aurait pu s'attendre à un sentiment de crainte et de peur autour de nous ; c'est le contraire qui se produisit. Nous eûmes de moins en moins de difficulté et de peine pour trouver de l'argent et des vivres, pour héberger nos militants poursuivis et obligés d'agir clandestinement. De la même manière, ils ne manquèrent plus guère de cartes d'alimentation, ni de tickets, ni de faux-papiers en règle. Nous connaissions plusieurs mairies dont des élus ou des secrétaires – réputés réactionnaires souvent – nous en procuraient de temps en temps. Et quand ce n'était pas suffisant, qu'il fallait donner le change, nous organisions ou effectuions des cambriolages en règle. Mais il s'agissait là de la préparation psychologique et de l'intendance.

Les domaines de l'action directe et des opérations militaires prirent de plus en plus d'importance et, dans notre esprit et dans les faits, dominèrent tout le reste. Notre activité avait pris une telle ampleur que nous en arrivâmes bientôt à contrôler l'ensemble de Nantes. Plusieurs militants, qui avaient agi auparavant dans d'autres secteurs de la ville ou qui, comme responsables, assuraient les liaisons avec la direction nationale, furent appelés à d'autres fonctions ou, par mesure de précaution, gagnèrent d'autres régions. C'est ainsi que nous quittèrent, coup sur coup, Pierre Cherrier, Jean Vignau et Guy Gaultier. Ce dernier avait dirigé l'ensemble des Jeunes communistes. Tant et si bien que notre propre triangle devint le sommet de l'organisation (Parti-J.C.-O.S.) pour l'ensemble de la Loire-Inférieure. Les « Inter », nos responsables directs, représentant le comité central clandestin, furent alors les camarades Poirot (ancien

secrétaire de la fédération des métaux C.G.T. dans la région parisienne) et Venise Gosnat (un élu très connu, avant la guerre, au plan national).

Il est sans doute inutile et impossible de rappeler en détail tous les coups que nous avons alors portés, pendant un an, jusqu'à la fin juillet 1942 aux troupes d'occupation hitlériennes. Le bilan est impressionnant qui compte, entre autres, le sabotage à Château-Bougon, par explosifs, d'au moins cinq bimoteurs Heinkel, parmi ceux-là même qui participaient aux raids meurtriers sur l'Angleterre ; la destruction, à la S.N.C.A.S.O. de St-Nazaire, du prototype d'un hydravion Dornier, mis au point dans le plus grand secret ; l'attaque à main armée de plusieurs petites unités de la Flak (la D.C.A.) disséminées dans les campagnes autour de Nantes et, pour couronner ce genre d'activité, la tentative de fusiller en enfilade, en plein coeur de la ville, un détachement de la Wehrmacht. Nous avons, pour cette dernière opération, emprunté un camion à gazogène à un marchand de charbon de nos amis qui oeuvrait par ailleurs pour le développement du Front national. Nous y avons installé, sous la partie bâchée, une mitrailleuse de combat – une de celles entreposées à St-Lumine –. Ce fut un échec car, dès le début de l'action, l'arme s'enraya.

Cette opération, hélas manquée, avait nécessité une longue et minutieuse préparation et se déroula vers la fin du mois de mai 1942. Une équipe spécialisée avait rassemblé tous les renseignements sur les habitudes de l'ennemi, ses effectifs, la fréquence, les horaires et les itinéraires de ses déplacements. L'endroit le plus adéquat pour faciliter l'attaque et la fuite une fois déterminés, il ne restait plus qu'à passer à l'action. En effet, et parallèlement, un autre groupe s'était occupé des armes et des munitions (outre la mitrailleuse, les six hommes opérationnels disposaient chacun d'un pistolet de gros calibre). Enfin, un troisième groupe avait frété et armé le véhicule. Au moment où devait se produire l'attaque, les hommes du renseignement avaient été déployés, en couverture des six qui avaient pris place dans le camion. Malgré l'échec, cette opération pensée,

préparée, montée par Marcel Brégeon, fut exemplaire dans sa conception. Nous fûmes certes, très déçus, mais notre détermination s'en trouva renforcée.

Durant cette année-là, nos groupes préparèrent et l'O.S. réalisa un grand nombre d'autres coups de main qui, pour être moins spectaculaires, n'en furent pas moins efficaces : lancement de tracts dans les cinémas de la ville, jet d'une grenade sur la scène d'un théâtre où Doriot tenait un meeting, destruction de pylônes et de transformateurs électriques, sectionnement quasi-permanent des lignes de communication allemandes, déraillement de trains après dynamitage des rails sur les parcours Nantes-Pornic et entre Nantes et St-Nazaire. Plusieurs convois subirent de sérieux dégâts. Enfin, attaques ou exécutions au revolver (et deux ou trois à l'arme blanche) d'une bonne quinzaine de militaires nazis ou de traîtres.

Nous étions heureux et fiers (la direction du Parti également satisfaite, si j'en crois ses émissaires) des résultats obtenus et ce d'autant plus que nos explications écrites se multipliaient et que nos arguments gagnèrent de plus en plus dans l'opinion. Il le fallait car nous avions affaire dans ce domaine, à forte partie. Les journaux régionaux, on l'a vu, mais toute la presse nationale pro-allemande et collaborationniste de *L'Echo de Paris* au *Matin*, de *Paris-Soir* à *L'Oeuvre*, *Je suis partout*, *Gringoire*, tout comme la *France au travail*, le *Pariser Zeitung* et la radio franco-hitlérienne se déchaînaient contre nous. Nous devons combattre aussi les slogans de la B.B.C. (relayés par les gaullistes qui en étaient encore, pour la plupart, à écouter leurs postes en douce) et qui, avec le général, disaient : « *Ne tuez pas d'Allemands...* » Notre mot d'ordre à nous clamait tout au contraire : « *A chacun son boche !* ». Et à la fin, nous eûmes bel et bien raison contre les attentistes...

Jusque-là, la répression à notre rencontre ne s'était exercée que de manière sporadique. Quelques camarades avaient bien été arrêtés, ici ou là, mais quelquefois, par suite d'imprudences ou d'indiscrétions. D'autres furent pris sur le fait, en pleine

activité. Mais cela resta l'exception. En ce qui me concerne, une seule alerte m'inquiéta, mais tout à fait incidente.

Au début de mars 1942, je me trouvais à St-Nazaire (nous y allions l'un ou l'autre chaque mois pour prolonger les indications du Centre) quand eut lieu l'opération *amphibie des commandos anglo-canadiens* contre la base des sous-marins allemands. Je fus pris dans la nasse déployée par les nazis sur toute la ville, dans le but d'intercepter et de détruire les « agresseurs ». Ils y parvinrent totalement après trois jours pleins de fusillades, de ratissages, de barrages et de perquisitions. Mais le mal avait été fait, la base avait subi des dégâts importants causés par l'explosion du bâtiment britannique qui s'était infiltré jusqu'au coeur de l'installation. Je restais coincé près d'une semaine chez les parents du copain que j'étais venu voir. J'assistais, là, à des perquisitions et des interrogatoires menés à plusieurs reprises par des hommes de la Gestapo et des militaires qui assuraient la chasse aux ennemis débarqués. Fort heureusement, je n'avais rien sur moi de compromettant et mes papiers étaient parfaitement en règle et à mon nom. Le black-out levé, je pus rentrer à Nantes...

Nous avions, cependant, pleinement conscience que cette situation d'impunité ne durerait pas et que, bien plutôt que de baisser la garde, il convenait de redoubler de prudence, de renforcer encore la vigilance. C'est pourquoi, d'ailleurs, au lendemain même de la tentative d'agression contre le détachement militaire, nous allâmes, pour voir venir, nous mettre au vert. Le premier juin 1942, utilisant un "ausweiss" préalablement négocié, je partis, pour ma part, en compagnie de Jeannette, vers Castres où nous restâmes une dizaine de jours. Cette précaution absolument indispensable tombait d'ailleurs très mal car mon père, gravement malade depuis quelques semaines, était dans un état grave. De fait, à notre retour, nous nous heurtâmes à l'oncle Albert et à sa femme Léa, en grand deuil. Mon père était mort le 6 juin. Il venait d'être enterré.

Ma mère, pourtant informée et consentante, nous reprocha vivement ce

voyage. Elle accusait Jeannette de m'avoir entraîné dans le but égoïste de retrouver ses parents. C'était évidemment injuste et contraire à la vérité. Dans ce climat, et soucieux d'éviter tout esclandre inutile, je décidai de quitter les lieux. À vrai dire, je ne faisais que précipiter une disposition déjà préparée depuis longtemps, qui s'imposait pour des raisons évidentes de sécurité et dont j'avais retardé l'application en raison de l'état de santé du père. J'avais, en effet, trouvé et aménagé dans le quartier populaire de Chantenay, un appartement de deux pièces, bien situé, dans un petit pavillon indépendant, attenant au logement des propriétaires et donnant sur un jardin. Il offrait l'immense avantage de disposer de trois issues qui, en cas de besoin, me

faciliteraient la fuite. Mon intention initiale avait été de réserver ce local comme base de repli. Mais enfin, il était sans doute bien temps que je quitte la Sermonière, la maison des parents. Les allées et venues des deux frères (Félicien et moi) depuis de longs mois, les visites que nous recevions, n'avaient sans doute pas manqué d'attirer la curiosité du voisinage. Nous déménageâmes donc, Jeannette et moi, avant la fin du mois de juin.

Cette initiative, pour heureuse qu'elle voulait être, ne devait, hélas, pas avoir les meilleures conséquences sur ma vie privée et encore moins sur mes activités !

Chapitre Trois

L'arrestation

(Août 1942)

Le 30 juillet 1942, il devait être vers les 19 heures. J'arrivais de St-Nazaire, où j'avais rencontré le responsable des Jeunesses communistes de la ville pour lui communiquer d'importantes décisions venues de Paris. J'étais à bicyclette car, depuis bien longtemps, cet engin était l'auxiliaire indispensable de mes déplacements. Il m'accompagnait dans le train, le matin, en direction de l'Atlantique et le soir, il me facilitait grandement le trajet de la gare de Nantes jusqu'à Chantenay (un bon bout de route). J'allais en descendre car j'avais déjà en vue, par-dessus le muret du jardin, notre petit pavillon. Soudain, à quelques pas, un homme sortit par le portillon. Jeannette le suivait. Derrière elle, un autre personnage. Ce dernier, je le reconnus tout de suite. Il s'agissait du commissaire Vaillant de la P.J., celui-là même qui m'avait interrogé, en 1939, à l'occasion d'une rixe mortelle dont j'avais été témoin. Mais l'apparition du premier homme, ma femme derrière, avait suffi à me mettre en garde. Jeannette, elle aussi, m'avait vu. Elle ne broncha pas. Le trio s'avançait en ma direction. Je le frôlai et poursuivis ma route comme si de rien n'était.

Aux environs du 15 juin, le camarade Venise Gosnat – le vieux Georges, comme on l'appelait entre nous en toute cordialité – m'avait fait tenir un rendez-vous. Je le retrouvai au Jardin des plantes, au-delà du château des ducs de Bretagne. Il portait un chapeau mou de la meilleure facture, bien enfoncé sur sa grosse tête de bon bourgeois à l'aise. Son manteau noir, son cache-nez sombre, ses souliers confortables, contribuaient à lui donner l'aspect cossu d'un père tranquille. Un parapluie complétait l'ensemble. Il n'est guère que ma

présence à ses côtés qui eut pu sembler bizarre. Il paraissait la soixantaine et je n'avais pas encore vingt ans. Imberbe, les cheveux légèrement ondulés et rejetés en arrière, habillé modestement, ma présence aux yeux des passants et des promeneurs, aux côtés de cet homme robuste et distingué, aurait bien pu paraître louche. Nul n'aurait en tout cas supposé être en présence de deux conspirateurs. Et pourtant.

Le vieux Georges était porteur d'une double instruction. Les Jeunesses communistes devaient immédiatement, et sur l'ensemble du département, fournir 10 % de leurs membres à l'Organisation spéciale. Il m'appartenait de les désigner en collaboration avec leur responsable, « Gégène » Le Parc. Ce dernier serait le premier muté et mis à la disposition de l'O.S. Quant à moi, je prendrai la direction de ce qui resterait des organisations de la J.C. ; je les développerai partout et le plus vite possible, car elles étaient appelées, au fur et à mesure, à rejoindre, au sein de l'O.S., les Bataillons de la jeunesse. Bien évidemment, je demeurai membre du Parti et je travaillerai toujours en étroite collaboration avec Brégeon et Le Floch comme membre du triangle de direction départementale. Il me fit connaître les coordonnées de Le Parc, quitta notre banc et s'en fut. J'étais abasourdi.

Je me mis immédiatement au travail. Le Parc, Lagathu, Doisneau, Rouault, Guinoiseau, Jouaud, Greleau, Sérot, Brisson, Guédon et beaucoup d'autres furent mutés dans les groupes armés. Pendant ce temps, nous nous efforcions de les remplacer par des jeunes recrutés dans les divers quartiers populaires de Nantes. C'est ainsi que nous rejoignirent plusieurs des frères Mano à Chantenay, Henri Lamour, Guy Daniel, Jean Vano à Rezé, de nombreux autres à Saint-Nazaire. Nous

avons également renforcé et multiplié les groupes de trois parmi les étudiants et les lycéens dans plusieurs établissements scolaires de la ville. Nous avons réussi à infiltrer un des nôtres au sein des jeunes du P.P.F. de Doriot.³

Nos organisations purent fournir au Parti et à l'O.S. de précieux renseignements sur la disposition des forces militaires allemandes, sur les activités des officines pro-hitlériennes. Elles prêtaient également leur concours à l'acheminement et la répartition du matériel qui, maintenant, parvenait régulièrement et par caisses entières à la gare et dans plusieurs messageries. Les camarades Michel (Marcel et sa femme Marie), un couple admirable, sur la trentaine, habitaient la rue Petite-Biesse et avaient la responsabilité principale en ce domaine. Ils possédaient une remorque que nous accrochions derrière les bicyclettes. Cet objet précieux constituait la base même du dispositif d'acheminement du matériel de propagande. Ce dernier était stocké, aux fins de répartition, dans diverses cabanes de jardin mises à notre disposition, à Doulon, à Chantenay, à Pont-Rousseau, au Moulin-à-l'Huile, aux Trois-Moulins et jusqu'à Vertou et Pont-Saint-Martin. Nous rédigeons, éditions et diffusions des journaux et des tracts, qui exaltaient les actions du Parti, de l'O.S., les nôtres propres, et qui informaient les gens, régulièrement, sur les événements politiques et militaires locaux, qui venaient de maintes sources à notre connaissance.

Comme on dirait aujourd'hui, tout baignait dans l'huile, jusqu'à fin juillet 1942. Mais brusquement l'orage s'abattit sur nos têtes.

³ Celui-ci, Jean Dyrac, fut incarcéré le 20 août 1942. Lors de son interrogatoire, il se réclama du parti de Doriot, raconta comment il avait donné de fausses informations aux communistes, en particulier à Le Parc et Lagathu (auquel il avait fourni un revolver hors d'état de marche). Le responsable du PPF vint le soutenir. Il fut condamné à 10 ans de prison ; il joua le rôle du mouton au détriment de ceux qui allaient être déportés.

Ce 30 juillet donc, la surprise passée et ayant échappé, à quelques minutes près, au guet-apens tendu à mon domicile, je me retrouvai sur mon vélo, dans les bas de Chantenay. Je mis pied à terre et je m'aperçus seulement alors que je tremblais de tous mes membres. Je me dirigeai lentement, ma bécane à la main, vers un petit bistrot et m'installai à une tonnelle, sous la glycine. Je devais être pâle comme la mort. Personne ne s'en aperçut. En sirotant une bière, je m'efforçai de réfléchir, de mettre mes idées en ordre et de définir une ligne de conduite. De toute évidence, les policiers n'avaient pas trouvé, dans notre appartement, le moindre document compromettant pour autrui. Mais ils étaient édifiés sur mes opinions. Je disposais de quelques livres édités avant-guerre, mais suffisamment éloquentes à cet égard : Lénine, Staline, le *Manifeste et L'Histoire du Parti communiste de l'U.R.S.S.* Mais ils avaient dû mettre la main, aussi, cachés sous notre matelas, sur quelques exemplaires de matériel clandestin distribué depuis peu. C'était, certes, compromettant pour moi. Mais cela n'expliquait pas leur venue. Étais-je victime d'une dénonciation, venant du propriétaire, de voisins ? Sûrement pas car, ici depuis peu, je ne faisais rien qui ait pu me faire remarquer et ne m'adonnais personnellement à une aucune activité dans ce secteur. J'en arrivai à la conclusion qu'il devait y avoir eu, préalablement, une ou plusieurs autres arrestations. Il me fallait donc, avant toute chose, m'informer.

Je traversais une bonne partie de la ville. Mais cela ne me faisait pas peur. J'avais une énorme et longue habitude de ces chevauchées à travers Nantes. Le quai de la Fosse, la place du Commerce, le quai Duguay-Trouin, le pont Haudaudine, le boulevard Victor Hugo, Pirmil, Pont-Rousseau, je roulais à grande vitesse en

direction de St-Paul et de la Sermonière. Mais une pensée me hantait. Devais-je accéder à la maison de ma mère ? La police n'y était-elle pas déjà ? Je résolus de m'arrêter chez un voisin, assez éloigné toutefois, suffisamment sûr mais qui n'avait pas d'activités illicites. Il accepta, après que je lui eus expliqué, aussi évasivement que possible, la situation, d'envoyer une de ses filles – d'une dizaine d'années – en reconnaissance. Elle n'alla pas loin. Avant même de pénétrer dans l'avenue de la Sermonière, elle apprit qu'il s'était passé quelque chose. À en croire les conciliabules, les policiers étaient venus arrêter la famille Thomazeau. Personne ne savait exactement qui, ni surtout pourquoi. Mais pour l'heure, cette indication me suffisait.

Que faire ? Pas question de dîner. Il était déjà très tard, près de 21 heures sans doute. Je n'avais d'ailleurs pas faim. Mais, tiens, l'ami que je quittais ne m'avait rien offert. Il ne fallait pas que j'importune quelqu'un d'autre. Aller chez un des membres de l'organisation – nombreux et proches – il n'en était pas question. Il allait bientôt faire nuit : trouver un gîte !

Après bien des hésitations, roulant autour de mon ancien quartier, par les rues les moins fréquentées, je décidai de me réfugier sur les bords de la Sèvre nantaise, à la Morinière puis dans les prés de « Tapeçul », là même où, dans mes jeunes années, nous venions en famille, par bandes entières, passer des jeudis et des dimanches pour y jouer, y déguster de grandioses repas sur l'herbe et y faire un peu l'amour aussi, quand l'âge en fut venu.

Je me souvenais que l'une de mes fréquentations de cette époque, un des frères Prin, l'aîné, un semi-vagabond, buveur, un peu voleur et braconnier, avait trouvé naguère en cet endroit, un refuge sûr. Les gendarmes le recherchaient pour un méfait réel mais mineur. Il s'y cacha des semaines durant. Je me rendis dans cette direction, en empruntant l'ancien chemin de halage. Il n'y avait évidemment, à cette heure là, pas âme qui vive. C'était le plus important. J'avisai d'abord un petit bosquet et m'y embusquai dans un premier temps.

Mais il ne faisait pas chaud, malgré la saison. Je me rendis jusqu'à l'ancienne usine, une tannerie me semble-t-il, que j'avais connue encore active, au début des années 1930. J'y passai la nuit.

Au matin, tôt, je repris le sentier du bord de Sèvre jusqu'au pont de la Morinière et là, je traversai. Je longeai le Lion d'Or et m'arrêtai à St-Jacques, juste devant l'hospice. Il n'était pas huit heures, je devais attendre. Pour tuer le temps, mon vélo rangé à l'entrée de l'hôpital, je me mis à faire, sur le trottoir d'en face, du lèche-vitrines. Ici, je ne risquais évidemment rien, à moins d'un malheureux hasard, car je n'y connaissais personne. À la vitrine d'une petite librairie, je me souviens y avoir vu un livre qui m'intéressait : « *La campagne de 1812* » d'Eugène Tarlé. Bizarre, pensais-je, que cet affichage d'un historien soviétique ! En d'autres circonstances, c'est une oeuvre que j'aurais achetée... Et puis Pierre apparut. Petit, trapu, la casquette bien posée en avant du visage, il s'engouffra, montrant au passage une carte à l'homme de faction, dans la cour, à l'entrée.

Pierre Le Floch était donc là. J'en ressentis un grand soulagement car, depuis la veille, je craignais qu'il ne soit, lui aussi, victime de la répression. Quelques instants plus tard, avec mille précautions, je le rejoignis dans l'atelier où, depuis des années, il était employé comme peintre d'entretien. Je connaissais depuis longtemps le moyen d'y parvenir sans attirer l'attention. Mon camarade n'était au courant de rien. Il demanderait, un peu plus tard, un congé pour l'après-midi et aviserait. Nous convînmes d'un rendez-vous pour 16 heures, à deux pas de la Bourse. Entre-temps, j'accomplis un long circuit d'une adresse connue à une autre pour tenter de me rendre compte des dégâts causés par les « flics ». J'acquis ainsi la conviction, en passant devant chez Prosper Janic, devant chez René Jégo, devant chez Mano, que le coup de filet avait été vaste, qui était ressenti à Doulon et à Chantenay, à Pont-Rousseau et jusqu'au centre-ville.

La situation était donc infiniment sérieuse et grave. Pierre Le Floch avait, de son côté, obtenu des renseignements qui

ajoutaient encore à l'inquiétude. Il me remit des tickets de ravitaillement – ils provenaient d'un vol effectué dans une mairie – et me conduisit chez sa mère, une adorable vieille personne – pilier d'église mais charitable – qui vivait avec sa plus jeune fille, encore célibataire. Leur logement, exigü, était situé dans une rue moyenâgeuse, à deux pas de la cathédrale St-Pierre. Les deux femmes n'avaient pu acquiescer à la demande de Pierre de m'héberger pour la nuit. Elles nous firent manger. Nous leur remîmes quelques tickets et nous les quittâmes. Pierre partit de chez lui, bien décidé à mettre sa famille à l'abri et à prendre le large. Je passais deux nuits – personne ne l'a jamais su – chez une amie qui m'était très chère depuis l'adolescence.

Le lendemain, comme nous en étions convenus avec Pierre, je pris la route en direction du Moulin-à-l'Huile, à Rezé, pour retirer chez Raymond Barbeau – responsable des services techniques et des archives – de « faux-vrais » papiers d'identité, un peu d'argent et, éventuellement une arme. C'est lui qui devait aussi me procurer une planque. Il aurait dû ! Hélas, à son domicile, je tombais bêtement dans le guet-apens qui lui était tendu ! M'étant assuré, au cours de plusieurs passages, que la voie était libre, je rangeai mon vélo à quelque distance et m'engageai dans la courette qui précédait l'entrée de la maison. Tout paraissait calme. Mais, dès que je poussai la porte, la femme de Raymond, d'abord surprise de me voir, poussa soudain un cri hystérique et s'enfuit à l'arrière de la pièce. J'avais compris, mais c'était trop tard. Je me précipitai dans la cour et, tombai sur deux hommes qui surgissaient d'un cagibi à ma droite, les bousculai et me sauvai. Je parvins à saisir ma bicyclette et à sauter dessus. Les flics étaient déjà dans mon dos, leurs armes sorties. Je me mélangeai les pédales – c'est vraiment le cas de le dire – et m'affalai sur le chemin de pierres. Les poursuivants n'eurent plus qu'à me cueillir.

Les deux personnages qui m'encadraient maintenant, alors que j'étais entravé à une chaise par des menottes, voulaient à tout prix que je sois Le Floch ou

Brégeon. Mon nom, livré par la carte d'identité que je portais sur moi, ne leur disait rien. J'inventai bien une histoire pour expliquer ma présence en ce lieu. L'un des policiers semblait y croire. Le second, plus âgé et plus retors, voulait vérifier, avant de me relâcher comme je l'exigeais avec véhémence et culot. Le jeune partit dans le village à la recherche d'un téléphone afin de consulter ses supérieurs au commissariat central. À son retour, il était hilare : « *Eh bien mon vieux, on tient le Pontife* », dit-il à son compagnon qui, mis au fait, s'empressa de m'envoyer une paire de gifles très appuyées. Plus tard, une Citroën noire, une traction avant, fit halte. On me jeta dedans. Elle était conduite par un Allemand, mais les deux hommes qui m'encadraient, à l'arrière, parlaient français et sans accent. Pendant la durée du trajet, je me tus obstinément, ignorant les questions qu'ils me posaient en cascade et feignant de ne rien sentir des bourrades de coups de poing qu'ils m'assénaient constamment.

Dès mon arrivée rue Garde-Dieu, j'eus pleine conscience de l'étendue du désastre. Il y avait, aussitôt le porche franchi, dans une grande salle à main gauche, une trentaine de personnes alignées sur des bancs ; plusieurs étaient attachées. Je ne fis que les entrevoir, car mes accompagnateurs, interpellés par un personnage autoritaire, me tirèrent en arrière, à peine même la porte avait-elle été ouverte. J'en avais cependant vu assez – ayant reconnu d'un seul regard plusieurs personnes détenues –. J'en avais vu trop, de l'avis des hommes à qui j'allais avoir affaire.

Je leur fus amené dans une pièce du premier étage, et ils se présentèrent : « *Commissaire Lafouge... Commissaire Parent... Inspecteur Ribolet* (tous du S.P.A.C.) envoyés par le gouvernement du Maréchal ». « *Alors comme ça c'est toi le fameux Yvon ! Tu n'étais pas pressé de venir... On t'a baptisé « le Pontife » en attendant* ». C'est Lafouge qui s'adressait à moi, sur ce ton goguenard mais civil, assis tranquille derrière un bureau encadré de deux comparses. Ils étaient tous les trois élégamment vêtus. Lafouge portait un blazer bleu marine. Il le posa d'ailleurs tout

de suite sur le dossier de son fauteuil et se rassit. Il souriait, visiblement content. Ses yeux bleus clairs et son nez régulier et droit étaient surmontés d'une chevelure châtain clair, rejetée en arrière et soigneusement peignée. L'ensemble du visage revêtait un air de noblesse. Cet homme avait évidemment de la classe. Il avait dû être bien élevé. Parent était plus grand et sans doute aussi plus âgé. Il était habillé d'un costume deux pièces, bleu foncé, de bonne coupe. Aujourd'hui, sa silhouette, son allure générale, me rappelle un peu Michel Piccoli lorsqu'il était plus jeune. Ce style là. Quant à Ribolet, le moins âgé des trois, il avait adopté le genre sportif : veste en laine marron et pantalon de même nuance mais plus clair. Il avait un accent méridional, les cheveux bouclés et d'un noir de jais.

J'eus tout loisir de les détailler ainsi et de bien me les mettre en mémoire. Le commissaire Lafouge, le chef manifestement, tenait à sa respectabilité et semblait vouloir observer les règles classiques de la légalité. Il s'adonnait, prenant son temps et me scrutant jusqu'au fond des yeux de son regard perçant, au traditionnel interrogatoire d'identité. De temps à autre, son attention bifurquait en direction d'une photo de Pétain, placée dans un petit cadre, en face de lui. Ces formalités furent accomplies avec soin et sur un air patelin. Il cessa de parler. J'en fis autant, ayant épuisé toutes les réponses possibles à ses questions. Je me remémorais intérieurement les instructions et recommandations qui nous avaient été faites pour des circonstances de ce genre. La première : ne rien dire, parler le moins possible ! Soudain, Lafouge sauta de son siège et s'écria : « *Maintenant c'est à toi, on t'écoute, raconte et ne mens pas. Nous savons à quoi nous en tenir sur ton compte...* » Il regagna son siège et attendit. Pas très longtemps...

Ribolet fonça sur moi, bouscula mon fauteuil et me jeta sur le sol. Parent me releva, me frappa et me renvoya vers l'autre avec force coups de poings et de pieds. La séance dura et dura. J'aperçus Lafouge ricanant qui quittait la pièce. Les deux autres continuèrent longtemps encore leur jeu cruel, pour lequel je servais en quelque sorte de ballon. Ils s'arrêtèrent enfin et

quittèrent le local. Lafouge revint. J'avais le visage tuméfié, les lèvres en sang et mon corps me faisait mal, de la tête aux pieds.

Le commissaire se fit à nouveau bon enfant et paternel. J'avais, selon lui, énervé ses collègues par mon silence obstiné. Quant à lui : « *Tiens, m'a-t-il dit, j'ai donné ordre de libérer ta femme et ta mère. Je ne garde plus que ton frère ; alors tu vois, je ne te veux pas de mal. Dis-moi donc la vérité* ». Et de me préciser les points sur lesquels il voulait être renseigné. Quelle était ma responsabilité exacte, comment j'y étais parvenu ? Ce que j'avais fait auparavant ? Quels étaient mes liaisons, les responsables et mes prochains rendez-vous ? Il insistait évidemment sur ce dernier point et c'est précisément sur celui-ci qu'il fallait me taire ou, à tout le moins, gagner du temps. J'avais, en effet rendez-vous le lendemain même avec un nommé Serge, l'interrégion des J.C. un gars de mon âge à peu près, étudiant sans doute, Parisien certainement et d'origine juive, que je retrouvais régulièrement chaque quinzaine. Une autre rencontre était également fixée, pour le Parti cette fois, avec le vieux Georges, le même jour, avec un repêchage éventuel. Il me fallait à tout prix me taire, au moins jusqu'à la date du dernier rendez-vous...

J'insistai donc sur les autres points ; j'expliquai mon adhésion au communisme. Les raisons de classe, héritées de mes parents, de ma jeunesse. Les raisons idéologiques aussi, en mettant en avant les livres trouvés à mon domicile. Mais mon adhésion effective était récente et je n'exerçais pas les responsabilités qu'il me prêtait. Cette affirmation me valut de sa part une gifle magistrale. Il rappela ses comparses et les mit au courant de mon boniment. Tous trois s'esclaffèrent et, pendant ce temps, Lafouge sortait un dossier qu'il avait sous le coude, une grande feuille sur laquelle était dessiné, au crayon, un organigramme des J.C. pour l'ensemble du département et notamment pour Nantes et St-Nazaire.

J'étais interloqué par cette révélation, car le document reproduisait non seulement la pyramide des triangles – base de notre

déjà ancienne organisation clandestine – mais aussi, dans de nombreux cadres (chacun représentant un groupe de trois) des noms étaient inscrits, mélangeant membres des J.C. et militants du Parti. Dans celui du sommet, je me trouvais à côté de Marcel Brégeon et Pierre Le Floch. L'évidence s'imposait ! Quelqu'un avait parlé. Nous avions été dénoncés ou trahis. « *Alors, triompha Lafouge, tu as compris maintenant. Il reste, tu le vois, beaucoup de blancs. À toi de les combler et fais vite ; ma patience a des limites...* » Je tentai de me lancer dans une nouvelle explication. Je n'en eus pas le temps, les trois personnages se ruèrent sur moi et cognèrent et cognèrent encore. Je perdis connaissance.

Quand je revins à moi, il faisait nuit noire, j'étais seul dans une pièce exigüe où, petit à petit, je repérais deux bureaux et trois ou quatre chaises. À part cela, le vide et le silence absolu. Je n'avais aucune idée de l'heure et, d'ailleurs, je m'en fichais totalement. Je souffrais le martyr ; j'étais en sueur ou peut-être seulement mouillé par l'eau qu'ils avaient dû me jeter. J'avais surtout mal à l'estomac. Les coups reçus peut-être, mais la faim aussi. Je n'avais pris qu'un café noir depuis le matin. Je restais là, tantôt allongé, tantôt assis, ne sachant que faire, ne pouvant n'y n'osant rien. Plus tard, dans la matinée, je me glissais jusqu'à la fenêtre. Elle était armée de barreaux et donnait sur la cour principale du commissariat. Je devais être au deuxième étage et en haut de l'aile gauche du bâtiment. J'atteignis la porte, tournai la poignée avec précaution et poussai légèrement. J'étais sous clé...

À vue d'œil, il était dix heures bien sonnées quand j'entendis quelqu'un monter un escalier puis s'ouvrir le bureau d'à côté. Un homme en uniforme, un gardien de la paix, m'apparut, porteur d'un plateau sur lequel on trouvait tout le nécessaire à un petit déjeuner : « *Et bien, ils t'ont arrangé...* ». Deux autres personnages passèrent leurs têtes à la porte et firent à leur tour une éloquente mimique. Ils repartirent tous les trois après m'avoir de nouveau enfermé. Je tentai de boire un peu de café et de lait bien sucré mais j'eus mille peines, tellement j'avais mal et tant le

liquide était chaud. Je me contentai de quelques gorgées tièdes... Je pensais à Marcel et à Pierre. Avaient-ils eu le temps de prendre toutes les précautions, de se cacher, de disparaître ?

Mais Parent et Ribolet arrivèrent bientôt, me prirent chacun par un bras et, sans un mot, me portèrent et me tassèrent sur une chaise basse face à Lafouge, qui s'était installé à son bureau. D'entrée, ce dernier me fit part de ses exigences. Compléter l'organigramme, les noms de mes responsables, mes prochains rendez-vous ! De la pièce d'à côté, ma prison de la nuit, les deux complices apportèrent deux tiroirs vides et les placèrent à terre, bien à plat. Ils m'empoignèrent et m'agenouillèrent de vive force sur l'une des arêtes de l'un des ustensiles. « *Quand tu seras décidé, tu parleras à monsieur Lafouge !* » Et le défilé commença. Un à un, tous les camarades précédemment arrêtés comparurent devant le commissaire, invités à confirmer leurs déclarations précédentes, à compléter l'organigramme par de nouvelles révélations et enfin, à me reconnaître comme « le Pontife », leur chef. Pour cette dernière phase de l'interrogatoire, ils venaient à tour de rôle s'agenouiller face à moi, sur le second tiroir et chacun y restait tout le temps que s'expliquait le suivant...

Par bonheur, la plupart des jeunes gens ne me connaissaient pas, sauf de nom des J.C. René Jégo, qui appartenait avec moi et Prosper Janic, au triangle de direction des J.C., nia farouchement et Janic était en fuite. Mais au cours de cette longue séance, pénible, cruelle, souvent insupportable – les genoux profondément marqués et gravement blessés – j'appris énormément sur le caractère et le comportement de ces jeunes combattants que, dans l'ombre, j'avais dirigés. Il y eut de tout : des courageux et des lâches, des fanfarons et des timides, des discrets conscients et responsables et des bavards dont l'un, peu importe son nom, n'hésita pas à se commettre dans de nouvelles dénonciations. Ils passèrent ainsi devant nos tortionnaires, quinze, vingt peut-être. Je tombai de plus en plus souvent du tiroir, quelquefois volontairement pour trouver un bref soulagement. J'eus des pertes de conscience

à répétition, des feintes et des réelles, mais pour l'essentiel, j'enregistrai ce qui se passait et se disait autour de moi.

Avant que ne vienne le soir, le triumvirat du S.P.A.C. parut se satisfaire de ce qu'il possédait. Du moins je le pensais quand, épuisé, moulu, incapable de marcher, les genoux sanguinolents,

hypertrophiés et me faisant mal à crier, je regagnai la salle de détention porté par deux flics en tenue qui m'attachèrent pieds et poings, avec des chaînes, à un banc. Aux dernières questions de Lafouge, je n'avais pas répondu. J'avais tenu. Bien que mort à demi, j'étais content.

Chapitre Quatre

Les tortionnaires

(Août-Septembre 1942)

Au commissariat central de Nantes, rue Garde-Dieu, en ce mois d'août 1942, une activité intense et inhabituelle régnait jour et nuit. Des inspecteurs en civil, chapeaux mous en bataille, allaient et venaient, partaient ou revenaient sans cesse. Parfois, toujours par paire, ils accompagnaient des hommes portant menottes. Souvent, désormais, des voitures noires les prenaient en charge ou les débarquaient sous le porche même, à l'entrée du bâtiment. J'étais ici depuis trois jours et plus personne ne s'occupait de moi. Ma mère ou ma femme – qui s'était de nouveau installée à la Sermonière – était venue, chaque matin, apporter à la conciergerie du ravitaillement pour mon frère et pour moi. Je ne fus pas autorisé à les voir et je ne mangeai pas, malade que j'étais à crever. Mais j'étais surtout inquiet de ce mouvement incessant qui ne signifiait rien de bon.

Au cours du quatrième jour, Félicien, contre qui aucune charge n'avait été relevée, fut relâché. Mais presque au même moment et dans le sens inverse, je vis arriver deux dames de ma connaissance, madame Le Floch et sa fille. Elles ne pouvaient être là que du fait de Pierre. Qu'avait-il bien pu se passer ?

Depuis la fin de mon interrogatoire, je passais la journée à récupérer, au milieu d'une quinzaine d'autres jeunes gens de mon âge qui, tous, semblaient soulagés et plus ou moins amochés. Beaucoup semblaient se connaître et parlaient ensemble, malgré la présence des trois ou quatre policiers de garde. Quelques-uns se regardaient en chiens de faïence. La nuit, nous dormions, qui sur des bancs, qui par terre où des

paillasses étaient jetées. Nous n'en menions pas large, car nous ne savions pas ce qui se tramait à l'extérieur. Je savais, moi, qu'il y avait de nombreux militants à l'air libre, des J.C. encore, mais aussi des camarades du Parti et de l'Organisation spéciale (O.S.). Car heureusement, de ces derniers, il n'y en avait aucun ici, parmi nous. Mais j'étais très préoccupé par l'attitude de mon prédécesseur à la direction des J.C. Il restait dans son coin, taciturne et renfrogné. Il avait parlé aux flics, je le savais. Pour ce qui est de moi et des autres détenus dans cette salle, il importait peu. Que savait-il exactement concernant l'O.S. ? En parlerait-il aussi ? Ce n'était certes pas son intérêt. Mais, tiendrait-il ? J'en doutais.

Au cours des jours suivants, entre le 10 et le 15 août 1942, les membres des Jeunesses communistes qui m'accompagnaient furent successivement conduits devant le juge d'instruction Le Bras et incarcérés à la prison La Fayette. Mon tour ne venait pas et j'étais maintenant informé par un policier à peine plus âgé que moi, Le Digabel, originaire de mon quartier St-Paul, de ce qui s'était passé depuis le début du mois et au fur et à mesure de ce qui se préparait. J'appris ainsi que la police nantaise était à l'origine des arrestations. Un jeune militant de Chantenay avait été arrêté dans son collège au moment où il distribuait des tracts. La préfecture, alertée, et qui était pressée par les autorités hitlériennes d'agir pour découvrir les auteurs des attentats commis contre leurs installations et leurs soldats, fit appel à Vichy qui dépêcha sur place le fameux S.P.A.C. Ses commissaires et inspecteurs spécialisés firent tant et si bien – la police ordinaire leur servant

d'intendance – que nous nous retrouvions là, une vingtaine. Et, à en croire Le Digabel, ce n'était qu'un commencement.

En ayant momentanément fini avec les interrogatoires des gens du S.P.A.C. , j'eus – le 4 ou 5 août – à en découdre avec les policiers de la brigade volante d'Angers. Je fus conduit auprès du commissaire David. Celui-ci se présenta comme dirigeant de la brigade. « *Peu m'importe le reste, dit-il, moi j'ai une mission : découvrir les pilliers de mairies, celle d'Orvault, celle de Sainte-Luce... Les voleurs de tickets de ravitaillement, de passeports et autres documents officiels* ». Il rappela ce qu'il savait.

Au moment de mon arrestation, j'étais porteur de tickets d'alimentation volés. Les sbires du S.P.A.C. nous accusaient déjà – Pierre Le Floch et moi – d'être mêlés à ce rapt de tickets. De semblables – une partie de ce que nous leur avons remis – furent trouvés chez la mère et la soeur de Pierre. Les deux dames étaient là, retenues en otage au commissariat central pour mettre Pierre sous pression. Elles indiquèrent les tenir de Pierre et de moi. Toute dénégation s'avérant inutile, je reconnus le fait, précisant que je les tenais moi-même de Pierre, mais que j'ignorais totalement leur provenance. Ce qui était vrai. Les policiers de la brigade d'Angers se mirent en chasse. En vain, nous concernant. Il s'agissait d'un coup de main de l'O.S. Quelques jours plus tard, ils remettaient un procès-verbal de carence.

De leur côté, et pendant cet aparté, les limiers du S.P.A.C. multipliaient les enquêtes et les recherches. Ils s'ingéniaient à recouper et à exploiter les renseignements. Les arrestations recommencèrent et se multiplièrent.

Et bientôt, je vis revenir Félicien. Il sortait d'une voiture noire – la Gestapo avait doté le S.P.A.C. de moyens – entouré par deux inspecteurs nantais qui, en

l'occurrence, servaient de convoyeurs. Il fut tout de suite attaché dans le fond de la salle où je me trouvais toujours. Nous pûmes communiquer. Il me révéla avoir pu se débarrasser, en arrivant, d'un pistolet qu'il avait fixé sur l'une de ses jambes et que les policiers n'avaient pas trouvé. Il l'avait planqué, faute de mieux, au-dessus de la chasse des W-C, à hauteur du plafond. Je fis confiance à Le Digabel, bien que portant à tous ceux de son état, une totale méfiance. Je n'avais pas le choix. Il fit disparaître l'arme compromettante. Mais cela ne suffirait pas à sauver mon frère...

Quelques jours plus tard, la soeur de Pierre craqua. Elle indiqua aux policiers du S.P.A.C. savoir ou travaillait son frère. Ce dernier, aussitôt après m'avoir quitté, le 1er août, avait abandonné son emploi à l'hospice St-Jacques, emmené femme et enfants dans leur famille et adopté un faux nom. Il avait facilement trouvé un emploi à Château-Bougon. La jeune fille accompagna les inspecteurs sur la route de Pornic, à la sortie du travail, et leur désigna son frère qui roulait à bicyclette. Il fut ceinturé immédiatement. Il ne reconnut rien d'autres sur les événements clandestins que ce que la police savait déjà. Je le revis à la prison La Fayette avant mon transport à Angers. Plus tard, nous nous retrouvâmes à la centrale de Blois. Il avait écopé de huit ans de prison. La déportation nous sépara. Il trouva la mort près de Prague en 1945, quelques jours avant la capitulation allemande.

Les arrestations des membres de l'O.S. accaparaient entièrement les hommes du S.P.A.C. Aux commissaires Lafouge et Parent furent même adjoints, en renfort, d'autres policiers gradés : Rollin, arrivant de Vichy, et Fourcade, recruté sur place comme volontaire. Pendant plusieurs jours, ils se désintéressèrent de nous. Mais ils s'acharnèrent, en revanche, sur les militants de l'O.S. spécialisés dans les sabotages, les attentats, les exécutions. Certains, sans doute, ne résistèrent pas à la torture. Plusieurs noms furent cités au cours

d'interrogatoires, notamment un certain Yves – il s'agissait de Marcel Brégeon, en fuite dans une autre région – qui fut mis en cause.⁴

Lafouge fit le rapprochement avec Yvon », mon pseudo. Il pensait bien, cette fois, pouvoir me coincer. C'est dans cette ambiance de violence, dans cette atmosphère empoisonnée, que je fus conduit, une nouvelle fois, devant Lafouge et les siens. Convaincu qu'il allait enfin me piéger, c'est en se frottant les mains qu'il me mit à la disposition de son collègue Rollin et de ses gangsters. Le problème était très simple. À les entendre, je n'étais rien d'autre que Yves, non seulement le « Pontife » des J.C., mais également le chef de l'O.S. Ils firent défiler devant moi tous les jeunes qu'ils détenaient. Ils les avaient tellement frappés, tellement fait souffrir, tellement suppliciés que, à une ou deux exceptions près, je ne les reconnus pas... Aucun d'entre eux n'affirma que j'étais le fameux Yves...

Rollin comme Lafouge étaient fous de rage, devant cet échec patent. Le dernier me reprocha mes silences précédents, ceux-là même qui faisaient ma plus grande joie. Tous mes responsables directs et notamment le « Vieux Georges » étaient libres, sains et saufs, tout comme Serge, l'inter des J.C. Pierre Le Floch leur échappait encore, tout comme Marcel Brégeon. Je les imaginais, poursuivant leur mission, avec les rescapés de notre naufrage ou ailleurs, quelque part en France. Les mercenaires vichyssois de la Gestapo les supposaient également dans ce rôle. C'est sans doute pour m'en punir qu'ils me jetèrent dans la cage aux fauves. Ils étaient trois, trois brutes sanguinaires, trois molosses qui n'avaient d'hommes que le nom, pas même l'aspect.

Aujourd'hui, ma mémoire n'en a retenu qu'un seul : un type immense, les deux mètres ou pas loin. Il avait un chapeau genre « Chicago » rejeté à l'arrière de sa large tête. En bras de chemise quand il m'accueillit, il jouait de ses deux pouces, avec l'élastique de ses bretelles. D'un coup de manchettes, il envoya mes cinquante kilos valser jusqu'à un mur, en face, où je m'abîmai. Ses deux acolytes me saisirent, chacun par un bras, et le nerf de boeuf du géant se mit en marche. Et il frappa, et il frappa et je criais et hurlais, longtemps, longtemps, si longtemps qu'à la fin, je n'émettais plus le moindre son... Je fus évacué, je ne sais comment, vers la grande salle où je résidais depuis onze jours. On vint me chercher, le lendemain, sur la paillasse où je gisais. Un brancard me déposa dans une cellule de la prison La Fayette. On y mit avec moi deux de mes camarades des J.C. : René Jégo et Robert Jousset. Ils me soignèrent. Robert, déjà, comme il le fit trois ans plus tard, quelques jours avant que lui-même ne meure d'avoir eu trop faim !

Mais pour l'heure, dans cette salle de détention de la prison nantaise, j'avais tout le temps pour réfléchir sur ce qui venait de se passer et sur ce qui se déroulait encore au commissariat central de la rue Garde-Dieu.

René et Robert s'arrangèrent pour faire venir, un à un, tous les militants enfermés avec nous ou dans des cellules voisines. En régime de prévention, la liberté de circulation était relativement grande. Nous parvînmes facilement, en recoupant les déclarations de chacun, avec ce que nous savions déjà, ce que nous avons entendu au cours des interrogations et confrontations à reconstituer la genèse de nos arrestations. J'en fis un rapport écrit, cosigné par Jousset et Jégo, à destination de Serge, notre inter,

⁴ Marcel Brégeon put gagner les Côtes-du-Nord et se retrouva bientôt à la tête du F.T.P. avec Louis Pichouron. Dans l'ouvrage « Miliciens contre maquisards », Françoise Morvan écrit : « Marcel Brégeon, qui avait mis sur pied la brigade spéciale avec Louis Pichouron, sera blessé par les policiers venus l'arrêter à Saint-Brieuc le 15 avril 1943, et mourra de ses blessures »

que je savais comment joindre. Jeannette, prévenue par mon avocat, se chargea avec bonheur de le lui faire parvenir. Mais j'étais surtout inquiet de la tournure que prenaient les choses, pour l'Organisation secrète. Je redoutais par-dessus tout que la police ne parvienne à établir les liaisons qui existaient entre elle et notre mouvement. Elles étaient nombreuses et j'y étais particulièrement impliqué.

Un document trouvé sur un militant arrêté aurait pu, entre les mains de profanes, être considéré comme anodin : il portait seulement trois ou quatre inscriptions : haricots verts, haricots blancs, pains, ficelle. Un pense-bête, en quelque sorte, mais qui n'abusa pas les spécialistes en répression qu'étaient les gens du S.P.A.C. Il s'agissait de termes utilisés par des artificiers. Les terribles commissaires Rollin et Fourcade se mirent à l'oeuvre. Notre ami fut interrogé jour et nuit. Il subit les tortures les plus odieuses, les plus efficacement utilisées par la Gestapo qui agissait maintenant de concert avec le S.P.A.C. Flancha-t-il, parla-t-il ou bien ses tortionnaires trouvèrent-ils chez lui d'autres documents ? Toujours est-il que de nouvelles arrestations furent opérées.

Ce qui, jusqu'ici, n'avait été que drame, allait devenir tragédie. Une douzaine de jeunes combattants de l'Organisation spéciale avait été pris. Parmi eux, Albert Brégeon, Gaulué, Lagathu, Brisson, Guinoiseau, Jouaud, Hervé, Guédon ... Et bien sûr, Félicien. Concernant ce dernier, j'avais fait l'impossible pour l'avertir de ce qui se tramait et l'avais incité à se cacher, à partir. Malheureusement, sollicité par l'action et considérant que sa fuite, à ce moment-là, équivaldrait à une désertion, il resta. Il estima même nécessaire de participer à des coups de main, montés et exécutés à la hâte, dans l'intention de disculper autant que possible les camarades arrêtés...

L'équipe de « flics » que commandait le commissaire Rollin, les Fourcade, les David – à l'égal ou pire encore que Lafouge et Parent – s'avéra être composée d'un ramassis de tortionnaires et de tueurs. Ils eurent recours aux méthodes les plus abominables de tortures physiques. Après quelques jours passés entre leurs mains, les jeunes patriotes étaient devenus méconnaissables, à demi-morts. Arrêtés en pleine action, ils étaient alors, pour la plupart d'entre eux, armés. Des documents, des explosifs, des armes et des munitions avaient été trouvés à leurs domiciles ou dans leurs planques. Quelques-uns, sans doute, ne résistèrent pas aux sévices insupportables...

Le 6 août, Raymond Hervé, Valentin Cléro et André Perocheau furent surpris de nuit, alors qu'ils gagnaient une cabane de jardin de l'Ouche-Catin en Saint-Sébastien (appartenant au couple Michel)

A la tête des policiers en embuscade était l'odieux commissaire Parent, qui fut grièvement blessé dans l'échauffourée qui s'en suivit.

Cléro et Perocheau prirent le large (ils furent arrêtés à Tours le 12 septembre). Hervé fut repris dès le 13 août. Il devait être présenté devant le juge d'instruction Le Bras qui était chargé de l'affaire et la traitait avec zèle et célérité.

Le 9 septembre, dans l'après-midi, alors qu'il procédait à l'interrogatoire, trois hommes surgirent : Louis Le Paih, Eugène Le Bris et Jean Marc. Ils sommèrent le juge de leur laisser leur camarade. Il s'y refusa et tenta même de s'y opposer. Hervé, qui venait d'être doté d'un pistolet par ses amis, déchargea son arme à bout portant dans la poitrine du magistrat.

Les trois jeunes gens s'échappèrent sans qu'ait pu intervenir le service d'ordre posté dans le couloir. Le juge Le Bras, cité à l'ordre de la Nation par le gouvernement, eut droit à des obsèques solennelles, en présence de plusieurs dignitaires de Vichy et de la collaboration.

Les quatre fugitifs et un cinquième, Marcel Danigo, qui attendait à l'extérieur, parvinrent à prendre le large. Hervé, Le Bris et Le Paih devaient être repris par la suite, condamnés et fusillés.⁵ D'autres reprirent le flambeau.

⁵ La seconde moitié de l'année 1942 et le début de l'année 1943 (jusqu'à mars) furent désastreux pour la Résistance communiste dans le département. 381 arrestations furent opérées. Parmi les personnes concernées, 61 furent fusillées, 121 furent déportées en Allemagne où 34 moururent, 70 furent internées à Rouillé, Voves ou Pithiviers, 52 maintenues en prison à Nantes, Rennes, Vitré, Laval, etc. 27 furent remises en liberté provisoire. La police de Vichy avait largement mérité de Hitler. Pour parvenir à un tel résultat, elle bénéficiait des révélations faites par certains sous la torture, mais pas seulement. Il y eut des trahisons, parmi lesquelles celle de James Rogier fut assurément la plus marquante quoique tardive. Il avait rejoint le PCF en août 1940 et en devint le responsable nantais du matériel en novembre. En 1942, il était le responsable de la section de Nantes-Ville. Le 15 octobre 1942, il prit la direction politique régionale. Arrêté le 17 janvier 1943, il livra l'ensemble de l'organisation et passa au service de la police de Vichy qui lui prépara une fausse évasion. Il est à l'origine du démantèlement des FTP du Mans. Puis, il se porta volontaire pour le STO en Allemagne de mars à septembre 1943. De retour, il reprit du service auprès de la police de Vichy puis, vers la fin de la guerre, gagna la Vendée où il s'engagea dans les FFI. Reconnu, il fut transféré à Nantes. Jugé et condamné à mort, il fut exécuté le 22 mai 1945.

Chapitre Cinq

Tournants décisifs

(Fin 1942)

L'année 1942 allait s'achever bientôt. Elle aura été, à bien des égards, l'année des tournants décisifs. Elle l'aura été, en ce qui me concerne, parce qu'elle est marquée par des événements importants : l'accomplissement de responsabilités majeures, dans les rangs du Parti et des Jeunesses communistes, au niveau de la région nantaise, l'arrestation au début d'août, la ronde des prisons, la condamnation et puis, enfin, l'enfermement au bagne de Fontevault. Cette année 1942 aura été, et surtout, à l'échelle de l'histoire mondiale, celle d'événements capitaux, décisifs pour la suite.

Les années 1940/1941 avaient laissé dans la mémoire des peuples, partout en Europe, les images d'une armée hitlérienne triomphante. Ses victoires et ses conquêtes avaient été si rapides et massives qu'elle paraissait alors invincible. Au contraire, en 1942, les premiers signes apparurent d'une modification dans le rapport des forces en présence. 1942, c'est la victoire des troupes britanniques à Al Alamein, sur l'Afrikakorps hitlérien, commandé par Rommel. C'est aussi le début de la bataille de Stalingrad, où l'armée de Von Paulus allait être détruite par les Soviétiques à l'issue d'une bataille titanesque. C'est enfin le débarquement réussi d'un corps expéditionnaire anglo-américain en Afrique du Nord.

Chez tous les peuples européens, dans tous les pays occupés et asservis, l'espoir remplace l'abattement. Les résistances, encore faibles, allaient rapidement s'étendre.

En France aussi, naturellement, la situation devait profondément changer, concernée qu'elle était, au premier chef, par

les événements d'Afrique du Nord. Prenant prétexte du débarquement allié, Hitler décida, le 8 novembre, d'occuper la zone sud de notre pays. L'opération est effectuée le 11. La tentative des Allemands de s'emparer de la flotte française ancrée dans le port de Toulon échoue. Mais, malheureusement, son commandant, plutôt que d'appeler les équipages à rejoindre les ports libérés d'Afrique, décide, le 27 novembre, le sabordage de tous les bâtiments.

Dans le même temps, le régime de Vichy – Pétain ayant dès le mois d'août rappelé Laval à la tête du gouvernement – renforce sa collaboration avec les hitlériens et fait perdre à nombre de Français toute illusion quant à la volonté de résister que d'aucuns lui prêtaient. L'un des dignitaires, le prédécesseur de Laval, l'amiral Darlan, se trouvait précisément (hasard ou opportunité ?) à Alger au moment où arrivèrent les Anglo-américains.

On assiste alors à un étrange spectacle : les autorités américaines reconnaissent Darlan – qui crée sur le champ un Comité impérial – comme le porte-parole qualifié de la France. Les *hasards de l'histoire, en l'occurrence, font bien les choses* : Darlan est assassiné le 26 décembre par un jeune gaulliste.

De Gaulle, quant à lui, est toujours à Londres. Les Anglais – et les Américains encore moins – ne sont pas pressés de le faire venir à Alger. Ils ont d'autres perspectives. Ils entendent libérer la France plus tard et instituer une administration militaire. Ils pensent pouvoir, dans ce but, s'appuyer sur le général Giraud, à qui ils ont facilité le voyage entre Vichy et Alger.

Les dirigeants anglais et américains, ou bien avaient une méconnaissance des

problèmes intérieurs français, des sentiments de nos compatriotes, de l'importance prise par la Résistance intérieure et de ses opinions politiques en faveur du général De Gaulle, ou bien plutôt les craignaient-ils ?

En tout cas, et c'est sans doute son grand mérite, la Résistance a su imposer ses choix, faire respecter la souveraineté de notre pays et, en définitive, sa grandeur et son indépendance. Quand bien même si, par la suite, les résistants, pour beaucoup d'entre eux, durent ressentir un sentiment d'ingratitude.

Pendant que ces événements se déroulaient, j'avais tout loisir d'en faire l'analyse car, « baladé » d'une prison à l'autre depuis août, je n'en étais pas pour autant dépourvu de nouvelles. Le sentiment qui dominait alors en moi, comme chez la plupart de mes camarades de détention, c'était la confiance, l'optimisme, la certitude de la victoire de la démocratie sur le fascisme. Dans quel délai ? J'avoue que cette question ne venait à notre esprit qu'au second rang. C'est le privilège des jeunes que de penser hors du temps précis, en termes d'éternité, comme si cette dernière leur était due. J'avais vingt ans et aucune raison d'en douter.

La chambre spéciale de la cour d'appel de Rennes – sorte de tribunal d'exception institué par Vichy – siégea en février 1943 sous la présidence de l'amiral Prigent, décrété juge pour la circonstance. Il était entouré de deux assesseurs, vêtus tout comme lui des habits de la charge : large cape rouge et col blanc d'hermine. Sur ordre des gendarmes qui nous encadraient, nous nous levâmes dès l'annonce de leur entrée dans la vaste salle d'audience. Le spectacle était imposant et nous avait saisi de plein fouet. Sortis à peine de la prison militaire de Rennes, tout jeune que nous étions – le plus âgé n'avait pas 25 ans – nous avions vécu auparavant dans les quartiers populaires de Nantes et de St-Nazaire. Les ors et les boiseries de ce palais

de justice nous frappaient brusquement en pleine figure de toute leur splendeur. Je ne sais pas au juste ce que ressentirent, à ce moment là, mes compagnons. Pour ma part, j'étais tout en même temps intimidé et admiratif devant le grandiose appareil – choses et gens – qui m'entourait. De crainte, absolument pas. Je savais ce qui était connu exactement par la police et la justice de nos activités. J'étais le seul à connaître l'étendue de leur ignorance. Qu'avions-nous donc à redouter ?

Lorsque le procureur se leva – après les formalités d'identité et les vaines tentatives du président pour obtenir des accusés amendes honorables, excuses ou renoncations – et débita son réquisitoire, les jeux, nous le savions, étaient faits et, grosso-modo, nous connaissions le tarif. Nos avocats, cités d'office – car nous n'avions ni les moyens, ni le désir de les choisir – s'acquittèrent au mieux du rôle qui leur avait été confié. Ils s'en tinrent à des généralités : notre âge, notre générosité, notre romantisme... Le verdict tomba, raide et dru. Je m'entendis signifier une peine de sept ans de travaux forcés. Mes camarades se contentaient, eux, de cinq ans, trois ans ou deux ans de prison ferme. Nous étions, dans le box, une bonne vingtaine. Aucun, même Henri Lamour, qui avait 18 ans à peine et avait formulé quelques regrets, ne trouva grâce aux yeux des juges.⁶

En ma qualité reconnue de militant le plus responsable du lot, l'honneur m'avait été fait de remettre ma défense entre les mains du bâtonnier du barreau de Nantes, maître Le Mappian. Il m'assista, en effet, au cours de l'instruction, durant le mois d'août, chez le juge Le Bras. J'ai appris de lui, à cette occasion, que des groupes gaullistes s'étaient formés à Nantes et agissaient, depuis quelque temps, dans l'ombre. Je n'avais jamais eu connaissance, jusque-là et ce n'est pas faute d'avoir cherché ni de la moindre action, ni du moindre texte venant d'eux. Je le lui dis. Il me fit comprendre qu'ils agissaient sur un plan différent, celui du renseignement... Bref, il assurera ma défense. Au premier stade : l'instruction. En

⁶ Henri Lamour mourra à Mauthausen le 19 mars 1945.

revanche, à Rennes, il ne vint pas. Il y avait délégué un jeune stagiaire, un petit rouquin portant un bouc tout rond. Il fit de son mieux. Pour ainsi dire rien, mais le plus éminent défenseur se serait dépensé en vain...

Il faut aussi dire que, depuis ma dernière audition chez le juge Le Bras, en août 1942, beaucoup d'eau avait coulé sous les ponts de Nantes. Le juge Le Bras n'avait pas eu le temps, avant son exécution, de fonder mon inculpation, ni, à plus forte raison, de me la signifier. Son successeur, ayant bien d'autres préoccupations, m'abandonna à mon sort, en attendant le procès, et m'avait fait transférer – avec mes camarades – à la prison des Prés-Pigeon, à Angers.

Nous étions une vingtaine. Enfermés trois par trois dans des cellules, nous avions été confiés à la surveillance des autorités militaires allemandes. Nous fûmes soumis à un régime extrêmement sévère de séquestration. Mes deux compagnons d'enfermement étaient René Jégo et Robert Jousset qui avaient assumé avec moi, l'un à Nantes, l'autre à St-Nazaire, des responsabilités dans le mouvement. Nous pouvions au moins parler et nous reconforter. Et c'était bien nécessaire. Dès le signal du réveil, nos lits faits et repliés contre les murs, nous étions astreints à frotter sans cesse le sol de la cellule recouvert d'un vieux plancher. Il devait briller à l'éclat. Les gardiens allemands venaient inspecter plusieurs fois par semaine.

Pour atteindre au résultat, nous étions munis d'une balayette et de deux bouteilles. Le dos de la première et le fond des deux autres étaient nos seuls outils. Agenouillés, nous devions œuvrer sans nous arrêter. En fait, connaissance acquise des us et coutumes, nous nous arrangeâmes pour que, jusqu'à l'extérieur, du bruit se fasse entendre. L'un de nous, à tour de rôle, s'y employait. Il arriva que nous nous laissions surprendre à ne rien faire. Un ou deux

surveillants pénétraient alors dans la cellule et nous rouaient de coups.

Les choses durèrent ainsi environ quatre mois. Le plus dur à supporter fut l'ennui, mais aussi l'isolement complet dans lequel nous étions tenus. La nourriture était évidemment tout à la fois insuffisante et mauvaise, sauf le dimanche puisque l'on nous servait, ce jour là, un goulash sur des pommes de terre bouillies, le tout recouvert de concombres. Un régal ! J'appris aussi à aimer le fromage car, le soir, un sixième de camembert et un morceau de pain constituaient le menu quotidien, sauf quand la fantaisie prenait à nos hôtes de le remplacer par des sardines crues et copieusement saupoudrées de gros sel. Mais alors, comme nous ne disposions chacun que d'une seule gamelle, nous nous empressions de les jeter dans la tinette posée dans le coin droit du cachot et de nettoyer l'ustensile avec n'importe quoi : papier, chiffon, vieilles chaussettes même. Cela s'imposait d'urgente nécessité car, quelques instants plus tard, nous devions y recevoir notre ration d'eau, un litre destiné à notre boisson de la journée et à la toilette du matin suivant !

La porte de la cellule ne s'ouvrait pratiquement jamais. Elle était dotée d'une sorte de guichet coulissant. C'est par lui que s'exerçait l'essentiel de nos échanges : repas, linge, communication. La tinette elle-même était extraite de l'extérieur. Nous eûmes droit à une douche à peu près tous les mois, au coiffeur une seule fois. Les promenades, dans de petites cours en fraction de cercle, étaient théoriquement hebdomadaires. Nous en bénéficiâmes peut-être quatre à cinq fois.

Un beau jour de novembre, le huit exactement, un gradé vint me voir personnellement, conduit par le surveillant de notre étage. Il m'invita à préparer toutes mes affaires car j'allais quitter les lieux incessamment. Il partit et j'attendis plusieurs jours. Ce n'est que le 13 ou le 14 novembre que quelque chose, enfin, se produisit. Durant toutes ces journées, mon inquiétude fut grande. Mes deux camarades

la partageaient et ce d'autant plus que l'ensemble de la maison d'arrêt semblait être en ébullition. De toute part, nous parvenaient des bruits de pas, des voix étrangères qui nous semblaient être des ordres. Le silence absolu, qui était habituel, avait fait place à une ambiance générale de déménagement. Par le téléphone interne, la balayette frappée contre les murs : 1=A, 2=B... nous étions informés que quelque chose d'anormal, d'important, se passait. Mais quoi : un débarquement, la fuite des Allemands, la mort d'Hitler ? Fantômes et « bouteillons ». Rien de précis à se mettre sous la dent...

Enfin, le 13 ou 14 novembre, on vint bel et bien me chercher cette fois ! Tout seul. Précédé d'un militaire, je longeai les galeries, descendit les escaliers de fer, d'étage en étage ; des grilles s'ouvraient, une à une, et se refermaient manœuvrées par mon accompagnateur. Tout en bas, dans un vaste bureau, des hommes en uniforme vert-de-gris, me remirent mon paquetage. Je signalais je ne sais quoi. Des hommes en uniforme bleu sombre s'emparèrent de moi. Ils m'attachèrent les pieds avec une chaîne et me mirent des menottes aux poignets. Des gendarmes français ! Ils avaient reçu l'ordre de m'emmener à Nantes. Ils étaient une bonne douzaine dans ce petit autocar de l'armée. Et j'étais seul.

Peu après le départ, le chef ordonna que l'on me libère les pieds. Il me fit aussi, un moment, enlever les menottes afin que je puisse m'alimenter. Tous me gâtèrent bien d'ailleurs, de pain, de beurre, de chocolat, de bonbons. Je fumais même, en leur compagnie, une cigarette ou deux. Mais j'étais tout abruti par ce brusque changement. Malgré tout, je m'informai. J'appris que les Anglo-saxons avaient débarqué en Afrique du Nord ; j'appris l'occupation de la zone sud par les Allemands ; j'appris ce qui commençait à Stalingrad. Je compris, par là même, les raisons du contretemps pour mon transfert. Mais à ce propos, les convoyeurs étaient plutôt discrets. Ils ne savaient rien, prétendaient-ils.

Présenté au quartier français de la prison La Fayette, la direction n'était pas davantage au courant. On allait s'informer du côté allemand et, en attendant, je fus mis dans une cellule dans le secteur des prévenus. J'y dînai de la gamelle ordinaire, complétée par quelques vivres que m'avaient donnés les gendarmes, non sans avoir sollicité, au préalable, un contact avec mon avocat. Maître Le Mappian vint le lendemain matin. Il s'informa et revint me voir le soir. Il semble qu'un quiproquo avait eu lieu à mon sujet. Le successeur du juge Le Bras s'était vu enlever les dossiers des membres de l'Organisation spéciale, tous reconnus responsables d'assassinats. La justice militaire allemande s'en était saisie directement. Mon nom fut cité à cette occasion. Que se passa-t-il exactement ? Nul ne le savait plus à présent, car le personnel et l'encadrement de la prison et des autres services de répression hitlériens avaient, pour une large part, été prélevés et mutés, à l'occasion de l'invasion de la Zone sud.

Et ici, un Thomazeau, ils en avaient déjà un ! Félicien... Le Mappian s'ouvrit de mon cas auprès du juge d'instruction français et obtint que je sois inculpé uniquement dans le procès qui se préparait contre les membres des Jeunesses communistes. Dès le surlendemain, deux gendarmes me reconduisirent par le train jusqu'à Angers. J'y retrouvais mes compagnons et la cellule. Fin janvier 1943, nous fûmes, sous nouvelle escorte des gendarmes, transférés à Nantes, puis à Redon, puis à Rennes. Jugés en février, nous gagnâmes alors Vitré, première étape vers le bagne de Fontevault.

Dans le même temps et parallèlement, Félicien et tous ses camarades de l'O.S., interceptés en août et septembre, croupissaient dans les geôles allemandes de la prison La Fayette. La Gestapo avait littéralement massacré les 42 jeunes patriotes et, complétant la sale besogne du S.P.A.C., avait établi à leur rencontre une

cinquantaine de délits, d'attentats, de sabotages, d'exécutions et d'attaques contre les troupes hitlériennes. Et encore, n'avaient-ils pu rassembler, malgré les violences et les tortures, qu'une faible partie de leurs activités de résistance.

Condamnés à mort, sans appel ni recours, 37 d'entre eux furent fusillés à Nantes, leurs corps dispersés dans divers cimetières de localités des alentours. Il semble bien découler de ce qui précède que seul un hasard heureux m'ait évité de subir le même sort...

Chapitre six

Le bagne

(Février 1943)

Le tribunal d'exception de Rennes ayant sévi et m'ayant infligé la seule peine de travaux forcés prononcée au cours de cette audience, je me retrouve en cette fin d'année 1942 incarcéré à Vitré. La prison y est toute neuve, située dans un paisible quartier d'habitation et minuscule, comparée à celles de Nantes, d'Angers ou de Rennes. Les gardiens sont, pour la plupart, des marins engagés volontaires et en disponibilité. Ils sont utilisés, en attendant un hypothétique embarquement, selon leurs compétences et leurs grades. Jeunes pour la plupart, de vrais tarés. Ils se comportent à notre égard, sachant bien qui nous sommes, avec toute la rigueur du règlement. Certains même tentent des provocations et s'adonnent volontiers aux joies des punitions et des privations.

Cela ne va pas loin. Nous demandons audience à celui qui fait office de directeur. Les vexations cessent. Quelques jours plus tard, les uns après les autres, nous sommes transférés dans des maisons d'arrêt ou des centrales différentes. Dans les premiers jours de février 1943, avec Gilles Gravoille, René Jégo et Robert Jousset, je suis pris en charge par un peloton de gendarmes et convoyé, menottes aux mains, par le train – dans un compartiment voyageurs – à l'abbaye de Fontevault. En gare de Saumur, les militaires nous remettent entre les mains des garde-chiourmes.

Bientôt, nous apparaît, dans toute sa grandeur imposante, ce monument des temps anciens qui, depuis quelques années, fait office de bagne. Un gardien-chef – un Corse portant beau quoique de taille modeste – nous fait l'honneur de l'accueil. Des porteurs de clés l'accompagnent. Le gradé y va immédiatement de son petit "speech" : « Ne vous y trompez pas ; vous êtes ici dans une centrale de force. Celle-ci

remplace Cayenne – depuis que « La Martinière » a cessé d'y convoyer les bagnards –. Chez nous, les mêmes règles valent et nous appliquons la même discipline ». Et, nous montrant une inscription en grandes lettres noires sur le mur blanc, il termina en disant : « Inspirez-vous bien de cela ». Je lus : « Ici règne la loi du silence ». Il tourne déjà le dos quand je l'interpelle : « Savez-vous que vous avez en face de vous des patriotes ? » Il se retourne, me toise et repart sans dire un mot.

Au greffe, où l'on nous conduit, nous sommes invités à remettre tout ce que nous possédons : valises entières, habits, cartons et chaussures. Les préposés procèdent à l'inventaire en détail, inscrivent chaque objet sur un grand livre et les déposent un à un dans de larges sacs grisâtres. Ils les ferment. Seuls les papiers et les photos sont mis sous enveloppe. Complètement nus, nous passons alors devant le service anthropométrique : photos sur toutes les faces et mesures en tous genres. Dans la pièce d'à côté, le coiffeur nous attend. Boule à zéro, nouvelle photo. Au magasin des accessoires, on nous habille de pied en cap. De la bure marron de haut en bas, y compris pour le couvre-chef. Les dessous, chemise et caleçon, sont de toile écrue dure et râpeuse. Des sabots de bois grossiers – genre Marlborough – sont attribués à nos pieds. De nouveau le greffe, où nous est remis, en double exemplaire, un numéro matricule qui, à partir de maintenant, servira seul à notre identification. On nous les coud sur la veste, l'un au niveau du cœur et l'autre sur la manche gauche. Il n'est pas très tard dans l'après-midi.

Sous la conduite d'un surveillant, nous empruntons mille et un couloirs, longs, longs, parfois entre des murs hauts et peints en blanc, tantôt sous des arcades voûtées en

bordure de larges espaces carrés ou rectangulaires. Nous sommes d'évidence dans une ancienne abbaye. Avec nos tenues de prisonniers, nous ne déparons guère. Nous voilà dans un cloître de toute beauté. Les colonnes y sont magnifiques. Mais pour l'heure, nous n'avons pas grand loisir d'admirer. Le maton nous ordonne de mettre les mains derrière le dos et de regarder le mur. Un peu plus tard, d'autres prisonniers arrivent. Ils défilent l'un derrière l'autre en une file parfaite et gagnent la cour. Nous les suivons et, en leur compagnie, nous commençons à effectuer une marche éreintante.

Au milieu de la vaste esplanade, un gardien a pris place sur une sorte de piédestal. Il est armé d'un fusil Lebel et surveille d'un air hautain l'évolution des prisonniers. Il a, pour auxiliaire, un prévôt, – un détenu chargé de responsabilités internes – le « crieur », qui débite, à haute voix, comme une litanie perpétuelle, l'ordre du pas cadencé « *Une, deux...une, deux !* » Et nous tournons, dans cette grande cour rectangulaire, à la queue leu leu, sur des pavés disjoints et mal rabotés, pendant une heure, peut-être deux. Mes pieds, peu habitués – déshabitués devrais-je dire – aux sabots de bois, sont meurtris et douloureux. Mes chevilles sont en sang, qui ont été heurtées des dizaines de fois par les nez pointus des chaussures et se sont tordues cent fois au hasard des dénivellements du sol.

Au cours de ce premier périple, j'ai constaté une pratique ignoble, celle de l'autorisation préalable du surveillant, afin qu'un détenu puisse quitter les rangs et pour la seule raison qui vaille : la satisfaction d'un besoin pressant. L'intéressé devait d'abord, tout en déambulant, frapper dans ses mains aussi longtemps que le « chef » daigne entendre, puis tendre le bras en direction de la tinette installée sur le bas-côté. En cas d'acquiescement, qui n'allait pas de soi, le solliciteur se dirigeait vers l'édicule. Il montait un escalier de bois, se mettait en devoir aux yeux de tous, redescendait et regagnait sa place...

Le manège s'arrêta. Un coup de sifflet strident venait de nous clouer sur place.

Nous entendîmes alors, au loin, des bruits de sabots nous laissant imaginer la venue de mille chevaux. Le bruit, en effet, augmentait et se rapprochait : « Tape et tape ». Soudain, à hauteur des toits des bâtiments qui bordaient notre rectangle, sur une sorte de plate-forme, d'autres bagnards apparurent, précédés d'un gardien-chef-casquette plate et galons – et de quelques matons. Plusieurs centaines d'hommes défilèrent ainsi, les uns derrière les autres. Ils s'effaçaient alors brusquement à notre vue en s'engouffrant sous un porche béant ! Une courte interruption et des bruits semblables s'élevèrent, croissèrent ; d'autres hommes apparurent et ainsi de suite quatre à cinq fois. Combien donc étions-nous de prisonniers enfermés derrière ces murs ?

À notre tour, nous fûmes mis en marche : le cloître, une longue galerie couverte, puis l'escalier qui conduit au palier du premier étage. Nous empruntons alors le même circuit que tous les autres pour atteindre enfin l'entrée d'un immense réfectoire. Toutes les places du devant, depuis le bout, tout là-bas, à une centaine de mètres sont occupées. Il ne reste, près de la porte d'entrée, que quelques rangées encore libres. Nous nous y installons. Un silence total, absolu, règne maintenant ! Personne ne parle ni ne bouge. Ce lieu me rappelle étrangement une salle d'école mais gigantesque ; même genre de tables encore que celles-ci soient planes : mêmes bancs rattachés aux premières. Mais ici, les occupants sont beaucoup plus sages...

L'observation, puis les informations chuchotées par mon voisin – un habitué déjà semble-t-il – m'amènent à comprendre. Dans les premières rangées de tables, les prisonniers sont placés selon l'ordre alphabétique de leur nom, indépendamment de leur affectation dans un atelier. Il en sera ainsi également dans les dortoirs que nous rejoindrons plus tard. Ce sont eux qui « sabotaient » tout à l'heure, en quittant les divers lieux d'activité. Quant à nous, les nouveaux arrivés ou les malades sortant de l'infirmerie, les non encore affectés, nous saurons tout à l'heure, avant le coucher, le sort qui nous est réservé et les places qui nous seront dès lors octroyées...

Le repas ne tarde pas à s'annoncer. Le serveur, un détenu en l'espèce, apparaît par une petite porte sur le devant de la première rangée. Il est ceint d'un tablier bleu et pousse devant lui un large bidon penché à 45 degrés et monté sur un socle à quatre roues. Un aide, qui le précède, s'empare d'une des gamelles empilées en bout de table côté couloir et il la lui tend. Une mesure de la tambouille est jetée dedans, le récipient file, de mains en mains, jusqu'au douzième homme, auprès du mur du fond. Vient le tour du onzième et le mouvement se poursuit à un rythme époustouflant. Et pourtant, il y a belle lurette que la première ration, si légère et si maigre, est avalée lorsque le dernier de la salle est servi. Le pain, quand il y en a, est préalablement posé devant chaque place. C'est dire que la cérémonie du repas est vite expédiée. Il ne reste plus qu'à attendre le passage du comptable – le prisonnier qui a en charge la gestion de la cantine – pour passer commande – autant que les moyens de chacun le permettent – des minables suppléments « offerts » par l'administration...

Ce soir-là, il ne se passe rien d'autre. Il arrive parfois, un jour par semaine ou par quinzaine, selon les cas appréciés par la « chiourme », que soit distribuée, à chaque détenu qui en a fait le dépôt à l'entrée, l'enveloppe qui contient les photos de sa famille. Le droit lui est concédé – s'il n'a pas été l'objet de quelques remarques ou réprimandes – de les regarder une demi heure durant. Après quoi l'enveloppe repart aux archives... Mais ce soir-là, ce fut un soir sans. Un gardien est cependant venu nous voir, nous les « rentrants », pour nous indiquer notre juste place, dans le dortoir tout à l'heure et au réfectoire demain, pour nous dire enfin à quel emploi nous serions affectés dorénavant.

C'est alors que j'assistai – et participai – à la cérémonie grandiose de la mise en cages. Inénarrable ! Et pourtant, il faut bien que je le dise. Les rangées de tables se levèrent, l'une après l'autre. La première, tout en haut de la salle, s'avança forte de ces douze hommes bien alignés, les douze de la seconde rangée suivirent et ainsi de suite jusqu'à nous les arrivants, les derniers à

sortir. Aussitôt la porte franchie, nous nous trouvâmes sur une sorte de haut parvis, au pied d'un escalier en pierre, monumental. À la base, des marches d'une largeur d'au moins cinq à six mètres conduisaient à hauteur d'un étage. L'escalier se divisait alors en deux branches et atteignait une travée supplémentaire. Enfin, un dernier tronçon grimpa, après une rupture sur un escalier intermédiaire, jusqu'au bâtiment culminant qui abritait les dortoirs.

L'ensemble était vraiment impressionnant, construit en cette pierre blanchâtre – le tuffeau – caractéristique de la région. Le spectacle était d'autant plus impressionnant, qu'à tous les niveaux, de haut en bas, s'agglutinaient des centaines de bagnards dans leur tenue de bure brune. Je n'en avais pas fini avec les surprises.

Ayant atteint, à mon tour, la dernière marche, je pénétrai dans un local d'aspect bizarre et aux dimensions exceptionnelles. En plein milieu, dos à dos, un double alignement de petites cellules grillagées sur le devant et de la même manière au plafond ; les parois de séparation étaient pleines, de telle manière que nous ne pouvions avoir aucun contact visuel avec les voisins. J'entrai dans celle qui m'avait été réservée.

Le tour en fut vite fait. Dans le sens de la profondeur, deux mètres environ ; seul y tenait un lit de fer scellé au sol. La largeur de l'habitable, un mètre cinquante tout au plus, permettait à un seul baquet de bois cerclé de trouver place, comme unique élément de mobilier avec le pot de chambre glissé sous la couche à mes pieds. Des crochets sur un des murs étaient destinés à suspendre notre uniforme minable. J'étais à peine entré dans cette alcôve qu'un mécanisme central, actionné depuis le couloir par un prévôt, fit glisser les portières de toutes les cellules qui se trouvaient ainsi, d'un seul coup, solidement verrouillées !

Il va de soi qu'après une pareille journée, je n'eus pas de peine à m'endormir. Le lendemain matin quand, très tôt, sonna l'heure du réveil, j'avais la sensation d'être

encore bouffi de sommeil – j'avais dormi comme une masse de plomb – Bouffi, je l'étais vraiment, mais en raison des piqûres de punaises. La toilette rapidement faite, avec l'eau croupie dans mon baquet, l'habit revêtu, il ne me restait plus qu'à attendre le déclenchement du système d'obturation.

Rassemblés dans les larges couloirs qui entouraient la surface cellulaire, nous fûmes passés en inspection par le prévôt, pris en charge par les surveillants et conduits, par l'escalier géant, jusqu'au réfectoire. La « lavasse » qui faisait office de café, nous fut servie à toute vitesse. C'est alors que, regroupés par atelier – j'étais versé dans celui des « cardes » – nous fûmes conduits à notre lieu de travail.

La centrale de Fontevault, à cette époque, était dotée de plusieurs unités à vocation professionnelle. Il s'agissait, bien sûr, dans les vues de l'administration pénitentiaire, d'occuper les prisonniers, de les aider à passer le temps en quelque sorte. Des concessions avaient été accordées à des entreprises privées qui, dans les locaux octroyés au sein même de l'abbaye, avaient installé le matériel, fait venir les outils et les matières premières. La direction de la centrale, moyennant une redevance par tête, procurait la main-d'œuvre nécessaire, en l'espèce des détenus, dont elle continuait d'assumer la garde.

C'est dans ces conditions qu'un nommé Katz – un grand Alsacien, le nez toujours chaussé de lunettes noires – avait mis en œuvre des cardes, des machines à filer et à tisser, un foulon. D'autres entrepreneurs exerçaient leurs talents dans le domaine de la menuiserie et ils faisaient fabriquer, notamment, des chaises. Les bagnards que nous étions étions astreints, sans exception, à ces travaux. Une tâche journalière individuelle était imposée. Nous devions absolument la réaliser sous peine de réprimandes, de punitions et d'amendes : ces dernières étaient retenues sur notre pécule, manière de rétribution d'un montant ridicule, dont les deux tiers étaient consignés « en vue de la libération » et le tiers restant pouvait être utilisé pour payer la cantine. J'eus tout juste le temps de me mettre au courant de ce règlement, car je

n'allais pas faire carrière dans cette occupation...

Il me suffit de quelques jours pour faire la connaissance des curieux personnages au milieu desquels j'étais tombé. Le classement alphabétique, au réfectoire, fit que j'eus de bien étranges voisins de table : je me souviens de plusieurs d'entre eux. Devant moi, un nommé Million, condamné à mort en même temps que Weidmann – l'assassin de six ou sept femmes – guillotiné à Paris en 1939. Million, le complice, avait bénéficié de la grâce présidentielle. Il était là, les cheveux blonds et ras, des yeux d'un bleu intense, enfoncés profondément dans les orbites.

Mon voisin de gauche n'était autre que Spiler,⁷ « le roi de l'évasion ». Il racontait volontiers (car il était devenu prévôt de notre dortoir) comment il s'était enfui de Cayenne dans les années trente, avec deux autres bagnards ; comment l'un des trois avait été sacrifié et mangé pour la survie de ses compagnons. Arrêté au Venezuela et extradé en France, Spiler s'était évadé de la prison de Bordeaux. Sur le point d'être arrêté de nouveau, il avait tué un policier. Il se trouvait à Fontevault, condamné aux travaux forcés à perpétuité. À ses côtés, au réfectoire, siégeait Soclay,⁸ condamné à mort puis gracié. Il avait été reconnu coupable du kidnapping, du viol et de l'assassinat de la petite fille – presque un bébé – du commandant de gendarmerie Marescot. Cet individu, au visage fourbe et renfrogné, était ici complètement isolé ! Il est des actes que les pires criminels eux-mêmes ne sauraient excuser.

⁷ Spiler : libéré dans les années 1957 a confié ses mémoires à « France-Soir ». Il y révéla d'autres de ses aventures. J'y appris notamment les raisons et les conditions de sa tentative d'évasion de Fontevault, quelques semaines après mon arrivée à la centrale. Au moment de sa désignation comme « prévôt » en 1942, il s'était engagé à ne pas tenter de se sauver. Mais un nouveau directeur avait été nommé au début de 1943 : « Je n'avais pas envers lui, déclarait Spiler, la moindre obligation et il tentait de m'emmerder. Alors ... »

⁸ Soclay fut également libéré à peu près à la même époque. Dans les années 1960, il se rendit coupable d'un crime similaire à celui qu'il avait commis avant la Deuxième Guerre mondiale et fut à nouveau condamné à la détention à perpétuité.

Les conditions de travail, aux cardes, s'avèrent tout de suite insupportable. J'étais de nature chétive. A l'ordinaire, je n'atteignais pas 50 kilos. Amaigri encore depuis mon arrestation, six mois plus tôt, et sous-alimentés comme nous l'étions, il était clair que je ne tiendrai pas le coup. Par ailleurs, l'entourage que je viens de dire était rien moins que rassurant. Il fallait à tout prix trouver le moyen de sortir de cette situation...

Je m'en ouvris à ma mère et à Jeannette, venues tout spécialement de Nantes, dès le lendemain de mon transfert. Elles avaient été prévenues par mon avocat. Notre entretien se déroula selon les modalités en vigueur dans les centrales de force : je me tenais derrière une grille, séparé de mes visiteuses par un couloir large de deux mètres, au long duquel un gardien allait et venait sans cesse. J'appris à cette occasion le sort de mon frère Félicien. Il était incarcéré à la prison allemande de Nantes. Horriblement torturé, tout comme une quarantaine de ses camarades, il était enfermé dans un cachot noir, les pieds et les mains enchaînés. Son défenseur, qui n'avait pu le rencontrer qu'une seule fois récemment, craignait le pire pour sa santé. Ma mère était très inquiète et enrageait de ne pouvoir rien faire...

Jeannette, quant à elle, était visiblement fatiguée et mal à l'aise. Je pensais depuis longtemps que sa résidence à Nantes ne s'imposait plus. Elle ne pourrait me voir, dans le meilleur des cas, qu'une fois par mois, dans des circonstances semblables à celles d'aujourd'hui. À quoi bon ! Je lui conseillais de retourner à Castres, chez ses parents.

Après leur départ, je reçus de l'administration un énorme colis, avec tout un tas de denrées aussi bonnes que rares. Du beurre, du sucre, du chocolat, de la confiture. Que sais-je encore ! Et du linge, mais celui-ci ne me fut pas remis. Le lendemain, en tout cas peu après, je fus conduit, avec d'autres détenus, dans la salle d'écriture. C'est là que nous pouvions, une fois par semaine, rédiger les lettres destinées à la famille. Nous les remettions sous enveloppes ouvertes au surveillant qui les expédiait après les avoir lues. Il nous remettait aussi celles qui nous venaient de

l'extérieur, de correspondants amis (parents, épouses...), expurgées par des coupures ou des taches à l'encre de Chine, des passages considérés comme contraires aux normes...

J'eus la joie de retrouver là quelques-uns de mes camarades de Nantes et j'y fis la connaissance – profitant de la mansuétude relative de cet instant de détente – de plusieurs détenus qui étaient de mes amis politiques. Il allait en résulter rapidement bien des conséquences...

L'évasion avortée de Spiler et les mesures de rétorsion qui s'en suivirent de la part de la direction, aggravant sérieusement notre régime déjà sévère, devaient contribuer à mettre le feu aux poudres... Spiler donc, un beau soir, au sortir de l'atelier des chaises, manquait à l'appel. Tous les surveillants, sur le pied de guerre, s'en prirent aux prisonniers, cherchant par l'intimidation à obtenir des renseignements sur cette invraisemblable disparition. D'aucuns parlèrent.

À la tombée de la nuit, le fugitif fut découvert. Il avait, avec une infinie patience, aidé de celui qui maintenant le dénonçait, découpé chevrons et lattes du plancher. Il s'était glissé dans la cachette improvisée. La boiserie entaillée avait été remise en place et toutes traces camouflées sous la sciure et les copeaux par le compère dûment payé. Le coup eut parfaitement réussi si ce dernier n'avait parlé. L'endroit de la planque avait été judicieusement choisi, dans le seul local qui avait, par ses fenêtres, accès sur une rue. Les barreaux n'auraient pas posé de problème. Spiler avait, dans une musette, l'outillage qui convenait et, la nuit venue, il aurait tôt fait de sauter à l'extérieur. Sa maîtresse devait l'y attendre à bord d'une voiture frêtée tout exprès.

Ce grave incident servit de prétexte à l'administration pénitentiaire pour serrer la vis au maximum : Spiler écopa de 90 jours de mitard. La mort aurait dû, en principe, le cueillir avant terme. Il résista. Le délateur récompensé et tout l'atelier puni, dans tous les compartiments de la centrale, la discipline, toute la discipline du bagne serait rétablie.

Les prisonniers politiques jugèrent que le moment était venu de passer aux actes !



Marcel Thomazeau

Marcel Thomazeau
Photo anthropométrique



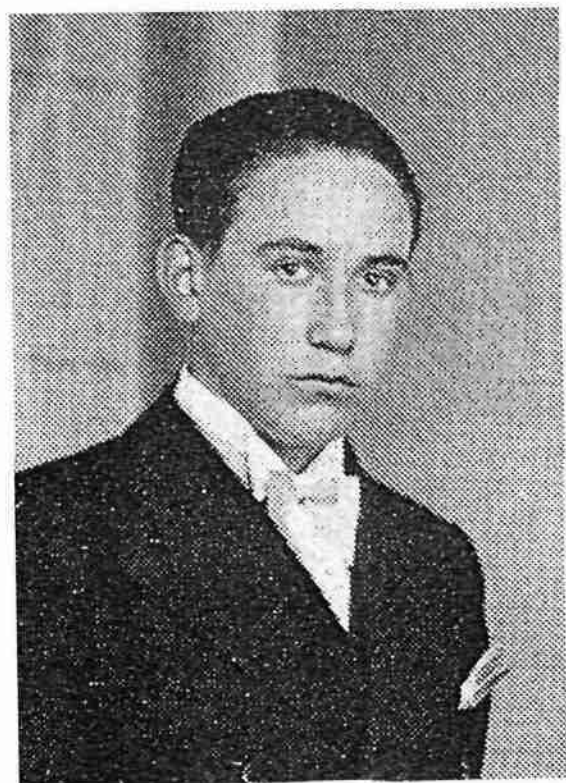
Félicien Thomazeau (1941)



Les Sables d'Olonne 1935, quelques jeunes communistes
Debout, de gauche à droite : Pierre Le Floch, Raymond Hervé et Delamarre
Assis, Guy Gaultier et Léon Gouverner
Pierre Le Floch mourut en déportation en 1945, Raymond Hervé fut fusillé en 1943, Guy Gaultier joua un rôle dans l'exécution du colonel Hotz



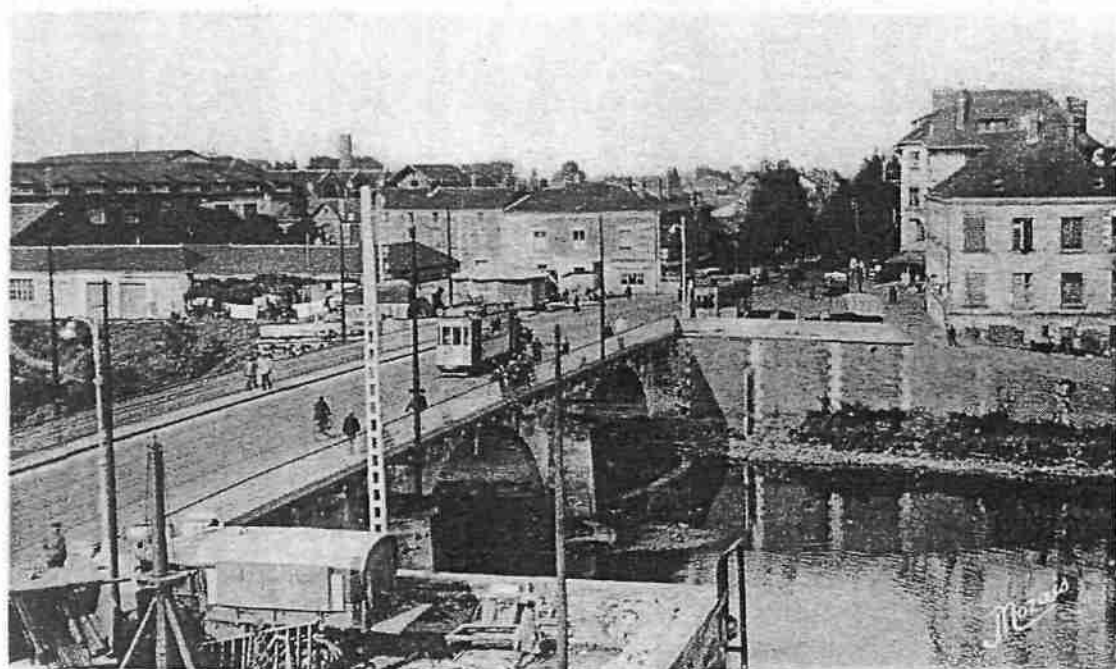
**Bouguenais – L'ancienne gare où Marcel Thomazeau
et Marcel Brégeon eurent leur première rencontre**



Marcel Brégeon



Pierre Le Floch



Rezé – Pont-Rousseau
Le pont sur la Sèvre



1942- Marcel Thomazeau et Marcel Brégon



Sabotage de rails, probablement dans la région de Nantes (source P.C.F.)



Geroges Barbeau

Georges Barbeau
Photo anthropométrique



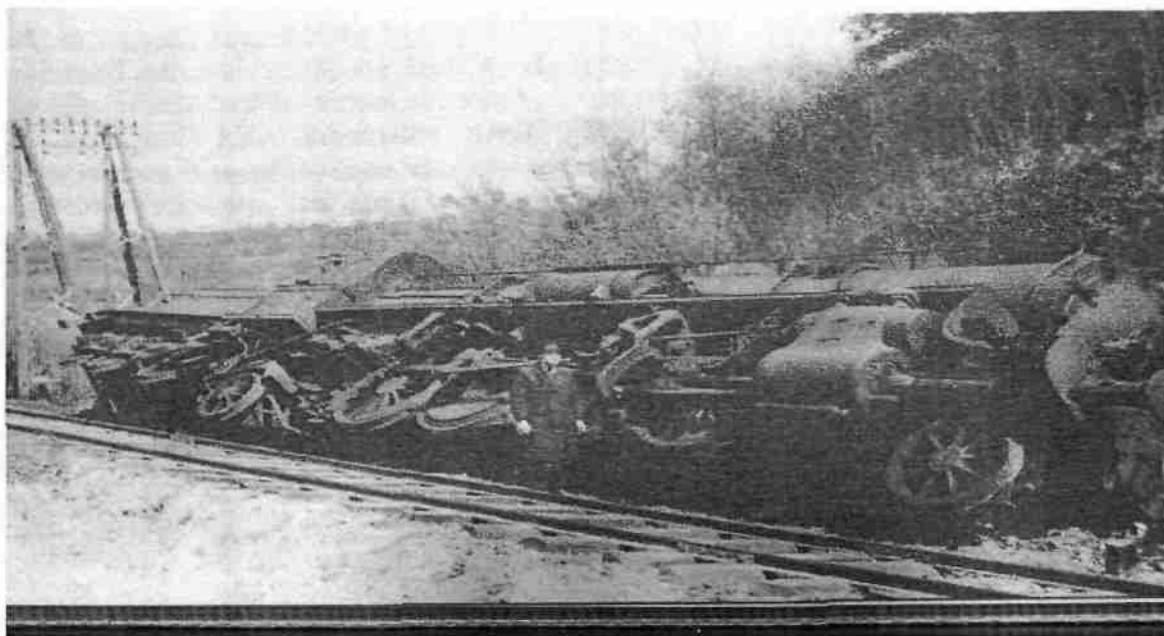
Brégeon

Albert Brégeon



Henri Adam

Henri Adam
Photo anthropométrique



Un sabotage réussi, ici près de Quimper



Maurice Lagathu

Maurice Lagathu
Photo anthropométrique



André Rouault

André Rouault
Photo anthropométrique



Maurice Jouaud (1937)



André Guinoiseau

André Guinoiseau
Photo anthropométrique



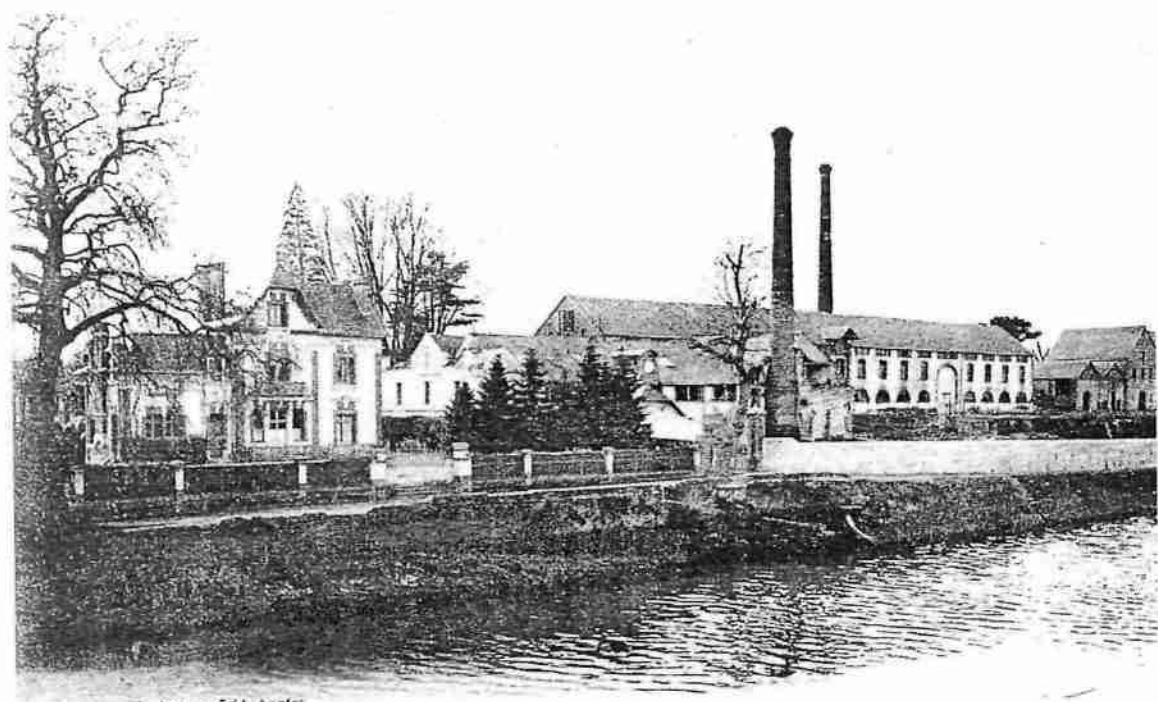
Marcel Boissard

Marcel Boissard
Photo anthropométrique



Marcel Duguy

Marcel Duguy
Photo anthropométrique



Rezé- Ancienne tannerie de la Morinière
où Marcel Thomazeau passa sa dernière nuit à Rezé



Nantes – Entrée de l'hôpital St-Jacques
où travaillait Pierre Le Floch



**Rezé – Le moulin à l'huile
près duquel fut arrêté Marcel Thomazeau**



Yves Brisson
Photo anthropométrique



Marcel Michel
Photo anthropométrique



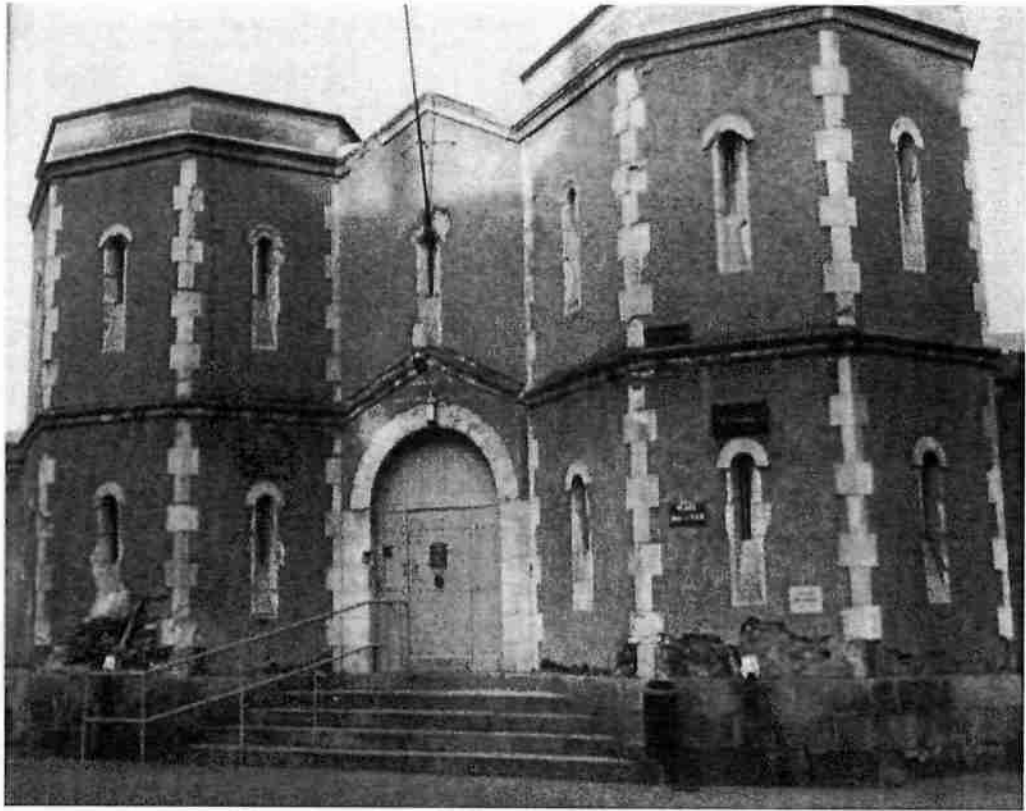
Claude Millot
Photo anthropométrique



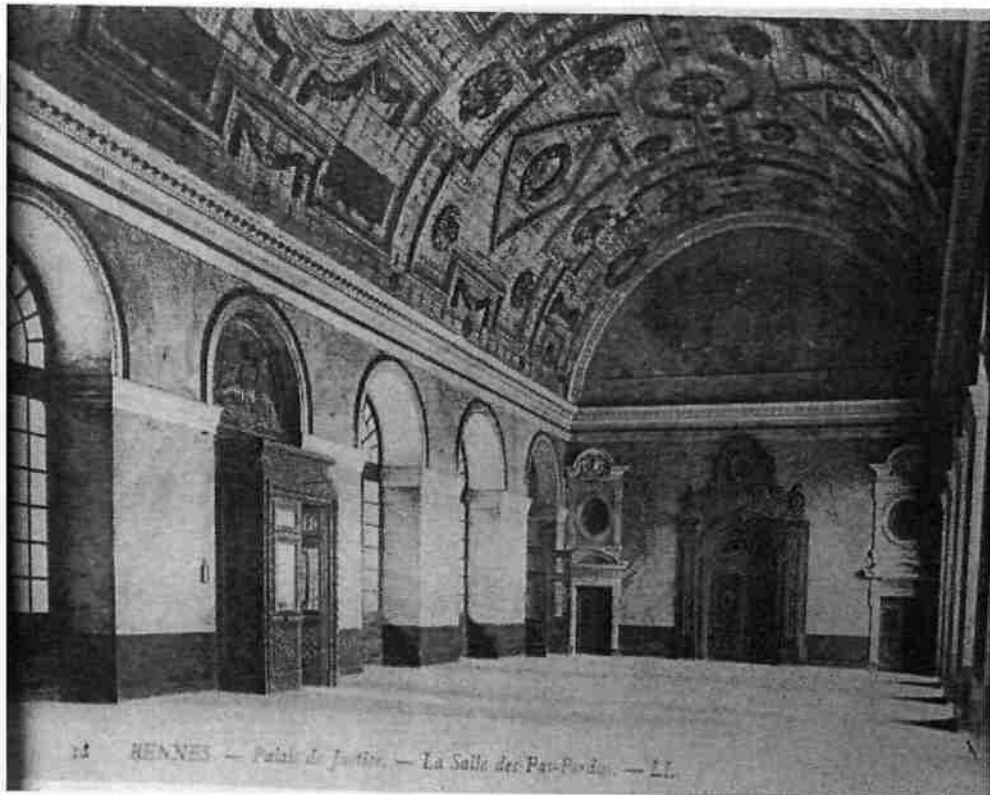
Nantes- Entrée du commissariat de la rue Garde-Dieu



Nantes - La prison La Fayette et le palais de Justice



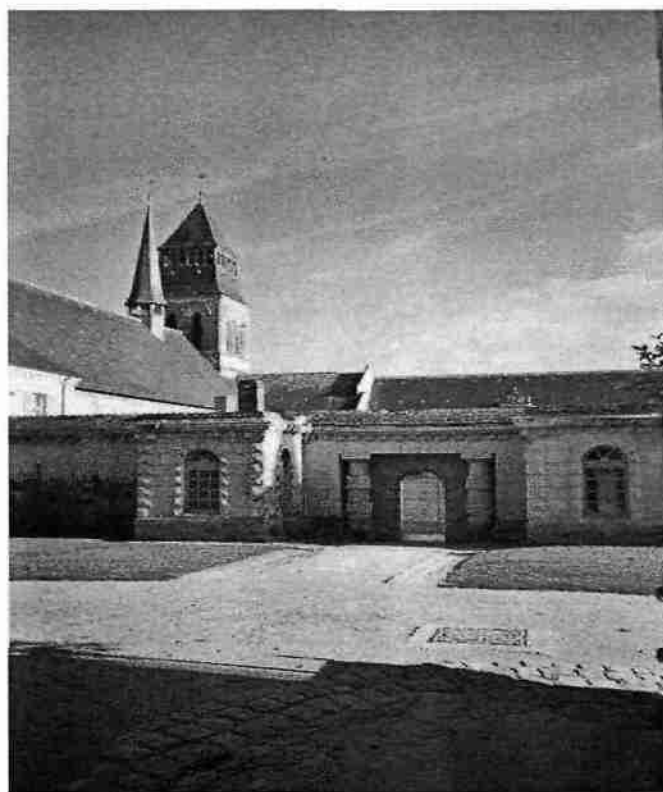
Angers – La prison des Prés Pigeon



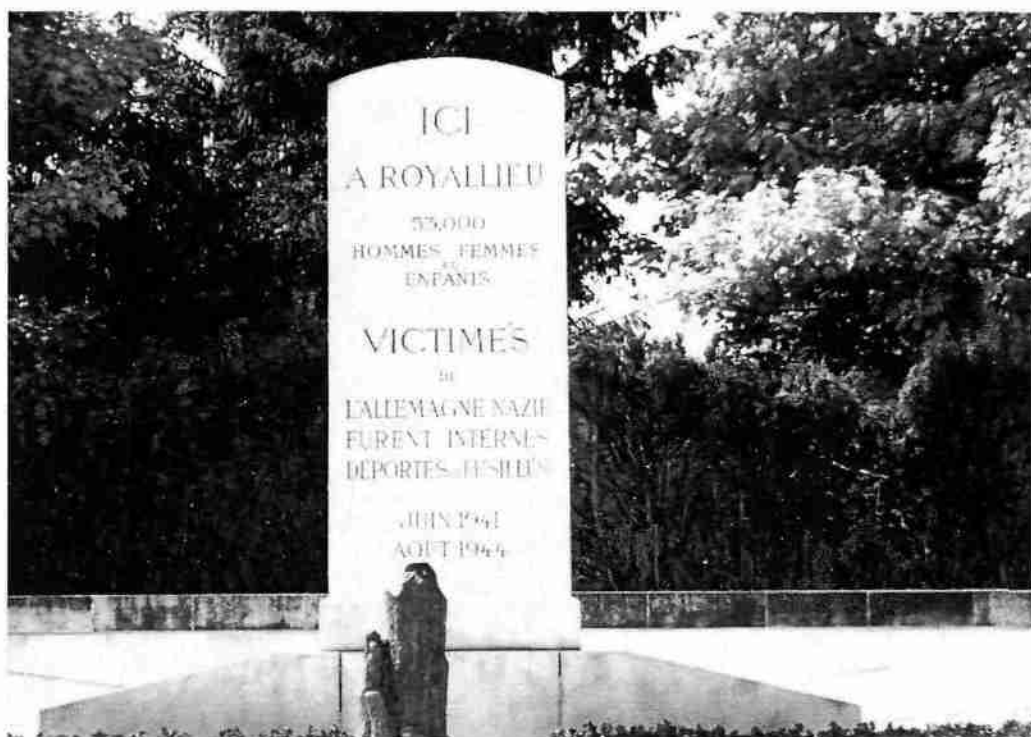
Rennes – Le Palais de justice, ancien parlement de Bretagne



Vitré- Plaque à l'emplacement de l'ancienne prison



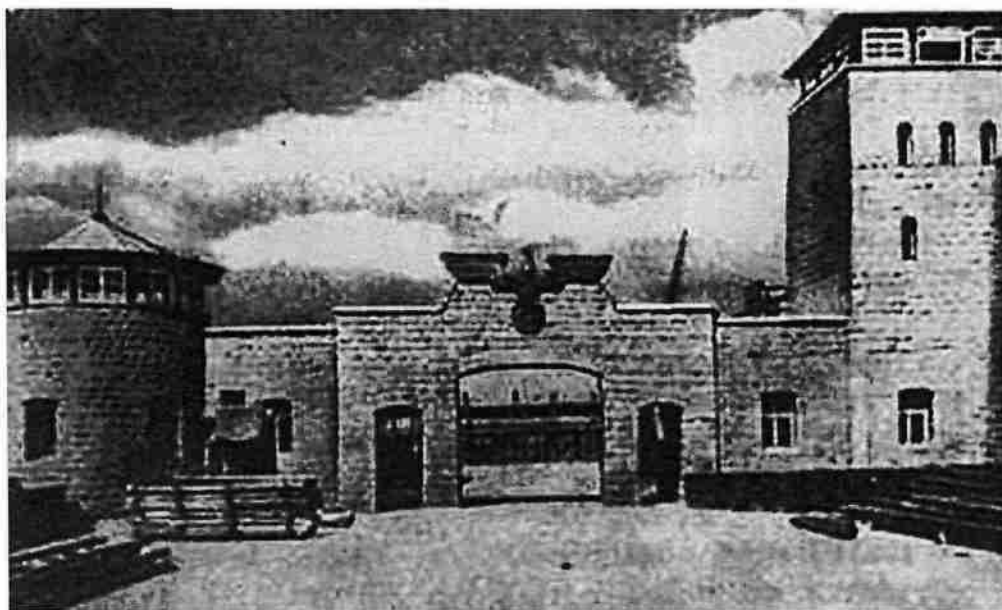
Fontevrault – A l'abbaye devenue centrale de force



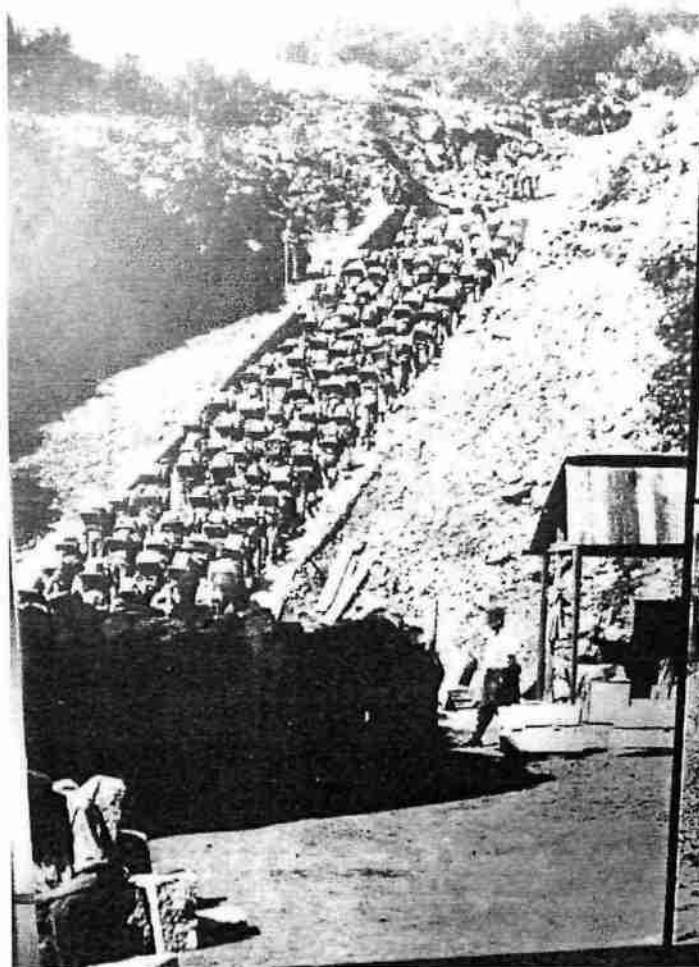
Compiègne – Camp de Royal-Lieu d'où 55000 personnes partirent pour la déportation en Allemagne. Une stèle a été élevée en mémoire



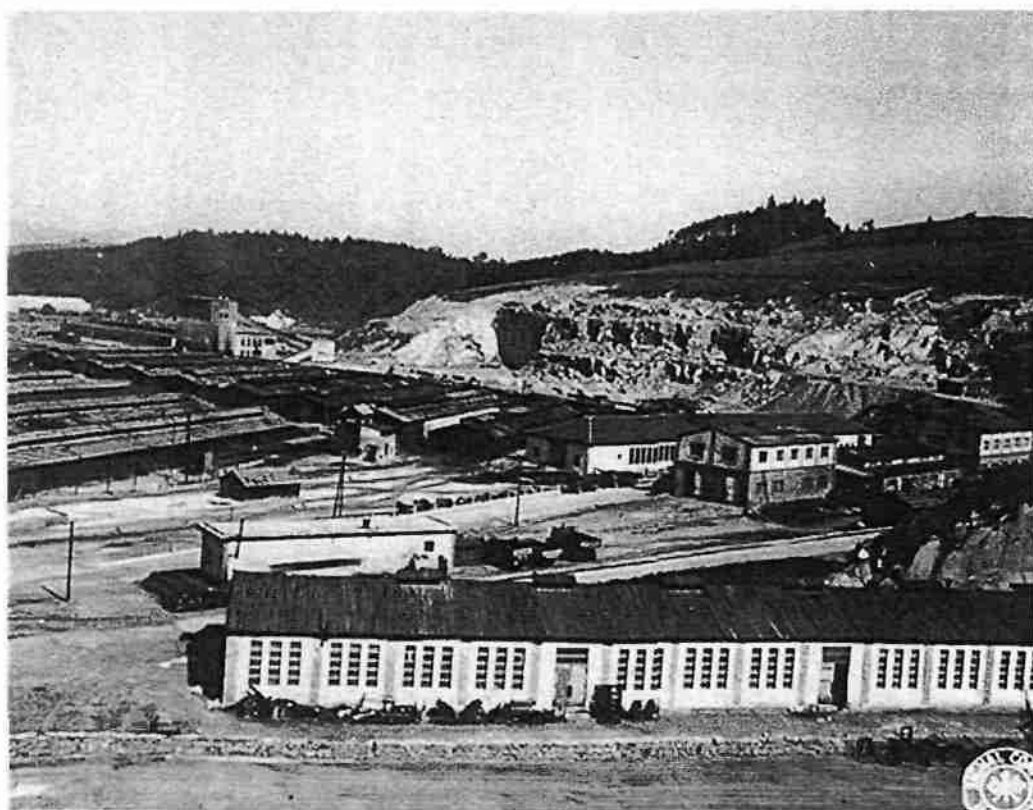
Marcel Paul



Entrée du camp de Mauthausen



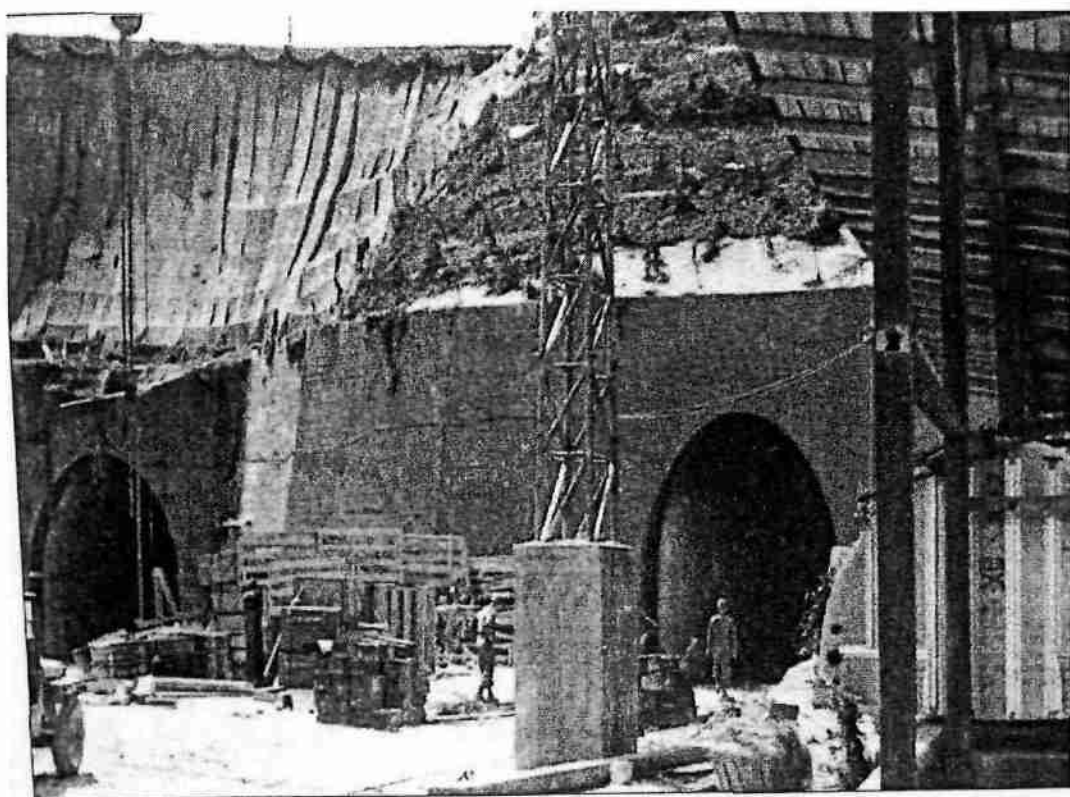
Mauthausen – L'escalier aux 186 marches
On voit ici les déportés, une charge de pierres sur le dos.
Une défaillance équivalait à la mort immédiate



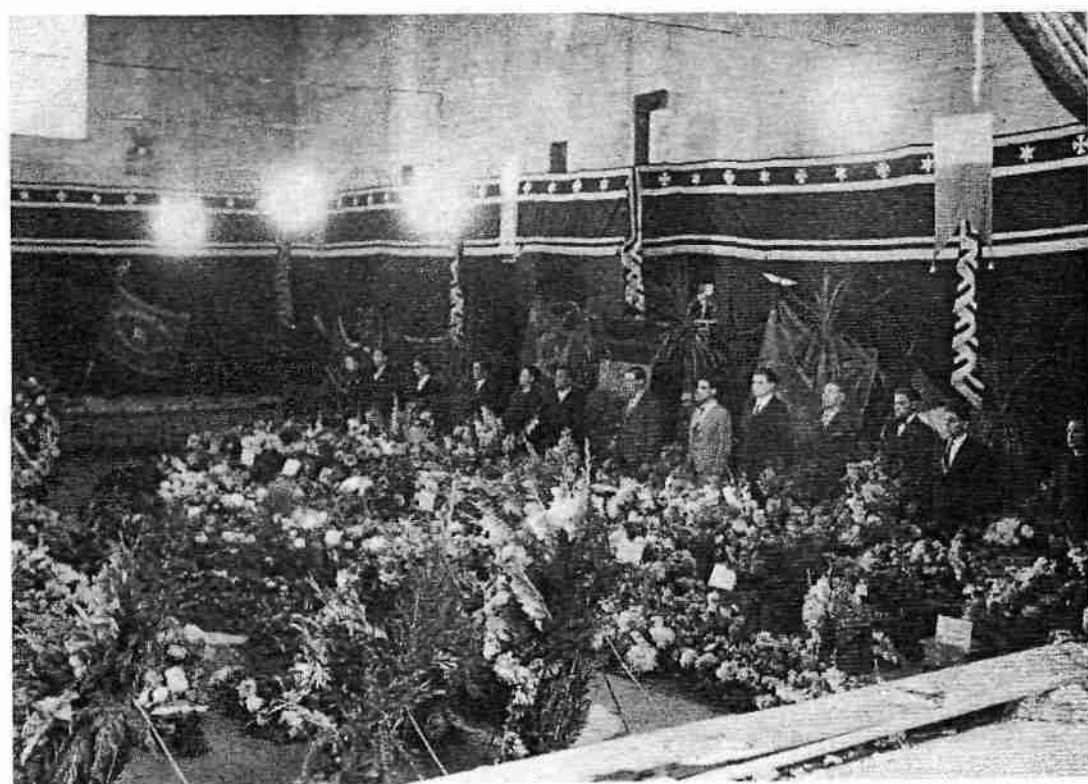
Camp de Gusen I



Camp de Gusen I – De nouveaux arrivants ici en 1942



GUSEN II - Galeries sous Kristallberg



Rezé - Chapelle ardente
Retour des corps des fusillés

MORTS EN DEPORTATION

DEPORTES POLITIQUES et DEPORTES RESISTANTS

	né(e) le	mort le
BACHELIER Clément	15.10.1925	14.04.1945 à Gardelegen
BERTHOMÉ Georges	30.06.1920	21.04.1945 à Buchenwald
BRAULT Xavier	10.01.1915	4.03.1945 à Buchenwald
CARIOU Henri	14.01.1921	Avril 1945 à Wilhelmshaven
CHARTIER Eugène	16.07.1889	24.03.1944 à Buchenwald
CLAVIER Charles	19.05.1905	15.06.1945 à Gross Rosen
DAVIAIS Jean-Baptiste	21.07.1878	6.01.1945 à Dachau
DESMICHEL François	16.01.1900	29.09.1944 à Hartheim
GUILBAUD Marcel	8.02.1897	11.02.1944 à Buchenwald
GUILLOTEAU Jules	21.08.1906	8.08.1943 à Gusen
HUCHET Théophile	2.12.1906	29.12.1943 à Dora
HUCHON Alexandre	16.02.1897	18.03.1944 à Sachsenhausen
HUG André	6.10.1924	16.01.1945 à Wilhelmshaven
LAMBERT Jules	13.11.1884	19.04.1945 à Buchenwald
LAMOUR Henri	20.04.1924	19.03.1945 à Mauthausen
LE FLOCH Pierre	3.07.1913	29.04.1945 à Prague
LESOURD Joseph	6.04.1923	15.04.1945 à Alberstald
MAZAN Vincent	16.01.1905	7.02.1944 à Dora
MENAGER Eugène	21.01.1920	18.07.1944 à Brandenburg
NAU Jean-Baptiste	7.05.1879	30.01.1944 à Buchenwald
OGE Francis	15.08.1903	29.11.1943 à Buchenwald
OGE M-Louise ep. ROUQUIE	28.02.1898	15.03.1945 à Ravensbrück
PATRON François	25.05.1902	15.10.1944 à Buchenwald
SALOU Jean	22.05.1914	24.03.1945 à Mauthausen
SURELLÉ René	10.05.1901	15.01.1945 à Flossenbürg
TANGUY Jean-Albert	21.07.1922	18.09.1943 à Buchenwald
TANGUY Jean-Joseph	7.03.1903	20.02.1945 à Buchenwald
TARAUD Jean-Eugène	1.06.1909	15.02.1945 à Dora
ESKENAZI Raymond Issac	11.09.1914	9.12.1943 à Auschwitz

Rezé – Stèle aux Rezécens morts en déportation

Chapitre sept

Fontevault, Blois, Compiègne

(Février 1943- Février 1944)

Une conversation chuchotée dans la salle de correspondance de la maison centrale et de force de Fontevault, au mois de février 1943, m'avait convaincu de plusieurs choses. En dehors des quelques Nantais qui m'avaient accompagné depuis Rennes et Vitré, il y avait bien, parmi nous, d'autres prisonniers pour délits politiques. Il devait être possible de les connaître et de les compter. À partir de là, il conviendrait d'agir pour améliorer notre sort...

De fait, des camarades, des communistes de diverses régions et en provenance d'autres prisons, étaient enfermés ici depuis plusieurs semaines. Ils s'étaient déjà manifestés et avaient obtenu quelques résultats. La plupart s'étaient fait porter malades et déclarés incapables de travailler. Plusieurs avaient été regroupés dans un local connu sous le vocable « inoccupé », mais ils étaient mêlés à des détenus de droit commun, parmi lesquels agissaient des provocateurs et des mouchards. En tout cas, mon premier objectif immédiat fut de m'y faire muter. Cela fut facilité par le fait qu'étant « mineur », la direction était tenue de porter quelques considérations à mon état général précaire. Deux jours ou trois à l'atelier des « cardes » me suffirent amplement et la fonction « d'inoccupé » me seyait à ravir.

Mon nouvel « atelier », en réalité une salle dotée de tables et de bancs complétée en façade par la partie de cloître qui la longeait, comptait une cinquantaine de détenus. Une bonne moitié était des communistes, arrêtés et condamnés pour une activité anti-vichyste et anti-nazi établie. Les autres n'étaient que voleurs et assassins, mais à un niveau tel qu'ils avaient écopé des travaux forcés. Donc, pas spécialement du menu fretin.

Quelques-uns, parmi les « politiques », avaient occupé, dès avant la guerre, des postes importants de responsabilité dans les organisations du Parti, de la Jeunesse communiste ou dans les syndicats. Ils avaient une expérience renforcée encore par leurs activités clandestines. Ils se firent tout de suite connaître : Henri Jourdain, un technicien de l'aviation, ayant un nom déjà dans la fédération C.G.T. des métaux, Maurice Lamp, qui avait exercé à Paris des fonctions électives, Frédéric Ricol, un responsable national des J.C. et quelques autres. Ce sont eux qui avaient eu l'initiative des premières actions, visant d'abord à se faire respecter, puis à obtenir quelques droits spécifiques.

Nous leur devions déjà ce premier regroupement partiel. La définition d'une nouvelle ligne tactique s'imposait afin d'aller plus avant. Il fut convenu que le but à atteindre, dans l'immédiat, était le recensement de tous les nôtres afin d'obtenir notre séparation d'avec les droits communs. Pour des raisons bien évidentes de sécurité, mais aussi parce que c'était la condition humaine pour avancer dans la conquête de nouveaux droits.

Pour les promenades scandées, le midi, le soir et dimanche, nous étions réunis avec les éléments des autres ateliers et soumis, par conséquent, aux mêmes obligations avilissantes. Depuis qu'avait eu lieu une tentative d'évasion, les gardiens s'adonnèrent même à des sévices. Un de nos camarades en fut victime. Nous passâmes à l'action en brisant la loi du silence imposée rigoureusement jusque-là. Nous élevâmes la voix, les uns après les autres, refusant de faire des signes réglementaires en direction du surveillant pour obtenir l'autorisation de quitter la ronde et d'aller au « waters ».

Et puis, tous ensemble, les initiés, les politiques, nous levâmes le bras en signe de reconnaissance. Le surveillant, au milieu de la cour, sur un piédestal, fusil braqué sur nous, surpris, effaré, sortit son sifflet et le fit retentir. Les gardiens affluèrent de tous côtés, puis les chefs et le sous-directeur lui-même, un nommé Escoffier.

Cet événement sans précédent eut, l'on s'en doute, les suites qu'exigeait sa gravité. Plusieurs de ceux qui s'étaient permis de donner de la voix – j'en étais –, furent enfermés dans une salle isolée. Le lendemain, nous comparaissons devant le « prétoire », une sorte de tribunal interne et disciplinaire présidé par le directeur, assisté d'un brigadier et d'un simple gardien. Le surveillant, témoin de notre incartade, se fit accusateur, dans une déposition indignée. Comment une pareille chose était-elle possible ? Maurice Lamp se leva et parla en notre nom. Il rappela les raisons de notre présence en ce lieu : il exposa le caractère patriotique de notre activité et dénonça le scandale qui consistait à nous considérer comme des bandits de droit commun. En conclusion, il exigea que nous soyons distingués des autres et autorisés à meubler notre temps d'inoccupés par des activités instructives et divertissantes.

Le directeur, un petit homme au teint bilieux, nommé Dufour, je crois, les cheveux plats et gominés, écumait de rage, c'était visible. Cependant, il jugea prudent de mesurer les sanctions : trois peines de cachot : une de quinze jours et deux de huit furent prononcées. Je fis, à cette occasion, connaissance avec le terrible mitard : une cellule noire et humide, dans les bas-fonds des murs. On m'y jeta totalement nu et muni d'une seule couverture. Une boule de pain tous les jours, un baquet d'eau pour tous besoins, tel était le régime alimentaire. Sursis promis avant la mort : 90 jours.

Mais dans ce mitard redoutable, je ne restai qu'une seule nuit et qu'un seul jour. La direction de la prison avait été informée – sans doute par ma mère – que mon frère Félicien venait d'être fusillé (le 13 février 1943). Il avait été condamné à mort quelques jours plus tôt avec 36 de ses camarades de l'O.S. (l'Organisation spéciale

créée par le Parti communiste) par le tribunal militaire allemand de Nantes qui avait reconnu contre eux 49 meurtres ou attentats. Gilles Gravoille pleurait, en même temps, son propre beau-frère.

Quand, avec mes deux camarades sortis également du cachot, je regagnai la salle des inoccupés, je fus l'objet d'une réception émouvante de la part de tous les camarades rassemblés. Ils avaient adopté une adresse de condoléances et de sympathie. L'un d'entre eux, le plus jeune, je crois que c'était Lapchin, la lut à haute voix et m'en remit un exemplaire ainsi qu'à Gilles Gravoille. Je m'empressais de l'envoyer à ma mère, à l'appui d'une lettre dans laquelle je m'efforçais de lui apporter un peu de réconfort...

En si peu de temps, la situation avait rapidement évolué et des changements notables s'étaient produits. Nos responsables, dès lors reconnus comme tels, avaient engagé des conversations avec la direction, représentée par monsieur Escoffier, le sous-directeur, un méridional corpulent, la face rougeaude (sans doute amateur d'anis), le nez gros, pointu, bossu et protubérant, un accent à couper au couteau ! Mais en l'occurrence, il semble avoir joué un rôle positif. En tout cas, après plusieurs séquences et quelques interruptions, de concertations, sans doute, le dit Escoffier concéda plusieurs mesures importantes. Les prisonniers pour des motifs politiques seraient dorénavant dotés d'un signe distinctif. Une barrette en étoffe rouge ou blanche, selon qu'ils aient été condamnés aux travaux forcés ou à la prison simple (cinq ans ou moins), serait cousue bien en vue au-dessous de leur numéro matricule. Ils seraient tous, à bref délai, dispensés d'activité en atelier. Cependant, nous restions mélangés avec les « droits communs » et, dans les dortoirs et réfectoires, l'état de chose antérieure demeurerait.

L'avancée était considérable, mais il fallut encore beaucoup d'escarmouches et bien des batailles pour que nous parvenions à nos fins : l'obtention d'un véritable régime politique. L'arrivée d'un homme, bien connu des militants parisiens qui étaient

avec nous, Marcel Paul, au mois d'août 1943, allait contribuer de façon décisive à nous mener au plein succès. Je revois parfaitement, aujourd'hui encore, l'arrivée de ce militant que, pour ma part, je ne connaissais ni de nom, ni de réputation. D'emblée, je peux bien dire, à première vue, il me subjuga et il conquit l'estime et l'admiration de tous ceux qui se trouvaient là. Jourdain, Lamp, Ricol et quelques autres avaient eu avec lui, avant-guerre ou dans la clandestinité, des relations plus ou moins suivies. Ils lui portaient estime et considération.

Marcel Paul avait, à l'époque, tout juste 43 ans puisque, né avec le siècle à une date imprécise. Il avait, en effet, été confié à l'assistance publique, après avoir été ramassé par un passant sur un banc à Paris, place Denfert-Rochereau. Confié à des paysans de la Sarthe, il avait grandi dans les conditions difficiles des pupilles en ce temps là. Dès l'âge de 16 ans, l'administration de tutelle l'avait engagé « volontaire » comme mousse dans la marine. Il y apprit le métier d'électricien, à Brest, à Lorient et à Toulon, dans les divers établissements de formation des apprentis. Il devint un ouvrier hautement qualifié et fut embarqué sur le navire amiral « Diderot ».

En 1922, au terme de ses quatre ans – au cours desquels il participa à bien des manifestations de protestation –, il avait été démobilisé et trouva sans peine un emploi à Paris même, où il avait décidé de s'ancrer. Il eut bientôt une responsabilité syndicale au sein de la C.G.T.U., à laquelle il adhéra en même temps qu'au Parti communiste (S.F.I.C.). Il préféra toujours l'activité syndicale à toute autre, encore qu'alors elle avait beaucoup d'interférences avec la politique. Au moment du Front populaire, il dirigea la fédération des Industries électriques et gazières et l'intersyndicale des Services publics. Son parti lui demanda aussi de le représenter à l'occasion des élections au conseil municipal de Paris. Il fut élu dans le quatorzième arrondissement. Tant et si bien qu'au moment de la réunification de la C.G.T., en 1936, sous le prétexte de l'indépendance syndicale, la direction de la puissante fédération de

l'Éclairage lui fut refusée. Il en devint cependant le secrétaire général adjoint. Au moment de la déclaration de guerre, il fut mobilisé et regagna son unité à Brest. Démobilisé, après quelques tracasseries qui l'avaient conduit dans une unité terrestre... il disparut dans la clandestinité.

Physiquement, Marcel Paul était de taille moyenne, mais ses larges épaules, dominant un buste épais, lui donnaient un aspect de puissance, souligné encore par une démarche bien à lui, bras ballants et déhanchement caractéristique des loups de mer. Sa tête surtout marquait le caractère. Elle paraissait grosse, dominée par une chevelure grisonnante et déjà rare, au sommet surtout. Le visage épais était celui d'un bouledogue, tant était petit le nez et la bouche épaisse et comme gourmande. Mais ce sont les yeux qui, chez cet homme, attiraient immédiatement et retenaient toujours l'attention. Ils étaient plutôt clairs, souvent rieurs, mais parfois aussi traversés par des éclairs aux reflets d'acier. Ce regard, qui témoignait de la bienveillance et de la douceur le plus souvent, était cependant difficile à fixer, tellement il donnait le sentiment de vous transpercer jusqu'aux tréfonds. Il devenait insoutenable à tout interlocuteur qui s'opposait à lui et qu'il argumentait pour convaincre ; plus encore quand il manifestait mécontentement ou colère.

Tel était le personnage qui nous rejoignait, en ce mois d'août 1943. Bien sûr, l'histoire de son passé me fut révélée, petit à petit, par lui et par d'autres. Mais pour l'heure, il se mit à la tâche. Certes, depuis le mois de février, nos affaires avaient progressé. Nous avons obtenu que des livres, contenus dans nos paquetages, nous soient restitués. Nos aînés et tous ceux qui avaient un certain bagage intellectuel, une formation et une expérience politique, furent mis à contribution.

Une véritable université polyvalente, et de tous les niveaux, avait été constituée et fonctionnait avec sérieux et régularité. Une feuille périodique, sur papier pelure, était rédigée par nos responsables, qui avaient

établi des contacts avec l'extérieur, par l'intermédiaire de quelques gardiens qui leur procuraient également des journaux et des nouvelles diffusées par la radio, y compris la BBC. Nous étions parfaitement informés. Si la nourriture intellectuelle était devenue satisfaisante, la pitance matérielle restait dégueulasse – il n'y a pas d'autre mot – : rutabagas, topinambours, betteraves, constituaient la base de nos menus. La viande, extrêmement rare, n'était que déchets, bien souvent avariés...

Notre nouvel arrivant, qui venait de la Santé, où il avait passé plusieurs mois, se réjouit de trouver pareille situation et nous félicita pour avoir su, de vive force, l'imposer. Mais, très vite, il s'ingénia à donner une nouvelle impulsion à nos luttes et à leur fixer d'autres objectifs. Après avoir discuté avec ses prédécesseurs et consulté beaucoup d'entre nous, il se mit en devoir de rédiger un texte, une sorte de plateforme politique qui, partant de nos acquis, mettait l'accent sur la nécessité de passer au premier plan de nos préoccupations la préparation de notre évasion collective. Il estimait possible, et par conséquent nécessaire, de nous remettre au combat, au dehors des murs, au service de la Résistance, en constante progression. En tout cas, il considérait que nous devions nous imprégner totalement de cet état d'esprit offensif et préparer sans attendre les conditions de sa réalisation.

J'étais parfaitement au courant de son opinion puisque, au terme d'une discussion qu'il avait eue avec moi, touchant à ma formation, à mes antécédents et à mon attitude présente, il m'avait demandé d'être son secrétaire et de reproduire, en caractères d'imprimerie – pour éviter que son auteur soit identifié – tous ses écrits et de traduire au plus près, les indications verbales qu'il dictait.

Il nous apparut bientôt que cette orientation nouvelle ne faisait pas l'unanimité. Jusqu'au sein du collectif responsable, auquel Marcel Paul appartient immédiatement, des discussions s'instaurèrent et des divergences se manifestèrent. Un groupe de militants soutenait une thèse prudente et attentiste. Il

estimait que le débarquement ne pourrait avoir lieu avant 1944, dans le meilleur des cas, et s'appuyait, pour sa démonstration, sur des données techniques et statistiques d'une valeur certaine. Et il en tirait la conclusion qu'une tentative d'évasion, dans cette perspective, était dangereuse et vouée à l'échec, d'autant qu'à l'extérieur, nous ne pouvions pas compter sur l'aide d'une organisation de résistance suffisante, structurée et mandatée.

Marcel Paul soutenait que, si le second front n'était pas créé plus tôt par les Anglo-saxons, ce n'était pas essentiellement pour des raisons techniques, de préparation ou d'effectifs, mais pour des motifs politiques. Il les soupçonnait de vouloir d'abord laisser l'Union Soviétique s'épuiser seule dans des batailles contre l'armée hitlérienne. Dans ces conditions, les patriotes français avaient, à ses yeux, le devoir de participer à la lutte, de se lancer toujours plus nombreux dans des combats de harcèlement des nazis. Le renforcement de la Résistance en France était, selon lui, une des conditions de l'engagement plus résolu des alliés et donc du rapprochement de la défaite allemande. Un devoir s'imposait à nous, prisonniers momentanément disqualifiés : nous sauver et reprendre les armes. La direction du Parti, avec laquelle une liaison sûre et régulière avait été établie, fut informée sur ce débat interne. Elle ne prit pas, à ma connaissance, position sur le fond. Mais elle confirma le rôle de Marcel Paul comme son représentant au sein de la prison.

Entre ces deux thèses, des clivages se produisirent qui nous divisèrent rapidement. Quelques-uns feignaient la neutralité. Mais en fin de compte, l'atmosphère générale, le climat entre nous, se détériora. On était déjà loin de l'unanimité patriotique, de la ferveur fraternelle qui nous avait unis le 14 juillet précédent, au cours d'une manifestation réalisée à l'insu de la direction.

Un plan d'action conforme aux vues de Marcel Paul, et en définitive, de la majorité des communistes, fut élaboré, des appuis recherchés et trouvés parmi les surveillants et auprès de quelques « droits communs ». La direction fut-elle alertée ? Y eut-il des

imprudences ou des fuites ? En tout cas, à la mi-septembre, sans que rien ne nous l'ait laissé présager, elle nous annonça notre transfert imminent vers la centrale de Blois. Le débat politique fut donc interrompu sinon clos. Une nouvelle phase s'ouvrait.

Le jour dit, le 16 ou 17 septembre, ordre nous fut donné de préparer nos affaires, si difficilement réunies et qui, avec le temps, s'étaient accumulées. Elles furent rassemblées avec tous nos maigres biens restés dans les magasins du greffe. Le signal du départ ne tarda pas. Nous n'avions pas, nous non plus, perdu de temps pour décider d'une manifestation. Dès la sortie, nous constatâmes la présence d'un véhicule blindé de la gendarmerie française et, à ses côtés, d'une auto-mitrailleuse allemande, toutes armes braquées sur nous. Personne n'hésita. Tous ensemble, d'une même voix, nous entonnâmes une vibrante Marseillaise. Il eût suffi du moindre incident pour qu'un ordre soit donné de nous tirer dessus. Nous n'y pensâmes pas. On nous fit monter dans les camions alignés le long des murs de l'abbaye centrale et nous partîmes vers Blois.

La maison centrale de Blois n'avait jamais servi quand on nous y enferma. Quelques jours plus tard, nous assistâmes à l'arrivée d'autres prisonniers qui avaient été prélevés dans les centrales de Clairvaux et Poissy. Tous des communistes, à l'exception d'un seul, Paul Colette, un jeune gaulliste qui avait fait feu sur Laval en août 1941. Il fut du reste mis dans une cellule spéciale isolée de nous. Nous étions donc maintenant environ 400 militants du Parti, d'origines diverses, arrêtés et condamnés dans des affaires différentes et par des tribunaux ordinaires ou d'exception qui avaient siégé à Rennes, à Bordeaux, à Paris et ailleurs encore en zone occupée.

L'expérience que nous avons vécue à Fontevrault fut complétée et enrichie par celle de nos camarades arrivés de Poissy et de Clairvaux. Parmi les premiers, il y avait notamment Arthur London - il portait le nom de Gérard - responsable de la M.O.I. et l'un des dirigeants du Parti communiste

tchécoslovaque en exil. Au nombre des seconds j'ai retenu les noms de Auguste Havez, Daniel Anker, Emile Pasquier, Pierre Daix, Julien Jacques, Emile Valley, Hallery, Hilsum. J'y retrouvais aussi des Nantais qui, après notre procès ou dans d'autres circonstances, avaient été séparés de moi. Parmi eux Le Floch, Pierre, mon compagnon des premières heures.

D'entrée, la direction de la maison de force, toute neuve, de béton armé, dotée de grilles électrifiées et de blindage articulé et perfectionné, voulut nous mettre au pas et attira notre attention sur le caractère disciplinaire de l'endroit. Mais elle n'avait pas les moyens de ses intentions et le rapport des forces était tel qu'elle céda pas à pas. Bientôt nous obtînmes que, de jour, les cellules restent ouvertes et que notre circulation soit libre sur les galeries et dans le hall central. L'organisation clandestine faisait son affaire de la libre discipline de tous et de chacun.

Cette masse de communistes, parmi lesquels beaucoup d'intellectuels valeureux, recelait un véritable puits de connaissances. Ce qui avait été fait à Fontevrault en matière d'enseignement et d'éducation, fut naturellement élargi et considérablement amélioré, notamment par les amis de Clairvaux. Pour ma part, j'y appris la plus grande partie de mon peu de savoir en matière d'histoire, de philosophie et de littérature. J'y appris à dominer l'orthographe et le français. Jusqu'au point où j'en suis aujourd'hui.

Dans le domaine politique, je bénéficiais de la confiance de Marcel Paul qui décida de me prendre dans sa cellule en compagnie de Louis Frébault. Je ne saurais dire tout le profit que j'ai tiré de cette présence, immédiatement mais plus encore par la suite. Je suis témoin du fait que les discussions engagées à Fontevrault se poursuivirent ici avec encore plus d'acuité et ce d'autant plus que les participants étaient plus nombreux, leurs personnalités très fortes et encore davantage contrastées. Aux divergences politiques, s'ajoutèrent des questions de personnes, de présence, de susceptibilité. En pareil lieu, un tel état de fait peut paraître surprenant. Mais les

hommes restent ce qu'ils sont et, en prison, leurs qualités mais aussi leurs défauts, ont tendance à s'accroître...

Quoi qu'il en soit, un nouveau plan d'évasion fut dressé, les complicités nécessaires trouvées, le matériel de toute nature rassemblé, les tâches fixées et réparties. La direction du Parti, plus directement encore impliquée, avait fait mettre au point un dispositif d'appuis extérieurs. Le futur colonel Fabien en était le maître d'œuvre... Notre situation alimentaire et sanitaire était maintenant bien meilleure. Nos cellules et dortoirs étaient dotés d'installations modernes et les douches équipées comme il se doit. Le nombre de colis individuels qui nous parvenaient de nos familles, strictement partagés, contribuaient largement à améliorer l'ordinaire. À cet égard, je dois, ici encore, rendre hommage à ma mère qui, je ne sais comment ni à quel prix, envoyait force ravitaillement.

Nous aurions dû réussir à partir. Nous y avons consacré pendant cinq mois toutes nos forces, tous nos moyens, toute notre intelligence. Et puis soudain, comme le tonnerre, au matin du 18 février 1944, les S.S. investirent la prison et, manu militari, nous firent plier bagages à toute vitesse et sans ménagement. Deux heures plus tard, embarqués dans des wagons à bestiaux, nous quittions la gare de Blois en direction de Compiègne.

Sur le camp de « Royal-Lieu », où nous débarquâmes, je n'ai guère à dire. Du reste, nous y restâmes peu de temps. Quelques jours à peine. Un premier groupe des détenus de Blois, parmi lesquels

Jourdain, Havez, London, Pierre Daix, nous quitta, fit un bref séjour à Neue Brem pour atteindre Mauthausen le 28 février. Aux premiers jours de mars, ce fut le tour des autres, dont le mien, mêlés à des prisonniers de toute provenance, d'embarquer en gare de Compiègne pour un voyage direct vers l'Autriche.

Le camp de Compiègne était une sorte de vaste gare de triage. Nous étions installés dans de vieilles et grandes baraques qui avaient dû servir, dès la guerre de 14, à rassembler les combattants partant au front. Elles reprirent du service en 1939 /40. Elles avaient été rouvertes par les Allemands, telles quelles, sans propreté et sans éléments d'hygiène. Elles étaient maintenant surchargées, s'emplantant et se désplantant sans cesse de patriotes arrêtés, en partance pour le Grand Reich. Nous y crevions de faim...

Pendant ce court laps de temps, je restais aux côtés de Marcel Paul qui avait toujours cette idée fixe en tête : foutre le camp et reprendre le combat. Il prit rapidement maints contacts, avec des communistes, mais aussi avec des personnalités d'autres provenances, notamment des officiers gaullistes, également en attente et cherchant la moindre occasion. Il n'y parvint pas, et quand sonna l'heure de notre départ, il feignit une crise aiguë d'appendicite. Le médecin nazi y crût et le retint alors que nous gagnions la gare...

Je sus, bien plus tard, qu'il fut opéré. Son subterfuge découvert et véritablement malade à la suite de ses propres manigances, il fut intégré à un « transport » à destination d'Auschwitz...

Chapitre Huit

L'enfer

(Mars 1944)

L'enfer nous apparut, avant même que le train ne démarre. Et il tarda beaucoup. Les nazis avaient une véritable manie du compte exact : mais comme ils avaient aussi le génie de répartir les gens en de multiples catégories, ils ne s'y retrouvaient jamais dans leurs additions. Cette double constatation, je la fis, en ce début de mars 1944, à la gare de Compiègne, dans le wagon à bestiaux où j'étais enfermé avec plusieurs dizaines d'autres prisonniers. La porte glissière fut manœuvrée plusieurs fois et l'on nous compta, et l'on nous recompta. Peut-être l'un des nôtres avait-il réussi à s'échapper, à moins que les S.S. de l'escorte n'aient liquidé en cours de route quelques traîne-savates. Et le temps que les rapports, même verbaux, ne remontent jusqu'au chef de convoi... Ou peut-être ne s'agissait-il seulement que d'un stratagème pour nous mettre d'emblée à l'épreuve ?

En tout cas, le train ne partait pas et, bien qu'à l'extérieur il fit un froid de canard, nous crevions de chaleur et de soif. Bientôt, les premières bousculades se produisirent, tout le monde cherchant à accéder aux bordures des wagons, là où des faibles interstices laissaient passer un peu de l'air vif.

Quand le convoi s'ébranla enfin, il était déjà tard dans la journée et, rapidement, la masse des hommes enfermés fut traversée par un courant inverse du précédent. C'est à qui ne serait pas à la portée directe du froid mortel, qui s'engouffrait au rythme de la vitesse. À chaque arrêt prolongé, et Dieu sait qu'ils furent nombreux, dans les gares et hors d'elle, avant que nous n'atteignions la frontière de l'Est, l'agitation de plus en plus vive s'inversait et se modifiait encore après chaque départ. Cela devint dément.

Quand la nuit vint, une voix s'éleva dans le noir absolu de notre cage roulante. Je la reconnus comme étant celle d'un officier français de haut rang, un gaulliste avec lequel Marcel Paul, avait eu, à plusieurs reprises, à Royal-Lieu, le camp de Compiègne, des conversations. Il s'était agi, en l'occurrence, de confronter des points de vue politiques sur la situation et son évolution. Il avait été aussi question de l'attitude à adopter pendant les transports et dans les camps en Allemagne.

La voix traduisait maintenant les décisions prises : « *Attention, attention ! Une équipe de résistants s'affaire à l'avant et à l'arrière du wagon. Nous allons tenter de sectionner le train, d'isoler les diverses voitures et de réaliser les conditions d'une évasion... Les mêmes tentatives se déroulent partout ailleurs... Du moins nous l'espérons... Tenez-vous prêts... Nous vous donnerons d'autres informations et éventuellement des instructions... En attendant, essayons de faire régner ici un peu de discipline ; organisons, selon qu'il fasse chaud ou froid, un mouvement giratoire incessant pour permettre à chacun de se trouver à son tour dans la situation la plus favorable... Merci de votre compréhension* ». La voix dit à peu près cela et se tut. Elle n'eut pas l'occasion de se manifester une fois de plus.

Nous venions de quitter la gare de Châlons-sur-Marne. J'avais, pour ma part, profité de l'arrêt pour glisser à travers les fentes pratiquées ici et là, les billets rédigés, avant notre départ du camp sur des feuilles de papier à cigarettes, et portant indication des adresses des parents. Nous espérions tous, que des cheminots se chargeraient de les transmettre...

Brusquement, le train s'arrêta de nouveau en rase campagne. Des cris s'élevèrent dans la nuit ; plusieurs coups de feu claquèrent. Un haut-parleur plutôt, sans doute, un porte-voix, diffusa un avertissement lu en français par un Allemand au ton guttural et menaçant. Une tentative d'évasion avait été déjouée ; deux occupants du wagon coupable venaient d'être passés par les armes. Il en serait ainsi dans toutes les autres parties du train qui feraient l'objet de pareils sabotages...

Nouveau départ puis nouvel arrêt. À Metz, cette fois. Tous les wagons furent ouverts, l'un après l'autre et inspectés par deux S.S. accompagnés d'un énorme chien. Nous fûmes reconnus responsables de sérieuses avaries, boutés brutalement sur le quai éclairé, exceptionnellement pour l'occasion, et invités à jeter pêle-mêle sur un tas qui, déjà, était formé, tous nos vêtements et nos chaussures. Il y avait de la neige et nous grelottions. Nous aspirions à regagner bien vite notre abri mobile. Mais que non pas. Nous fûmes conduits à l'entrée d'un wagon resté intact, plein d'hommes jusqu'à ras bord. Les bergers allemands, trois ou quatre, se chargèrent de faire encore de la place. Les occupants que nous rejoignons ainsi se firent tout petits. Ils étaient à poil, tout comme nous, et durent nous faire partager l'espace déjà compté, dont ils avaient seuls, jusque-là, disposé.

Nous repartîmes, dans ces conditions nouvelles, inexprimables, et arrivâmes en Allemagne. Ce ne fut plus qu'un rêve, aux images à la limite de l'abominable. Cela dura toute une nuit, encore un jour et encore une nuit. Je ne saurais plus le dire. Je ne le sus jamais !

Il me souvient seulement que nous nous arrêtâmes à Nuremberg ! Nous étions affamés, car le ravitaillement pour trois jours, que nous avions reçu au départ de Compiègne, avait été confisqué en même temps que nos habits... Dans ce haut lieu de l'hitlérisme, sur un quai de la gare de triage, de longues tables avaient été dressées. Derrière, des « souris grises », et dessus, de grandes gamelles de soupe fumante et des pains de forme rectangulaire.

Nous défilâmes en courant, broutâmes notre ration et vidâmes aussi vite que possible le brouet brûlant. Nous n'en n'étions pas moins frigorifiés et transis quand, dans la neige, nous regagnâmes la prison ambulante.

Notre arrivée à la gare de Mauthausen eut lieu au petit matin. Le sol était blanc et gelé quand nous descendîmes sur le quai. Mais la neige avait cessé de tomber. Devant le bâtiment et sur toute la longueur du convoi, un service d'ordre impressionnant – un soldat tous les trois ou quatre mètres – avait été mis en place. Autant de chiens !

Notre descente fut vite effectuée. Nous nous précipitâmes alors en direction du monticule de hardes et de souliers répandus à même le sol, à un bout du débarcadère. Et là, chacun piocha ce qu'il put dans ce qui restait à sa portée. Nous étions peut-être un millier de survivants. Quatre ou cinq morts gisaient dans chacun des wagons. Quel cortège allait ainsi se préparer ! Quelle mascarade !

« *Antreten zu fünf* ». L'ordre de nous rassembler en rangs par cinq fut donné par un officier supérieur du S.D., le service de sécurité des S.S., l'élite des bourreaux, si l'on veut. Un long peloton de bipèdes – sorte d'épouvantails à moineaux – se mit alors en route, escorté par les chiens et leurs maîtres qui ne cessaient, ensemble, d'aboyer. La route me parut longue. Elle était étroite et montait sans cesse, en courts lacets, au travers des collines qui surplombent le Danube ! Notre marche était rendue difficile en raison de la neige mais surtout par le fait que nos pieds avaient chaussé, au hasard, les pompes les plus diverses, dépareillées et rarement à la pointure adaptée.

Déjà fourbus par les conditions de transport, les participants à cette marche forcée eurent du mal à suivre la cadence rapide, imposée par la chiourme. Beaucoup n'y parvinrent pas et n'arrivèrent jamais jusqu'à la citadelle de Mauthausen. Qu'ils aient chancelé, qu'ils soient tombés ou qu'ils se soient seulement écartés du rang assigné, plusieurs dizaines de nos camarades ont été

impitoyablement fusillés sur les bords de cette route maudite...

Au sommet, tout à coup, une vue incroyable ! Un portail monumental et des murs hauts et gris, tout en pierres de taille ; là, tout au fond d'une place immense, bien dallée, comme un parvis de cathédrale, deux tours de guet, hautes et sombres, dominaient, de part et d'autre, l'entrée qui portait à son fronton une inscription en allemand. Je la vis bien mais je ne sus pas la décrypter. Sans doute une formule de bienvenue ! À cet égard, je n'allais pas tarder à être fixé !

À l'intérieur de l'imposant édifice, encore une cour aux dimensions certes plus modestes que l'esplanade, mais vaste tout de même. À gauche, des bâtiments abritant la garde de service, l'administration centrale du camp et le secrétariat. À droite, des services d'intendance, les douches et comme le chuchotent quelques-uns de nos prédécesseurs, qui nous approchent facilement maintenant – car l'escorte armée nous a quitté à l'entrée – la chambre à gaz et le four crématoire.

Il n'y a plus, à notre vue, en dehors de ceux qui veillent dans les deux miradors, qu'un seul S. S. qui compte et recompte ces épaves qui viennent de lui être confiées. En attendant qu'on lui apporte le chiffre des morts relevés dans le convoi et au bord de la chaussée, afin qu'il puisse effectuer un total juste et cadré !

Les détenus qui sont là, autour de nous, sont, pour la plupart, des "kapos", ceux de nos codétenus qui ont accepté des responsabilités, et la plus redoutable entre toutes, celle de se substituer aux nazis à l'intérieur dans les fonctions d'encadrement et de répression. Ils se montrent d'emblée hautains, dédaigneux, méprisants, dans leurs costumes flambant neufs, rayés certes, à la verticale, de bleu et de blanc, mais propres et méticuleusement repassés jusqu'aux plis faits des pantalons. Drôle d'effet et incroyable ambiance. Autour d'eux, quelques détenus ordinaires, en uniformes aussi mais usagés, élimés et ravaudés à souhait. Ce sont eux qui nous

renseignent. Ils sont employés dans les services auxquels ont à faire les nouveaux arrivés.

Après quelques bonnes heures d'attente, rassemblés en colonne par cinq, nous sommes introduits par groupes d'une vingtaine dans un local d'accueil. Là, nous sommes dépouillés de tout, des fringues, – petite perte en vérité – de nos poils, tous, où qu'ils se trouvent, de la tête aux pieds. Nous sommes alors introduits dans une salle où, au plafond, sont accrochées des pommes de douche (il nous a été dit tout à l'heure qu'elles peuvent tout aussi bien distribuer de l'eau ou du gaz...). Ils nous ont expédié de l'eau, coulant à tous les degrés possibles. Mais enfin, cet instant est, de loin, le plus agréable de ce que j'ai connu depuis longtemps. Il me sort de cette espèce de léthargie qui ne m'a guère quittée depuis Compiègne.

Au sortir, l'on grimpe sur un tabouret et l'un de nos semblables nous passe, entre les jambes et sous les bras, un liquide anti-poux ; l'on s'y assoie et on nous trace, sur ce qui reste de cheveux tondus – à l'aide d'une lame de rasoir fixée sur un bâton – une raie d'identification. On nous lance, pour finir, une sorte de chemise, un caleçon long et une paire de plaquettes en bois.

Dans cet uniforme on ne peut plus rudimentaire par le froid intense qui règne en cette période, cette année-là, dans cette région d'Europe, nous sommes dirigés au travers d'un dédale de larges artères, entre les "blocks" peints en vert, jusqu'au bas du camp, où sont installées, entourées d'une rangée de fil de fers barbelés – petit camp dans le grand – les baraques dites de « quarantaine ».

Notre initiation au régime carcéral des "häftlinge", des "konzentration-lager" du III^e Reich – placés sous l'autorité du Führer et de son fidèle Himmler – commence immédiatement. Nous faisons, pour la première fois, connaissance avec le système hiérarchique, les mœurs et coutumes institués, les conditions d'hébergement et le régime alimentaire. Toutes choses qui se perpétuèrent à Gusen I

et Gusen II, y compris les sévices et les punitions infligées pour les fautes les plus minimes.

Je dirai seulement qu'ici, au camp-mère, la théorie des règlements était suivie au plus près dans la pratique, sans la moindre échappatoire possible. On nous apprit, sans ne nous rien dire, le « coucher de la sardine », les heures du couvre-feu et du lever, le rythme des repas, l'indigence extrême des rations, le " *lauskontroll*", le caractère omnipotent de la schlague (*der gummi*), et la portée universelle des quelques mots suffisants pour nos relations et obligations ultérieures : « *Los ! schnell ! arbeit, kaputt, kapo, kommen, hier, friserur* »⁹. Et c'est à peu près tout ! Des dizaines de milliers d'hommes, de trente pays différents, parlant quelque cinquante langues, allaient se satisfaire, pendant des mois et des années, de ce vocable limité, pour survivre... Ou mourir !

Notre dressage en quarantaine fut d'autant plus pénible que nous avions très froid ainsi, en chemises et caleçons, chassés que nous étions, dès le matin, de la baraque et obligés de piétiner, des heures et des heures durant, dans la petite cour enneigée, cernée par les barbelés. Nous marchions et sautions sans cesse, battant les bras et frappant nos poitrines. Nous nous regroupions parfois pour faire des mouvements ou simplement frotter nos dos respectifs.

Le soir, quand il nous était enfin permis de pénétrer dans les dortoirs, nous nous asseyions sur le bord du châlit du bas, autant que faire se pouvait, entre compatriotes et connaissances et nous échangeions nos impressions. Au début, cela allait à peu près bien, aussi longtemps que nous avons pu vivre sur les réserves qui étaient en nous. Mais la faim s'empara bientôt de tous, aggravée encore par l'oisiveté.

Des scènes pitoyables se déroulaient alors, auxquelles participaient, avec une sorte de délectation morbide, des gens très bien : des gueuletons imaginaires ! Il y avait là un avocat, un médecin, un fonctionnaire de rang élevé, même un militaire de haut grade. Des bourgeois qui, à l'extérieur étaient aisés, des petits bourgeois gâtés, de simples employés même et des paysans et des ouvriers complètement déboussolés. Ils avaient appartenu à des réseaux de résistance plus ou moins actifs ou bien avaient été pris dans des rafles pour avoir prononcé quelques phrases subversives ; peut-être avaient-ils seulement été dénoncés...

En tout cas, manifestement, ils ne savaient pas pourquoi ils étaient là, à mériter un châtiment pareil et surtout, ils n'étaient pas préparés à cette découverte terrible. Les camps de concentration d'Hitler, ils n'en n'avaient jamais entendu parler ! Alors, ils s'évadaient. En rêve. Ils « organisaient » des parties de pêche, des rendez-vous de chasse, des sorties à la campagne. Et ils bouffaient, commandaient à mi-voix les mets les plus fins et les plats les plus copieux. Ils choisissaient des vins célèbres. Et ils se pâmaient d'aise, sous les yeux affamés de leur entourage, qu'ils ne voyaient pas, à jamais perdus qu'ils étaient, déjà dans le vague.

Pendant ce temps, nous qui venions des prisons françaises, condamnés pour des activités antinazies bien réelles et parfaitement conscientes et raisonnées, nous nous réunissions pour débattre de la situation militaire et politique, selon les informations ou les bruits glanés ici et là. Nous organisions aussi des débats sur des questions idéologiques, philosophiques, historiques. Je me souviens notamment de la contribution de l'un des nôtres, un communiste, le professeur Jean Guillon, de Tours. Il avait entrepris et mena à bien de nous enseigner, soir après soir, les faits et les leçons de la Révolution Française...

⁹ *Los ! Schnell !* : Dégage ! Vite
Arbeit : travail — *Hier* : ici
Häftlinge : prisonnier — *Lager* : camp
Der gummi : la gomme, ce qui efface la punition

Le moral général des occupants de notre "stube"¹⁰, le climat d'ensemble, en vint à souffrir des incartades de nos « fêtards ». Il nous fallut intervenir pour que cela cesse rapidement. Nous dûmes même en venir jusqu'à gifler un ou deux récalcitrants qui persistaient à se « goinfrer » en public et se montraient agressifs et méchants...

Nous étions là depuis trois semaines environ ; nous avons reçu nos immatriculations, gravées sur des plaques d'étain et que nous avons fixées à nos poignets gauche avec du fil de fer. Les habits vinrent à leur tour. La tenue classique des bagnards du grand Reich en toile légère rayée de haut en bas de bleu et de blanc, une veste, un pantalon et un bonnet plat (la mütze)¹¹. Notre numéro et le fameux triangle de couleur distinctive fut cousu sur la veste à la hauteur du cœur. J'étais devenu le numéro 60635. Un triangle rouge à hauteur du cœur et la lettre F imprimée en noir signalaient ma qualité de politique et ma nation d'origine.

Nous étions prévenus, cela sentait le départ ! Nous eûmes un contact avec Pierre Daix qui, parlant l'allemand couramment, ainsi que plusieurs autres langues, avait été placé à la « *schreibstube* »¹² du camp. Il s'était efforcé de faire affecter à des fonctions internes et de maintenir sur place les éléments susceptibles de renforcer l'organisation clandestine internationale, au sein de laquelle Octave Rabaté représentait la France. Pour les autres, avec les deux camarades espagnol et allemand qui, depuis longtemps, occupaient des postes clés, il s'efforça de leur éviter les "kommandos" extérieurs les plus meurtriers. J'écopai de la destination la plus proche, Gusen I, à quelques kilomètres de là. D'autres partirent pour Melk, pour Linz, pour Passau, pour Ebensee. Certains allèrent beaucoup plus loin, jusqu'en Yougoslavie, près de

Liubljana, au "lager" de Lobel-Pass.

Mais avant notre départ, les S.S nous offrirent plusieurs spectacles de choix. Nous eûmes évidemment droit à un transport de pierres. Nous fîmes connaissance avec la trop célèbre carrière. À mon tour, alors que je gravissais, lourdement chargé, les quelques 200 marches, j'eus le triste privilège d'assister à un assassinat en règle, de la plus infernale cruauté. Les S. S qui nous escortaient et qui, depuis le début de notre remontée, fusillaient à bout portant et à tour de bras, tous ceux des nôtres qui flanchaient, ordonnèrent soudainement une halte et « pierres à terre ».

C'était inhabituel et ce qui advint l'était aussi, fort heureusement. La soldatesque s'était avisée que deux frères, deux tout jeunes garçons, des juifs, porteurs de l'étoffe jaune, s'entraidaient en cours de route. L'un était peu chargé, l'autre trop. Ils échangeaient leurs cailloux de temps à autres. Deux hommes à la tête de mort intervinrent pour faire cesser ce trafic. Nous étions vers la mi-pente de l'escalier monumental. Au-dessous, à pic, le gouffre béant de la carrière. Les jumeaux entendaient l'Allemand. Obéissant à l'ordre d'un S.S, on les vit s'empoigner et se battre. La vie, semble-t-il, avait été promise au vainqueur de ce fantastique pugilat. Ce fut long, terrible, haletant. Tous les deux tombèrent, enlacés, dans le vide...

Quelques instants après, nous défilions, harassés, fourbus, effarés encore, sur le promontoire devant l'entrée principale, où, debout dans une voiture décapotable, le commandant en chef, en grand uniforme, nous admirait en compagnie de sa femme et de ses enfants ! Je ne sais plus si c'est le même jour, en tout cas peu de temps avant ou après, tous les détenus de Mauthausen présents au camp central avaient été rassemblés sur le vaste

¹⁰ *Stube* : pièce, salle

¹¹ *Mütze* : casquette

¹² *Schreibstube* : salle de secrétariat

terre-plein de l'"*appelplatz*".¹³ Un orchestre tzigane jouait des airs gais et entraînants. Une potence avait été dressée et l'un des nôtres – un Russe me dit-on – fut hissé sur un escabeau. La corde lui fut passée. Deux de ses compatriotes furent sommés de le pendre en enlevant le piédestal improvisé. Un long frisson dans le silence absolu, s'empara de nos rangs.

Le moment de partir était venu. Inconsciemment, nous aspirions à changer d'air, sans savoir même précisément où nous irions, ignorant ce que l'on y trouverait. Sans doute pas mieux, probablement pire. Et pourtant, nous étions contents de quitter ce maudit lieu.

¹³ *Appelplatz* : place d'appel.

Chapitre neuf

Sauvé par les oies

(Mai-Juin 1944)

Le « transport » de Mauthausen à Gusen I ne m'a pas laissé un mauvais souvenir, tout au contraire. Échapper à l'enfer – c'est ainsi que l'on avait coutume de nommer les "blocks" de quarantaine du camp central – n'était pas pour nous déplaire. Vêtus de neuf, peu nombreux – une cinquantaine peut-être – encadrés par des vieux de la Wehrmacht, bonhommes quoi que le fusil braqué et des chiens à leur côté, nous avons apprécié et goûté cette petite marche, qui dura deux heures à peine, comme une véritable permission de détente. Nous ne savions pas encore ce qui nous attendait....

Le temps pour un quinze avril était, ici, sur les collines qui dominent le Danube, exceptionnellement beau. Les formalités d'accueil furent réduites au minimum – nous en sortions à peine –. Une fois comptés à l'entrée, puis recomptés sur l'"*appelplatz*", nous fûmes répartis, selon une logique qui m'échappe, dans différents "blocks". Pour ma part, j'échouai au premier étage d'un des deux grands bâtiments construits en dur au centre même du "lager". J'y trouvai place à grand-peine, sur un grabat rudimentaire, mais je n'eus à le partager qu'avec deux autres codétenus dont l'un était français et que je connaissais de longue date, depuis 1942 ! Cela facilita pas mal de choses.

Nous n'étions pas installés depuis dix minutes que nous reçûmes la visite d'un « ancien », en vérité un tout jeune compatriote, qui venait au nom de « l'organisation », nous donner des informations sur les us et coutumes de l'endroit. Il en ressortait que, contrairement à Mauthausen, les « politiques » allemands n'avaient ici que peu de responsabilités dans l'administration interne. Les postes y étaient essentiellement tenues par des triangles

verts, noirs et roses, respectivement : droits communs, asociaux, invertis. Peu de rouges, politiques, et encore, de ceux là, il fallait se méfier. Il y avait aussi, parmi les "kapos", à l'intérieur comme au travail, des "spaniens",¹⁴ mais il s'agissait pour la plupart de membres de la F.A.I., des anarchistes « *qui en veulent aux Français et, si vous êtes communistes, encore plus* ». Il semble que l'organisation clandestine du camp central de Mauthausen ait tout fait pour les éloigner et réussit à se débarrasser – au préjudice de la périphérie – de ces éléments hostiles au commun des détenus et servant avec zèle les instructions S.S. C'était peu dire : ils les devançaient et les aggravaient bien souvent !

Notre interlocuteur, expérimenté par quelques mois déjà passés dans ce lieu, nous indiqua qu'en raison de cette situation particulièrement difficile, il y avait tout avantage à se retrouver, le plus souvent et le plus possible entre Français, qu'il se tiendrait en contact avec nous et qu'il nous aiderait, « avec les autres », autant qu'il le pourrait. Je le reconduisis, seul, jusqu'à l'escalier, lui fis savoir brièvement qui j'étais, d'où je venais. À sa disposition...

Le lendemain, il me semble que ce devait être un dimanche, nous fûmes astreints aux corvées habituelles : "*friser, lauskontroll*"¹⁵ et transport de pierres ! Ah ces cailloux ! Il fallait aller les chercher loin, dans une carrière, par une sente qui n'en finissait pas de descendre quand nous étions délestés et de monter lorsque nous ployions sous le poids de la charge... Nous fîmes ainsi trois ou quatre va-et-vient. Nous étions plusieurs milliers à défiler comme des fourmis... Notre contribution allait

¹⁴ *Spanien* : espagnol

¹⁵ *Lauskontroll* : contrôle des poux

servir à améliorer et à agrandir notre propre enfermement. Vers les cinq heures de l'après-midi, éreintés et couverts de poussière, nous eûmes enfin quartier libre. J'en profitais pour m'asperger un peu dans les lavabos et, escorté par mon compagnon de lit (tous mes les efforts de mémoire ont été vains pour retrouver son nom), faire la connaissance des installations.

Elles étaient, d'évidence, beaucoup plus petites et plus rudimentaires que celles de Mauthausen. Elles comportaient cependant tout ce qui était nécessaire à l'exercice d'un rôle autonome. Elles comptaient même des fours crématoires.

Au cours de cette inspection prudente, nous fîmes soudain une surprenante découverte. Le marché ! Incroyable institution de l'univers concentrationnaire. À deux pas de l'"*appelplatz*", entre la baraque des douches et celle des W-C, un attroupement s'était formé ; plusieurs centaines de "*häftlinge*" grouillaient et se déplaçaient, incessamment, dans cette espèce d'avenue. La plupart d'entre eux, les mains jointes à hauteur de la poitrine, comme s'ils priaient, dissimulaient quelque objet précieux qu'ils offraient à l'échange, au troc. Nous regardions, effarés, ce spectacle insolite et, comme nous n'avions absolument rien d'autre que notre peau, nos os et nos hardes, nous cherchions à comprendre ce qui se passait. Ce fut vite fait.

Nous constatâmes que tout se vendait. La maigre ration de pain, la tranche de saucisson rarement distribuée, la veste volée à un autre détenu et qu'il lui fallait absolument remplacer, du fil, des boutons, un morceau de journal récent... N'importe quoi ! Mais il y avait là, comme partout alors, un étalon universel, convertible à souhait : la cigarette ! Qui en possédait était riche, en cet endroit, autant que s'il disposait d'une pièce, d'un lingot ou d'un morceau d'or. Et certains exhibaient, écartant leurs deux pouces, les précieuses tiges recouvertes en papier, une demie, une, deux, cinq, rarement plus ! Comment les avaient-ils obtenues ? Personne ne le savait au juste. Auprès des S.S. ? Il leur arrivait, paraît-il, sur cet espace même, illégal

cependant, de passer et d'y jeter, à la ronde, un demi-paquet. Ils savaient, ce faisant, attiser ce commerce cynique et sinistre où des détenus parfois, trop souvent, venaient satisfaire leurs vices au prix de leur ration quotidienne ! Ceux qui s'adonnaient à ce jeu là étaient, ou bien inconscients ou bien volontaires à une mort certaine et à bref délai. Je dois à la vérité de dire, et sans aucun chauvinisme qu'il n'y avait pas de Français parmi les participants à ce trafic mortel. Non ! Il y avait surtout des Polonais et des Russes, des Yougoslaves aussi, quelques Italiens...

Nous fîmes également, ce soir-là, une autre découverte étrange. Le bordel ! Il y en avait un, en effet, à l'intérieur, tout près de l'administration et de l'entrée principale. Nous tournâmes autour et nous aperçûmes quelques femmes par l'une des fenêtres de leur baraque spéciale. L'une d'entre elles se montra même et nous sourit quand elle vint donner des graines à des oiseaux, qui piaillaient dans leur cage fixée à un volet. Il paraît que ces dames étaient des détenues « volontaires ». Leur clientèle : des S.S. parfois, mais surtout les "*kapos*" et les autres auxiliaires maléfaisants de l'appareil de répression.

On m'a dit que des détenus ordinaires recevaient quelquefois aussi à l'usine, pour bonne conduite ou service rendu, des sortes de bons de saillies, à consommer dans ce quartier réservé. Je n'en ai, certes, jamais vu la couleur, et, quand bien même, qu'aurais-je pu en faire ? Depuis bien longtemps, toutes nos pensées étaient accaparées par le présent et le plus immédiat. Rien à vivre et tout pour survivre. Le passé, les heures les plus belles comme les êtres les plus chers, avaient comme disparu. En tout cas, ils étaient profondément enfouis et insaisissables pour nos mémoires.

« L'organisation » dont avait fait état notre hôte d'accueil, jouera un rôle décisif dans ce comportement raisonnable des Français. Présente dans chaque "*stube*", dans chaque "*block*", elle agissait, invisible, sans que personne ne soupçonne un centre, une direction, qui existait bel et bien cependant. Tous nos compatriotes en étaient membres, sans toujours s'en rendre compte,

par le fait même qu'ils recevaient indications et informations venues, ils ne savaient d'où, mais les aidaient à mieux vivre. L'ordre moral était entretenu par la moindre nouvelle du front et de France, par les renseignements diffusés dès que connus, sur les modifications à attendre dans le camp, sur le comportement de l'encadrement, sur les agissements de tel ou tel "kapo".

Chacun était mis constamment en garde contre les dangers ; le « marché » en était un de première importance quoique insidieux ! Mais il était aussi sollicité pour apporter sa contribution à la solidarité. Peu de choses ! Un petit morceau de son pain, une fois ou deux par semaine ! Énorme sacrifice, lorsque l'on sait la maigre ration sur laquelle le prélèvement s'effectuait.

Les dons suivaient les mêmes méandres que les informations. Ils aboutissaient aux mêmes centralisateurs qui les « dispatchaient » immédiatement au profit de ceux des nôtres – il suffisait qu'ils soient Français sans plus – dont la santé, aux yeux de tous, chancelait. Et Dieu sait que les mieux portants constituaient de vigilants médecins collectifs. Mon ami Frébault, Louis, un camarade qui, avec Marcel Paul, partageait ma cellule à la prison de Blois, était, depuis son arrivée, qui avait précédé la mienne de quelques semaines, en liaison au sommet avec ladite organisation préexistante. J'assumais bientôt le contact avec plusieurs "blocks", au même titre que ce jeune homme qui m'initia dès le début...

Le lundi matin, à 4 heures 30 : Debout ! Rassemblement dans le dortoir. En guise de café, de l'eau noircie ; toilette à l'extérieur, au pas de course, retour de même. Rassemblement encore et, en avant marche, vers un rassemblement toujours, mais général cette fois. « *Antreten zu fünf* ». (Rassemblement par cinq) sur l'immense place d'appel. Longue attente, attente interminable. À la mi-avril, passe encore !... À l'appel individuel, numérogique, pour la formation de chaque "abeitskommando", nous sommes tous très attentifs. Je dois personnellement me déplacer dès lors que

retentira le son suivant : « *Sechzig tausend sechs hundert fünf und dreizig* » (60635), le numéro matricule dont j'ai été doté lors de mon arrivée à la citadelle de Mauthausen...

Je me joins aux détenus dont les numéros ont précédé. Un "kapo" passe et repasse, compte et recompte les rangs de sa colonne... Elle s'ébranle enfin, sort de l'enceinte du camp, par en bas, du côté opposé à l'entrée principale. Nous sommes tout de suite en vue d'un grand bâtiment, sorte de long hangar tel que l'on peut en voir sur un terrain d'aviation. Et pour cause ! Dès le portail franchi, s'impose une évidence, nous sommes dans un atelier de montage d'avions.

Le plus grand nombre de mes compagnons, dès l'ordre donné, s'égaillent et gagnent le poste de travail auquel ils sont habitués. Les nouveaux venus qui m'entourent – nous sommes une dizaine – sont bientôt pris en charge par un Allemand en veste de travail mais pantalon civil. Homme soigné, distingué, portant lunettes à monture d'écailles : « *Kommen sie hier !* ». Il nous conduit par de longues allées, bordées de chaque côté par des quais surhaussés sur lesquels reposent des éléments de carlingues et des ailes d'avion ! Ils nous affectent les uns après les autres, à des postes dépourvus en effectifs. J'échoue auprès de trois de mes congénères. Deux travaillent déjà.

Je comprends tout de suite, à les voir, ce qu'il y a à faire. Le troisième homme m'attend manifestement : « *Du Franzose ?* », dit-il, plein de mépris. Son triangle rouge porte le signe « S.U. », Soviet-Union, un jeune Russe fait prisonnier sur le front et envoyé ici par mesure disciplinaire. Il me colle dans les mains un tas à mater. Je connais, j'en ai usé dans ma jeunesse, et il se saisit, lui, d'un pistolet à air comprimé. Il s'étonne de n'avoir pas à m'expliquer, tout comme le "meister" allemand qui radine à ce moment-là. Je suis déjà en place et j'attends. Cela me rappelle le temps, si loin déjà, où j'avais affaire, sur les navires, à des rivets, des pistolets et des tas d'une toute autre dimension.

Le "meister" est content, mon Russe également. Mon incorporation a lieu dans les meilleures conditions. Le premier pousse à produire – il doit être aux pièces – les cinq ou six équipes de quatre hommes dont il a la charge. Le second se donne des airs, quand le premier est là ! Il me houspille comme on le fait à un bleu, mais, l'Allemand parti, il ralentit la cadence... Nous ne tardons pas à nous mettre d'accord sur le rythme. Encore plus lents, et le "meister" meurt de suite !

Pendant des semaines, du lundi matin au samedi soir, je travaille là, sans histoire et sans problèmes. Notre civil allemand, en réalité un grand Autrichien, la soixantaine au moins, dégingandé, portant bleu de travail et casquette typique des chasseurs alpins ne paraît pas, en définitive, spécialement soucieux de la productivité. Il s'est inquiété, dans un échange « petit nègre », des raisons de mon arrestation : « *Politische Tätigkeit* » (activité politique) et dès lors, il m'a laissé une paix totale. Mon équipier russe, avec son éternel "karacho" se satisfait autant de ma présence que moi de la sienne. Sans plus...

Mon affectation à cet atelier, propriété de la firme Heinkel, eut cet avantage de me voir compter au nombre des travailleurs du "rüstung" (l'armement) et, à ce titre, de bénéficier d'une mesure ponctuelle, dictée je ne sais par qui – les firmes sans doute, soucieuses de conserver une main d'œuvre en état de fonctionner – appliquée à cette époque et qui coïncida avec une visite d'inspection que fit à Gusen I, Himmler en personne.

Cela nous valut du reste, le spectacle grandiose d'un énorme déploiement de force des S.S. Mais l'intérêt pour nous était ailleurs. Les détenus du "rüstung" furent rassemblés dans des baraques à part, absolument semblables à toutes les autres, mais dans lesquelles chaque châlit ne comportait que trois hommes au lieu de quatre. L'avantage vint surtout de l'amélioration subite de la nourriture : une demi-boule de pain (au lieu du quart ou du sixième habituel), une soupe plus épaisse et contenant parfois quelques menus morceaux de « bidoche ». Enfin, les

dimanches, de la marmelade mélangée à une sorte de fromage blanc ! Et même une petite brioche ronde !...

Hélas, pour moi, ces bienfaits furent de courte durée. Aux environs du 20 mai, je fus pris d'un malaise, alors même que se terminait la journée d'atelier. Rentré au camp à grand peine, je fus atteint de vomissements et de diarrhée. Toute la nuit qui suivit, je n'en finis pas de me précipiter aux latrines. Au matin, je n'en pouvais mais, une fièvre de cheval me clouait à la paillasse, incapable de bouger et sans la moindre volonté.

Par bonheur, j'avais, quelques semaines plus tôt, le premier mai exactement, fait la connaissance d'un médecin français attaché au "revier"¹⁶ et qui jouait un rôle important dans l'organisation. Il m'avait été présenté par Louis Frébault à l'occasion de la venue à Gusen I – je ne sais sous quel prétexte lié à la prochaine visite de Himmler – d'un "kommando" mobile de Mauthausen d'une dizaine d'hommes parmi lesquels Octave Rabaté et Frédéric Ricol (ce dernier que je connaissais bien depuis notre commune incarcération à la centrale de Blois) qui avaient été mandatés par le Comité international clandestin. Quand ils repartirent, le soir même, mes relations avec l'organisation et ma connaissance de ses rouages s'en étaient renforcées.

Cette circonstance allait me sauver. Le docteur, alerté, je ne sais par qui ni comment, n'eut aucune peine à me faire transporter et admettre à l'hôpital. Ma qualité de "rüstung" me valait du reste une sorte de priorité de fait. Je restai dans cet asile et dans la plus totale inconscience jusqu'au 16 juin. Je m'en souviens avec exactitude car c'est ce jour-là seulement – 10 jours après, pensais-je avec étonnement – que j'ai appris la nouvelle du débarquement le 6 juin 1944, des forces alliées en Normandie.

Entre temps, en dehors d'une scène brève qui me reste fidèle en mémoire encore aujourd'hui, à 45 ans de distance, j'ai

¹⁶ Revier : hôpital

tout oublié. Mais quelle scène ! Le grand docteur français penché vers moi, sa blouse blanche ; autour de ma tête un drap à petits carreaux blancs et bleus. Et cette voix parlant français : « *Lève -toi, vite, vite, courage, un effort, lève-toi et marche... Appuie-toi à moi mais marche, marche, marche...* »

Me voici devant un S.S., un jeune, grand et bel S. S. Casquette plate sur la tête. La blouse entrouverte, la tête de mort et les trois rectangles blancs bien visibles au revers du col de sa veste. Il sourit : « *Toi ! Français, tu vas mourir... La piqûre ! En cinq minutes, kaput* ». On lui passe une seringue. Il me pique, je ne sais où, dans la poitrine, je crois... Je retourne vers mon lit, je ne sais comment. Je sais seulement que la mort est là, qu'elle va venir... Je retombe dans une complète inconscience.

Il semble que j'ai souffert du typhus. Le médecin français m'a soigné avec dévouement et par tous les moyens à sa disposition. L'intervention du S.S. – qui seul détenait les médicaments appropriés et efficaces – bien qu'assortie d'une macabre plaisanterie, fut décisive et sollicitée par mon ami. Ce dernier va me dire bientôt l'obligation dans laquelle il était de me faire sortir du "revier". D'autres malades attendaient ; mais il va essayer, pour me retaper, de m'envoyer chez les « oies ».

Les « oies », ineffable engeance des nazis. Là où ils faisaient mourir et tuer des

centaines et des centaines d'hommes, par la faim, les coups, l'assassinat, tout à côté, près du "revier", ils avaient aussi une institution spéciale destinée à rétablir les malades guéris, à les remettre sur pied, à les engraisser. Les « oies », comme on les nommait dans notre entourage, étaient choisies et désignées par les S. S. ou leurs sbires de l'administration interne. Tout à la fois champ d'expérience – combien de temps fallait-il à un squelette, en moyenne, pour redevenir un homme ? – Et instrument d'intendance au profit de la main-d'œuvre nécessaire au "rustung", cette abominable création allait me sauver. J'y fus, en effet, admis et y restais jusqu'aux environs du 10 ou 11 juillet 1944. J'en sortis, bien requinqué, prêt à servir – aussi peu que possible – les objectifs industriels et guerriers de la firme Heinkel.

Cependant, les circonstances en décidèrent autrement. Renvoyé à ma baraque antérieure, j'y appris par le secrétaire, que ma réaffectation au "kommando" du "rustung" n'était pas envisagée. De fait, en ce mémorable jour du 14 juillet, je répondais à l'appel de mon numéro matricule, prenais rang aux côtés de huit autres détenus – tous des Russes – sous les ordres d'un "kapo", un Polonais, petit et gros. Direction : Gusen II. Mauthausen et Gusen I étaient, disait-on – et on le croyait vraiment – des succursales de l'enfer. Notre nouvelle destination allait se révéler comme la pire malédiction de Satan.

Chapitre Dix

Cauchemars

(14 Juillet-Octobre 1944)

Le 14 juillet 1944, un vendredi, à peine sortie du "revier", plus exactement des « oies », son annexe d'engraissement, je fus donc appelé au secrétariat du camp de Gusen I. Là, me fut signifiée une nouvelle affectation. J'allais être transféré à quelques kilomètres de distance, à Gusen II, un camp secondaire en cours d'installation.

Quelques instants plus tard, j'étais en route au sein d'un petit groupe de détenus, une dizaine, encadré par deux S.S., le fusil en mains. Nous avons été habillés de neuf : vestes et pantalons rayés verticalement en bleu et blanc, un béret de même facture, plat et rond ! Aux pieds, les sandales de toujours – morceaux de bois et fil de fer –, des chiffons propres en guise de chaussettes. Nous avons également reçu notre ration de pain et absorbé, avant de partir, une soupe sucrée, excellente par exception et qui paraissait contenir du lait et du riz. Sans doute voulait on que l'on garde un bon souvenir de ce lieu « béni » ! Il est vrai que par rapport à ce que nous allions découvrir, c'était plutôt le « Paradis ».

Le « transport », – c'est ainsi que l'on nommait les déplacements – dura peu, une demi-heure, trois quarts d'heure peut-être. Et nous voilà brusquement projetés dans un endroit de désolation : un vaste chantier, entouré de fils de fer barbelés à une hauteur de plus de deux mètres, soutenus par des troncs d'arbres dépecés, fichés en terre à la verticale, profondément et espacés, chacun, de trois à quatre mètres. De part en part, des croisillons de même bois assuraient la solidité et la rigidité de l'enceinte qui courait à perte de vue, formant un quadrilatère qui nous parut immense. L'entrée était encore provisoire et flanquée, de chaque côté, de miradors très élevés. Dans une guérite multicolore, à l'extérieur, se tenait un S.S. Deux de ses semblables

étaient perchés sur chaque tour de contrôle et commandaient à des mitrailleuses braquées sur deux ou trois baraques longues et basses, peintes d'un marron si foncé qu'il en paraissait noir...

Les deux militaires de l'escorte échangèrent quelques mots avec le portier qui s'empara alors d'un téléphone. Après une longue attente, deux personnages nous apparurent. En premier, l'un qui venait de l'intérieur, habillé avec élégance et recherche : costume sombre, bleu marine de haut en bas, chaussé de bottines étincelantes et coiffé d'une sorte de casquette marine, mais sans visière. C'est seulement lorsqu'il se retourna que nous aperçûmes sur son dos, un rectangle d'étoffe rayée aux couleurs des "häftlinge". Nous étions en présence du "lagerältester". Le deuxième homme de l'extérieur, en provenance d'un groupe de bâtiments peints de vert sombre que l'on distinguait un peu en retrait. C'était un officier S.S. rutilant, jeune encore, le port fier et arrogant : le "lagerführer". Les papiers furent examinés et vérifiés et nous entrâmes alors.

Ayant franchi la clôture principale, et après avoir parcouru une dizaine de mètres, nous nous heurtâmes à une autre rangée de barbelés, moins haute, plus désordonnée, mais encerclant totalement chacune des baraques. Un détenu, muni lui aussi d'une veste civile, mais portant le pantalon bariolé, le chef de "block", nous fit ouvrir le passage par deux détenus. Ils n'eurent, pour ce faire, qu'à déplacer d'imposants rouleaux de grillage gisant à même le sol... Il sautait aux yeux que nous « tombions » dans des installations provisoires, en leur début, mais en pleine évolution... Emmenés à l'intérieur d'un des deux vastes dortoirs de la baraque et maintenant pris en charge par le maître de l'endroit, un Allemand sec, rabougri, au visage haineux, portant sur sa veste le

triangle noir des « asociaux ». Un premier ordre nous fut donné : « *Tous à poil !* ».

Tous les habits que nous portions furent immédiatement raflés par les deux ou trois jeunes sbires du "*kapo*". Ils nous jetèrent, à la place, des oripeaux sordides, vieux, rafistolés, dépareillés. Seul le linge, chemise et caleçon et les godasses, bien sûr, nous furent restitués. Après quoi, nous fûmes conduits à nos châlits – un pour quatre – bien alignés sur deux rangées et trois étages, puis invités à rejoindre un groupe de détenus qui, à l'extérieur, s'affairaient au montage de bâtiments supplémentaires.

Nouveaux arrivants, nous nous insérâmes comme nous le pûmes au sein des équipes de travail. Mes premières impressions furent toutes de désolation. Les hommes que nous venions de rejoindre – ils étaient plusieurs centaines, répartis autour des monticules de planches et de madriers qui jonchaient le sol – étaient tous maigres, beaucoup plus encore que nous ne l'étions, couverts de haillons et sales. Malgré les prélèvements qui nous avaient été faits, nous étions, par comparaison, élégants. Nous ne tardâmes pas à comprendre la situation qui s'offrait à nous.

Cette installation carcérale n'avait été décidée que récemment comme une excroissance du camp de Gusen I et comme conséquence du percement, sous Kristallberg (la montagne de cristal), une montagnette, à l'orée du village autrichien de St-Georgen, d'une usine d'aviation souterraine. Le nombre de détenus croissait, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Les vagues successives durent d'abord construire les bâtiments et leur hébergement, les aménager, les placer sous sécurité par la mise en place du réseau de barbelés et des miradors. Par la suite, les forces nouvelles furent réparties entre les tâches internes du camp et les travaux de l'usine, ces dernières prenant progressivement le pas. Nous n'étions que quelques centaines en ce 14 juillet 1944. Nous allions être, avant la fin de l'année, quelque 12 000 en permanence, les morts et disparus étant sans cesse compensés par des fournées nouvelles...

Mais cet agrandissement rapide de Gusen II se fit, en quelque sorte, en dehors de moi et de mes neuf compagnons "*electriker*". Nous ne fûmes utilisés à cette intendance que le samedi 15. Le dimanche suivant, après les corvées habituelles, la douche, l'épouillage, le passage sous la tondeuse et la réfection de la raie au rasoir, large de trois centimètres – que nous devions porter du milieu du front à la nuque – nous fûmes dispensés de travail. Pour ma part, je mis à profit ce court répit pour tenter de prendre contact avec les quelques Français qui pouvaient se trouver là dans les deux bâtiments déjà érigés. Je n'en rencontrai que très peu, et aucun avec qui je pus garder le contact par la suite. Mais il y avait des hommes de toutes les nationalités.

J'allais rapidement faire leur connaissance et être en mesure de juger de la mauvaise opinion que la plupart portaient sur la France et les Français. Des Espagnols, dont beaucoup occupaient les postes de "*kapos*" et des fonctions d'encadrement (douches, lingerie, magasins...). Ils étaient, pour la plupart, d'anciens membres de la F.A.I. (Fédération anarchiste internationale), anticommunistes comme il se doit (j'ai eu maints exemples par la suite) et vouant aux Français une haine acquise à Argelès ou dans les autres camps où nos gouvernements les avaient jetés en 1939, avant de les livrer aux nazis en 1940. Beaucoup de Russes ou plus exactement des citoyens soviétiques venus de diverses républiques. Ils nous toléraient, sans plus, mais accusaient notre pays de responsabilités dans la guerre. Des Tchèques, qui ne voyaient en nous que des traîtres à leur propre pays. Des Polonais, avant tout nationalistes, qui auraient volontiers été nazis pour autant qu'Hitler eut été leur compatriote. Ils nous détestaient. Des Allemands, bien sûr, souvent porteurs du sentiment général de leur peuple, à cette époque, à notre égard... Des Yougoslaves, des Roumains, des Hongrois, des Hollandais, des Belges, des Italiens... qui n'avaient guère de raison de nous vouloir du bien. Et puis les Juifs, groupés à part, plus maltraités et malmenés que nous et qui ne nous précédaient que de peu dans le mépris d'ensemble...

C'est en me déplaçant dans les multiples artères de l'usine, dès le 17 juillet, que je pris conscience de cet isolement dans lequel il faudrait vivre. De fait, en ce lundi, sur pied dès quatre heures et les formalités quotidiennes accomplies, nous étions conduits, le jour naissant à peine, sur un embarcadère près duquel nous attendait un train.

Embarqués comme du bétail, au milieu de milliers d'autres détenus, déchargés pêle-mêle une dizaine de kilomètres plus loin, nous allions – les dix membres du "kommando" auquel j'étais affecté – faire la connaissance de l'Usine. Après la traversée du chemin creux qui conduisait au village de St-Georgen, notre "kapo" nous fit sortir des rangs à la hauteur d'un atelier, dans une petite cour en bordure de ce qui était devenu une route.

Un "meister", un civil allemand d'immense taille, – le représentant de la firme A.E.G. – donna ses instructions. Nous nous attelâmes à trois – deux de côté et un derrière – à d'énormes bobines sur lesquelles étaient enroulés des câbles électriques de gros calibre. Nous en roulâmes ainsi trois sur quelques centaines de mètres jusqu'à l'entrée d'un souterrain ouvert, au pied d'une colline qui tombait quasiment à pic sur un large espace, en plein coeur de la petite localité. Devant nous, s'ouvrait un tunnel d'imposantes dimensions. Cette voûte, entièrement bétonnée – d'une hauteur à son sommet d'au moins huit mètres – me rappelait, quoique le ciment ait été brut et nu, une gare du métro parisien telle que j'en gardais le souvenir après la découverte que j'en avais faite quelques années plus tôt. Elle s'étendait sur plusieurs centaines de mètres. Il s'agissait du fameux "stollen A" (galerie A) de la future usine Messerschmidt...

Notre mission consistait à fixer au mur les câbles d'alimentation électrique des futures machines-outils et de les conduire jusqu'à la centrale. Cette dernière était déjà en place, en plein centre du tunnel, mais dans une excavation spécialement aménagée, en retrait de l'œuvre principale. Par la suite, nous eûmes tout loisir de suivre les percements au fur et à mesure de leur

avancement... "stollen B", "stollen C", "stollen D". À la fin de l'année, nous en étions déjà, je crois, à la lettre G dans le baptême des galeries nouvelles, successivement percées, coffrées, bétonnées puis aménagées pour contribuer, chacune à leur tour, à produire enfin des corps entiers des redoutables avions Messerschmidt... Il ne restait plus guère qu'à les transporter à Munich où ils étaient dotés des moteurs rodés et de leurs équipages entraînés, prêts à foncer, dès lors, sur les villes d'Angleterre, de France ou d'Union Soviétique...

En attendant, notre équipe d'"elektriker", les Stepan, Andreï, Marcel, Anton... (J'ai oublié quelques-uns des prénoms depuis longtemps – et je n'ai jamais connu leurs noms, hormis celui de Nikitine –) s'affairait aussi calmement et lentement que possible à suivre la progression du béton... Nous nous trouvâmes pourtant en avance, alors A.E.G. nous « prêta », en attendant, à quelques entreprises du bâtiment – ses clients – qui nous utilisaient pour assurer l'éclairage des coffrages et autres échafaudages. Nous avions beaucoup de temps de libre et nous nous organisâmes en conséquence, tout en donnant autour de nous – aux autres "kapos" et au "meister" allemands – l'impression d'une surcharge d'occupation.

Pour ma part, je marchais sans cesse, d'un tunnel à l'autre, allant des parties bétonnées aux chantiers de coffrages ou de percements, partout où les haveuses, les bétonneuses et les pompes refoulantes étaient branchées, en fonctionnement, et qu'elles ne demandaient plus aucune intervention. Je sortais au moins une fois le matin et plus souvent encore l'après-midi, sous prétexte de ravitaillement en matériel, à l'air libre, jusqu'à l'atelier d'affectation. Je replongeais dans les ténèbres et allais à la recherche des Français disséminés sur les divers chantiers ou ateliers pour leur apporter ce que j'avais pu glaner, ici ou là, comme nouvelles des divers fronts, plus tard, pour leur distribuer les maigres rations de la solidarité, pour leur apporter ou recevoir quelques encouragements au moral. Mais j'avais plaisir, surtout, à seulement parler dans ma langue, noyé

éperdu que j'étais au milieu de mes camarades russes et du petit gros, mon "kapo" polonais...

Cet isolement dura bien quelques mois, jusque vers octobre, jusqu'au moment où je nouais enfin contact avec trois prisonniers français, devenus civils. Jusque là, je dus me débrouiller seul, risquant à tout moment d'être découvert et démasqué dans une oisiveté et une déambulation que rien ne motivait ni ne justifiait. Le "kapo" tolérait mes agissements, les facilitait même, mais je savais qu'en cas d'incident, il me laisserait tomber, purement et simplement. Je devais absolument éviter de me faire prendre. Et pourtant...

Certains jours, je m'étais éloigné – recherchant le calme réparateur – dans une galerie tout récemment creusée, tout juste éclairée par quelques ampoules blafardes, branchées de loin en loin sur une ligne provisoire posée à même la terre nue des parois. J'étais seul. Le silence absolu contrastait avec le bruit infernal qui régnait généralement dans les lieux d'activité. Soudain, j'entrevis tout au début de cet endroit que je venais de parcourir lentement, longuement, et alors qu'ayant atteint le bout, je m'en revenais à peine, du même pas, j'entrevis une ombre qui avançait dans ma direction. Lorsqu'elle parvint à la hauteur d'une des lampes, elle se révéla être les corps de trois hommes.

Nous fûmes bientôt à la même hauteur et la découverte que je fis me frappa de stupeur. Je me trouvais en présence de l'"arbeit führer", un lieutenant colonel S.S., et de l'"arbeit oberkapo", un Espagnol nommé Asturias. Le troisième homme, qu'ils entouraient, était un "häftling" anonyme, tout comme moi. Je connaissais bien les deux premiers. Comme tout le monde ici. Ils commandaient en chef, tous les matins, dès notre sortie du camp. Leur réputation de dureté, de sauvagerie, de férocité, bien établie, n'était pas surfaite. Je m'attendais au pire...

Asturias, qui parlait le français avec un fort accent, me demanda ce que je faisais là,

seul, loin de toute activité. Il traduisit ma réponse, dans son allemand petit nègre, au S.S. qui parut s'en satisfaire à en juger par sa mimique. J'avais tout simplement invoqué une mission de contrôle de l'éclairage, à la veille de travaux qui devaient bientôt commencer. Je n'en savais évidemment rien et personne ne m'avait commandé quoi que ce soit. Asturias me demanda alors si je savais trouver une échelle. Je lui indiquai. Il partit, en compagnie de l'autre détenu, me laissant seul avec l'officier S.S. qui, nerveusement, arpentait le sol en rapides allers et retours, marmonnant je-ne-sais-quoi et frappant de sa cravache – peut-être une simple baguette – ses bottes scintillantes.

Je ne savais quelle attitude prendre. J'étais terrifié par cette présence insolite. Les deux autres revinrent bientôt, le détenu portant l'outil recherché. J'étais comme soulagé. Hélas ! Nous partîmes tous quatre vers le fond de la galerie. « *Gib'mir draht!* », dit le S.S. en s'adressant à moi. « *Donne du fil* », traduisit l'Espagnol. Je lui tendis le rouleau que je portais comme d'habitude, en guise de camouflage, enroulée autour de mon bras gauche. L'échelle fut posée le long de la paroi, le fil attaché en forme de noeud coulant. Les deux chefs y pendirent, sans prononcer un seul mot, l'homme qui, comme moi, portait la tenue rayée. « *Toi fous le camp! Vite, ferme ta gueule, tu entends!* » me cria l'Espagnol. Je m'éloignais le plus vite que je pus, atterré, tremblant... Loin déjà du sinistre endroit, je me surprénais murmurant : « *Ah! Nom de Dieu! Nom de Dieu!* » Infiniment.

Ayant rejoint mes camarades d'équipe, je leur racontai, bien sûr, le cauchemar que je venais de vivre. Ils me demandèrent des précisions. Quelle était la victime, quel était son âge, sa nationalité ? J'avouais n'en rien savoir. À ma grande honte, je n'avais pas même relevé la lettre, ni la couleur du triangle, pas même le numéro fixé sur le côté gauche de la veste – comme nous en portions tous – indicateurs de ses origines et des motifs de son incarcération. Ils ne m'en voulaient pas. Mais ce manquement, je ne me le pardonnai pas...

Quelques mois plus tard, j'eus encore une fois affaire aux mêmes personnages – le S.S. et l'Espagnol – dans des circonstances qui faillirent bien, cette fois, m'être fatales. Je circulais moins souvent, car cela m'était devenu trop fatigant. Mes forces s'affaiblissaient de jour en jour et il devenait dangereux d'être rencontré trop fréquemment dans les galeries, qui étaient maintenant de véritables ateliers. Des parties de l'usine étaient d'ailleurs interdites et seuls pouvaient y pénétrer les détenus porteurs de signes distinctifs. Le subterfuge des "électriker", ici ne prenait guère ; en tout cas, je ne pouvais pas le dévoyer et le réservais pour maintenir les contacts nécessaires.

Je mis au point, avec un jeune Italien, d'origine sarde, dont la famille était, m'assurait-il, de bonne noblesse et antifasciste, une tactique nouvelle susceptible de nous protéger et surtout de nous reposer. Je l'avais connu dans un coffrage, entre les bois de soutènement et la terre du plafond, dans un tunnel en cours de finition. Il effectuait la pose de l'armature en ferraille. J'allongeais les lignes d'éclairage. Nous avions convenu de nous relier dans le guet et la surveillance afin que nous puissions dormir, dans cette cachette idéale, de deux à trois heures chaque jour, l'un le matin, l'autre après la pause-repas. Tout alla bien pendant plusieurs semaines puis un matin, ce fut le grain de sable...

Je me réveillais en sursaut. J'étais perché là-haut depuis un long moment. Je n'entendais plus le moindre bruit au-dessous de moi, alors que normalement s'y manifestaient les multiples travailleurs en action, armés de pelles, de pioches et, de ci de là, de marteaux-piqueurs. Je sautais

rapidement en bas. Et il n'y avait plus âme qui vive. Pas plus celle de l'Italien que d'autre. Il avait dû se passer quelque chose. Je me précipitais vers la sortie du "stollen A", là où se pratiquait le travail en trois-huit, et j'appris qu'il était près de midi et demi.

Depuis trois quarts d'heure, j'aurais dû me retrouver à l'extérieur, au faite de la colline, parmi mes équipiers et les centaines d'autres détenus, groupés par "kommandos" et qui travaillaient le matin et le soir – deux fois cinq heures – avec cette interruption d'une heure. J'aurais dû être là, doté d'une gamelle rouge et plate, avalant la faible pitance, fadasse et tiède, que l'on nous servait pour ration...

J'aurais dû être compté au nombre des présents par l'officier S.S. et son compère Asturias. Ou bien plutôt absent, je devais manquer et être recherché déjà comme l'auteur d'une incroyable évasion... J'aurais dû... Je pensais à tout cela en grimpant le flanc du monticule. Je ruminais ma malchance, la trahison de l'Italien ; j'imaginai tous les malheurs qui m'attendaient...

Le "kapo", mon petit gros Polonais, me vit venir de loin ; il m'attendait et me fit dire par Andreï Nikitine, l'excuse qu'il avait donnée à ses supérieurs, car, à leurs yeux, il était responsable de mon absence. J'avais été retenu par un "meister" pour dépanner je ne sais quelle machine... En récompense, Asturias me fit donner une double ration.

Mon Italien était mort ! Il avait été dénoncé ou reconnu comme juif. Il s'en était caché. On était venu le chercher sur le coup de onze heures, d'ordre du S.S. Il avait été battu à mort.

Chapitre Onze

Eclaircie

(Octobre 1944 – Avril 1944)

Une journée ordinaire, à Gusen II, se partageait en deux parties bien distinctes. La nuit, qui commençait aussitôt la porte du camp franchie. La nuit, quelle que fut l'heure. Et le jour, proprement dit, que nous passions sous terre à l'usine. Derrière les barbelés, les murs d'enceinte et les miradors, les S.S. nous laissaient à notre sort, ou plutôt, ils le remettaient entre les mains de leurs hommes de confiance à qui avait été attribué le terme générique de "kapos". Mais, à l'exemple de leurs unités militaires et répressives, ils avaient imaginé et mis en place toute une hiérarchie. Au sommet : le "lageältester", le détenu chef du camp, qui correspondait au "lagerführer", le chef S.S. du camp. Le dit "ältester" était assisté d'un "oberschreiber", qui régnait lui-même sur la "schreibstube", l'administration du camp.

Chaque baraque avait aussi ses différents échelons de "kapos" responsables : le "budeältester", chef de baraque, qui commandait à deux "stubenältester", chefs de dortoir, assistés chacun d'un secrétaire à tous usages. Le plus souvent, quelques amis choisis à leur convenance les aidaient à exécuter les tâches les plus viles, y compris les tortures et les meurtres quand le courage, pour ce faire, leur manquait. Et ainsi de suite dans les divers compartiments du lieu de détention : cuisines, buanderies, magasins, services de maintenance et d'entretien, laverie, douches et fours crématoires. Partout des "kapos", des "ober" et des "unter"...

Cet encadrement diabolique avait le droit de vie et de mort sur chacun de nous. Ses membres, véritable caste intérieure, n'avaient de compte à rendre qu'aux chefs S.S. qui s'adonnaient à l'appel général – au comptage –, deux fois par jour : le matin, avant que les "arbeitskommandos" ne partent

vers l'usine, et le soir lorsqu'ils en rentraient. L'essentiel était que le compte y soit, morts ou vivants et tous debout ! L'addition faite, les cadavres étaient allongés et avaient tous reçus la justification des causes les ayant fait passer de vie à trépas... Le compte, en tout cas, y était... Et s'il n'y était pas ?

Cela arrivait, en effet, et souvent, que l'envoyé du "lagerführer", – un officier de haut rang toujours – et le "lagerälteste" en personne, n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le chiffre. Car il y avait des "kommandos" dispensés d'appel, celui du "revier", par exemple, et les malades qu'il abritait, et des "nachtkommandos", utilisés en équipe de trois-huit par Messerschmidt sous Kristallberg ! Il fallait parfois que nous restions des heures et des heures debout, par tous les temps, avant que ne soit sifflé l'ordre de dislocation...

À la vérité, la prolongation de cette cérémonie n'était généralement que le prétexte pour nous infliger une punition, pour le plaisir discrétionnaire de l'un ou de l'autre, ou tout simplement parce que cela faisait partie du châtement réglementaire.

À cette catégorie disciplinaire, devait appartenir la décision qui, un soir de décembre 1944, un vendredi, par un froid sibérien et dans la neige, nous maintint sur les rangs jusqu'à minuit, puis au-delà, jusqu'au matin du samedi, ce jour tout entier et la nuit qui suivit. Ce n'est que le dimanche, en fin de matinée, que l'ordre de dispersion nous fut donné... Combien releva-t-on de blessés, de malades ? Combien y eut-il de morts, au cours de cet exercice aberrant de coercition ? Dieu seul le sait ! Mais certains de nos amis, employés à la "schreibstube" fixèrent le nombre à quelque trois mille. Et ils étaient

bien placés pour le savoir. De même, par eux, nous eûmes connaissance de la motivation des S.S.

Des centaines de nouveaux détenus leur avaient été annoncées. De la chair fraîche en provenance de Hongrie, de Roumanie... repliés en raison de l'avance de l'Armée rouge. Il devait même arriver les derniers contingents en provenance d'Italie et de l'est de la France. Et de la place, il n'y en avait plus. Que les plus faibles passent et en fassent ! Ainsi, dès le lendemain, lundi, les trusts allemands en activité à St-Georgen, A.E.G., Messerschmidt, Heinkel et d'autres, recevraient-ils leur juste nombre d'esclaves, à cela près que les plus bancals, les traîne-la-patte auraient été remplacés par des hommes tout neufs...

En règle générale, les dimanches au camp étaient mis à profit pour l'auto-dépouillage, les douches collectives et les réparations sommaires aux frusques et aux bouts de bois qui nous servaient de babouches, de bottes ou de brodequins. A.E.G., pour mériter plus tard je ne sais quelle reconnaissance, avait, un beau jour, doté ses hommes, au nombre desquels j'étais, de souliers des troupes italiennes (un luxe). Mais la « maistrance » savait, la plupart du temps, nous occuper à des tâches internes supplémentaires : agrandissement et fortification des murs d'enceintes, déplacement du matériel et des pierres adéquates, transports et chargement des cadavres sur des camions à destination des lieux d'incinération. Gusen II n'avait pas eu le temps de s'en doter !

Les jours de semaine, notre présence dans les baraques ou alentour durait peu et nos occupations ou préoccupations revêtaient un cours monotone. Quittant St-Georgen après six heures, comptés à l'embarcadère, acheminés jusqu'aux wagons-bétaillères, rassemblés et recomptés par équipe à la porte de l'établissement et de nouveau, en bloc, sur l'« *appelplatz* », il était prêt de vingt heures quand nous regagnions nos dortoirs respectifs.

La distribution des rations suivait et durait d'autant plus longtemps qu'elles

étaient maigres : une gamelle d'un liquide plus ou moins épais, sucré, aigre ou amer, plutôt froid que tiède, une soupe infâme de betteraves à vaches ou de topinambours, une sorte d'ortie quelquefois, constituait l'unique plat de résistance. La miche de pain noir, rectangulaire, était servie au premier de la rangée de six, au pied de nos lits et devait être partagée en deux, en quatre, voire en six. Inutile de dire que la bataille était rude pour occuper la bonne place, la première, afin de pouvoir assurer la répartition équitable. Russes et Polonais, les plus nombreux, y parvenaient le plus souvent et se servaient, pour faire semblant, d'espèces de balances bricolées avec des bouts de ficelle et des fils de fer...

Mais ces instruments penchaient d'évidence, car ils plaçaient toujours les plus gros morceaux dans leur direction... Je n'eus pas à souffrir de cette pratique, totalement soudé que j'étais à mon équipe et pleinement adopté par les huit Russes et le Polonais qui la composaient...

Cette formalité vitale accomplie, il ne nous restait plus qu'à nous allonger pour profiter au mieux du quart des soixante dix centimètres que chacun s'octroyait sur un bat-flanc... Et ce jusqu'à quatre heures, le lendemain matin. À moins, qu'entre-temps, une séquence de " *lauskontroll* " n'ait été décidée...

C'est donc à l'usine que nous vivions la plus grande partie de notre temps. Je ne connais pas avec exactitude la nature des accords passés entre l'administration des S.S. et les différentes entreprises utilisatrices de la main-d'œuvre des " *häftlinge* " (détenus). Mais grosso-modo, il devait s'agir d'une sorte de forfait. Les firmes, selon leurs besoins, commandaient à la direction du camp, tant d'hommes, en précisant éventuellement les capacités et les professions. Elles payaient. Les S.S. nous faisaient rechercher et désigner par la " *schreistube* ", nous « nourrissaient », et nous convoyaient jusqu'à pied d'œuvre. Là, théoriquement, nous échappions à l'autorité de la hiérarchie du camp et étions pris en charge par une autre lignée parallèle de S.S. et de " *kapos* ". À leur tête, l'" *arbeiterkapo* " ou " *arbeitältester* ". Et puis toute la

gamme d'une nouvelle série de "kapos", des "ober" et des "unter".

Pour ma part, j'avais donc affaire à mon petit gros Polonais. C'était au fond un brave type, un peu lourdaud, mais qui n'a jamais fait de mal à ses subordonnés. Qu'un "meister" allemand, un chef civil, un "oberkapo" ou un S.S. se manifeste ou seulement apparaisse, il se mettait à brailler, à vociférer... « LOS! LOS!... Schnell! Arbeit! Arbeit! ... ». Mais nous savions qu'il ne voulait que donner le change et qu'il riait sous cape. Il assénait, de même, force coups de "schlague" sur les échelles, les boiseries ou le matériel alentour. Il faisait beaucoup de bruit. Cela lui valait sans doute considération. Mais c'était, en tout cas, le prix de notre tranquillité et de notre sécurité relative.

Je dois dire que, même s'il avait été méchant, il lui aurait été difficile de sévir bien longtemps contre les huit Russes de l'équipe. Des gaillards, tous jeunes – le plus âgé n'avait certainement pas trente ans – pour la plupart membres des "komsomols" et du parti bolchevik. Ils en étaient fiers et ne s'en cachaient pas. Ils me considéraient comme un des leurs. Cinq ou six d'entre eux avaient été capturés sans leurs armes en Ukraine ou en Biélorussie, mais ils étaient tous Russes et de véritables partisans. Un ou deux seulement avaient été des délinquants, entraînés à combattre à leur corps défendant. Encadrés par les autres, ils ne s'en différenciaient pas... Ils auraient étranglé notre petit gros Polonais sans trembler s'il s'était mis en tort.

Une autre circonstance me valut de connaître une certaine tranquillité et des conditions exceptionnelles : le rattachement de notre "kommando" à l'atelier du trust A.E.G. et la présence, parmi son personnel, de trois Français, trois prisonniers qui avaient accepté la transformation de leur statut de prisonniers en contrat de « travailleur libre », au service de la machine de guerre allemande !

Au début, dès les premières rencontres, nos rapports furent plutôt tendus, marqués par la méfiance réciproque. Il y avait de

leur part, une gêne manifeste face à nous qui crevions littéralement de faim, alors qu'ils étaient gros, gras et bien nourris. Ils étaient chaudement vêtus, bien chaussés et nous étions en guenilles, les pieds entortillés dans des chiffons sur des morceaux de bois maintenus aux chevilles à l'aide de deux bouts de fils électriques.

Les trois gaillards, à dire vrai, avaient honte. Face aux Russes, à l'égard du "kapo" polonais, passe encore. Mais en ma présence, cela n'allait guère d'évidence... Ils s'ingénierent à nous éviter... Quand nous débarquions du train, ils avaient déjà quitté l'atelier et s'activaient dans les tunnels de l'usine. À la coupure de midi, nous étions rassemblés pour la pâtée, au sommet de Kristalberg, en plein champ et par n'importe quel temps et nos trois civils fréquentaient la cantine des "meisters", loin de là, et encore bien ravitaillée. Le soir, quand nous repartions, ils avaient, depuis quelques heures déjà, bouclé leur journée continue... Ils s'arrangeaient bel et bien pour ne pas nous voir.

Mais le hasard, que j'aidais bien un peu, finit pourtant par nous réunir. Mon "kommando" de "häftlinge" était composé de dix "elektriker", neuf en vérité, car, si au moment de mon arrivée à Mauthausen, j'avais déclaré la profession de « soudeur électrique », les scribouillards n'avaient noté que le dernier terme. Cependant, en matière d'électricité, je n'étais pas même capable de changer une ampoule. Il n'empêche que j'avais été affecté chez A.E.G., avec ce titre et qualité.

Notre travail consistait essentiellement au câblage des tunnels ; d'une part, dans ceux qui étaient en cours de construction : nous devions tirer des lignes d'éclairage entre les voûtes d'échafaudages et le sol avant de permettre le ferrailage avant l'injection du ciment. D'autre part, dans les galeries qui venaient d'être bétonnées, que nous devions doter, sur leurs flancs, des câbles d'alimentation électrique pour la force et l'éclairage... Les Français civils et leurs collègues allemands avaient la charge des branchements des machines, les bétonneuses refoulantes dans un premier

temps, puis ensuite, les machines-outils de la firme Messerschmidt...

Nous étions complémentaires, mais ils nous ignoraient superbement. Jusqu'au jour où, pris dans un piège, je dus faire appel à l'un deux. Et il ne put se dérober. Les membres de mon "kommando" avaient été dotés par la firme d'accueil, d'une large ceinture de cuir, garnie des outils élémentaires du parfait électricien : tournevis, pincés, lampes témoins. Placées bien en vue par-dessus nos lamentables habits, ces parures avaient beaucoup d'avantages. Elles justifiaient de notre spécialité et comme telles permettaient des déplacements en tout lieu dans les "stollen" et dans les différents ateliers. Elles nous valaient aussi la reconnaissance extérieure d'une qualification professionnelle, fort prisée par les civils allemands. Nous étions utiles pour le "rüstung" (l'armement). Théoriquement en tout cas... Mais il y avait, pour moi au moins, un traquenard et c'est dans celui-ci que je tombais.

J'accomplissais ce jour-là ma tournée habituelle de liaison et d'information dans les multiples secteurs de l'usine souterraine, sous couvert d'inspecter les installations quand, soudain, surgit devant moi, un énergumène vociférant : un "meister" allemand : « *Elektriker ? Du ! Komm schnell mit mir !*¹⁷ ». Et, incapable de m'expliquer dans sa langue, je dus le suivre. Je me trouvais bientôt placé devant une énorme machine : un projecteur de béton. L'Allemand, sans doute payé à la tâche, voulait qu'on la lui branche immédiatement et se plaignait manifestement de l'absence d'électricien. Il paraissait furieux d'avoir vainement cherché.

Et j'étais là, maintenant, devant le monstre et son câble d'alimentation à je ne sais combien de branches, gainé dans une carapace de caoutchouc et de fer blanc. Ce câble, que j'avais contribué à sceller sur la paroi du tunnel, mais dont j'ignorais totalement la composition et le mode d'emploi : « *Schnell, schnell ... (Vite, vite)* ». Le responsable de la bétonneuse se faisait de plus en plus pressant. Je

m'affairai, mais restai, évidemment, impuissant. Brusquement, l'idée me vint. Je me précipitai en direction de la sortie, bien vite poursuivi par mon « client ». Une chance incroyable voulut, qu'à l'atelier A.E.G. où je débouchai, l'un des Français civils se trouvait là. Je lui débitai sans préambule les données de ma situation. On m'aiderait, ou bien on découvrirait le subterfuge quant à ma supposée qualification et mon compte serait bon. Mon interlocuteur n'hésita pas et, quand le "meister" arriva sur mes talons, il prit l'affaire en mains. Il expliqua que j'étais venu quérir du matériel et pour gagner du temps, il proposa de se porter à mes côtés... Je lui servis d'aide, m'agitant autant que je pouvais afin de faire semblant...

Ce premier contact réel devait avoir les suites les plus heureuses car, dès lors, les trois compères firent admettre, je ne sais par qui ni comment, que je leur étais attaché comme un précieux auxiliaire. Je n'eus plus, à compter de ce jour, qu'une seule préoccupation : faire travailler mes yeux et veiller à ne me trouver jamais là où un électricien risquait d'être demandé. Bien évidemment, je demeurai partie intégrante de mon "kommando". Je le rejoignais, vers les 11 heures 30, pour aller à la soupe et le soir, sur les coups des 18 heures, avant le rassemblement du départ vers le camp.

Entre temps, je déambulais de couloirs en tunnels, d'ateliers en chantiers, afin de porter aux camarades de ma connaissance, disséminés aux quatre coins, les nouvelles sur la situation militaire et politique que mes trois civils me communiquaient chaque matin. J'étais devenu, je le pense, un élément important de leur réconfort moral. De plus, il m'était désormais possible d'informer le collectif international, relayé notamment par Andreï Nikitine et un Parisien, conducteur du métro, sur tout ce que, à ma demande, nos trois Français recueillaient comment renseignements sur l'évolution des affaires prévisibles pour le camp.

J'obtins aussi d'eux, et en faveur de la communauté française, relativement peu

¹⁷ « Electricien ? Toi ! viens vite avec moi ! »

nombreuse à Gusen II, et minime à l'usine, des attributions de vivres de solidarité. Nous étions trois à les recevoir et à les répartir. L'employé parisien auquel se joignit avec moi Louis Frébault – une vieille connaissance de prison – jusqu'à la veille de sa mort, dans des circonstances mystérieuses, à l'atelier de montage des « M.109 » où il était affecté. Il fut remplacé par un tout jeune homme qu'il m'avait, comme par pressentiment, tout récemment présenté.

Nous nous réunissions à heure fixe, dans un local peu fréquenté, qui abritait un four spécial à haute température, sur lequel régnait un ingénieur polonais, ancien détenu « libéré » sur place en raison de ses grandes connaissances techniques. Le

premier de notre trio le servait en qualité d'aide et, à l'heure du rapport des chefs au bureau central, il était seul maître à bord. Nous y recevions les dons collectés par nos compatriotes civils, déterminions les tours de rôle et les priorités en fonction de l'état de nos hommes et nous partions bien vite assurer la distribution de nos faibles rations supplémentaires cachées dans des ceintures en étoffe autour de nos poitrines.

Nos trois bienfaiteurs portent des noms que je n'ai pas retenus ou que j'ai voulu oublier, car ils semblaient tenir à ce que l'on ne sache pas les conditions de leur sortie du "stalag"... Ils m'ont sauvé la vie, à coup sûr, et, indirectement, à bien d'autres de mes codétenus qui l'ignoraient. L'anonymat leur est bien dû et notre reconnaissance aussi.

Chapitre Douze

Die nacht (la nuit)

(Fin Avril - 5 Mai 1945)

« *Auf stehen !... Auf stehen !* » (Debout ! Debout !). La voix gutturale habituelle retentissait une nouvelle fois comme chaque matin dans l'immense dortoir (*die stube*) du sinistre camp de Gusen II. Elle était ponctuée comme toujours par de puissants coups de schlague (le trop célèbre *gummi*) sur la boiserie des châlits... D'habitude, j'aurais déjà sauté au bas de la couche, entraîné irrésistiblement par mes trois compagnons allongés tête-bêche à mes côtés. Peut-être même, comme bien souvent, les aurais-je précédés...

Mais le "*stubeältester*" (le chef de chambre) en avait terminé de son tour du local et je restais là, gisant, incapable de bouger. Les quatre occupants de l'étage du haut, comme ceux du bas, avaient rapidement imité mes voisins de paille, revêtu les haillons pliés le soir sous leur tête et, obéissant aux injonctions du braillard de service, le "*schreiber*" du "*stubeältester*" : « *Antreten zu sechs !!* » (Rassemblement par six !), sauté aux pieds des lits...

Je n'avais pas fermé l'œil de la nuit. J'étais anéanti. Le soir précédent, au camp, après une journée passée sous terre dans les usines Messerschmidt, les choses avaient suivi leur cours ordinaire. Rassemblement sur l'"*appelplatz*", comptage et recomptage des "*kommandos*" rentrant. Rassemblement dans le dortoir, comptage et recomptage... Distribution de la soupe du soir et du pain du lendemain. Et puis, après une courte pause, à l'heure dite, nous avons reconstitué, sur chacun des trois niveaux de nos grabats, quatre à quatre, une sorte de réplique d'une boîte de sardines traditionnelle.

Mais ce soir-là était de ceux qui, deux ou trois fois par semaine, consacraient à la

chasse aux poux, le "*lauskontroll*". Nous n'étions pas couchés depuis une demi-heure que, brusquement, les lampes se rallumèrent ! Nous savions ce que cela voulait dire... Étage par étage, les châlits se vidaient et, par douzaines comptées, les hommes se rendaient vers l'entrée de la chambre particulière du chef. Là, un par un, nous devions monter sur un escabeau. Le secrétaire, armé d'une puissante torche électrique, éclairait une à une les parties velues de chaque individu afin de faciliter à son maître la recherche minutieuse des parasites. Et malheur à celui qui en était porteur. Le tarif était – selon les dispositions d'humeur des "*kapos*" – de cinq, dix, voire parfois vingt-cinq coups de schlague violemment assésés sur le cul par des brutes spécialement bien nourries ! Ce soir-là, et pour la première fois, je fus au nombre des victimes : cinq coups.

J'avais regagné ma couche, endolori ; le contrôle s'était poursuivi longtemps et je m'endormais à peine que j'étais violemment agrippé et jeté littéralement sur le plancher. Ahuri, j'entrevis la face méchante du « frappeur » patenté et, à ses côtés, un Polonais de ma connaissance, la tête chafouine et rusée, avec qui j'avais naguère mené une affaire...

Entraîné sur le lieu d'implantation des tabourets de torture, j'y retrouvais le chef de chambre : un Allemand émacié, porteur du triangle vert – signe distinctif des délinquants, transférés de prisons spécialement pour nous encadrer –. Il avait un air froid, glacé, les rides au bas du visage constamment figées dans une sorte de rictus menaçant. Il était sans doute plus de 22 heures. J'avais toutes les raisons de m'attendre au pire. Mon vis-à-vis vociférait, entouré par son secrétaire à tout faire, le

"*schlager*" et, à deux pas de celui qui, de fait, était mon accusateur. Je compris mal ce que l'on me voulait, mais assez cependant pour faire le recouplement avec le Polonais et nos relations antérieures. J'en étais à peine là de mes réflexions que s'abattaient sur mon arrière-train, tenu que j'étais par le chef et un de ses sbires, vingt cinq coups supplémentaires de "*gummi*". Je braillais de douleur...

De retour dans mon « pucier », mes trois camarades se firent le plus petit possible pour éviter d'aviver encore mon mal insupportable ! Je ne dormais pas, mais demeurait comme hébété tout le reste de la nuit...

Le réveil effectué en tintamarre, le chef de chambre, avant que de procéder à son indispensable comptée, effectuait, à son habitude, un nouveau périple autour de son domaine pour dépister les malades éventuels et compter les morts. Il y en avait, à cette époque, de plus en plus chaque matin ! Quand il parvint à ma hauteur, il était accompagné du "*kapo*" de mon "*arbeitskommando*", le Polonais avec lequel j'entretenais des relations convenables. Ce dernier parlait au chef de chambre d'égal à égal car, au sortir du camp, vers le lieu du travail, c'est à lui qu'échoyait l'autorité sur les hommes qui lui étaient confiés.

Ils parlaient ensemble de l'incident du soir précédent. L'Allemand paraissait embêté, mais tenait tête. Puis, tout d'un coup, il haussa les épaules et tourna le dos... deux des Russes qui partageaient ma paillasse s'approchèrent alors, me prirent, l'un par les pieds, l'autre par la tête et me mirent debout dans la file de six. Le chef pouvait alors faire le compte exact des survivants...

Au moment de quitter le dortoir, soutenu par mes deux compagnons russes, j'étais pieds nus. Les chaussures que je portais la veille avaient disparu et étaient précisément l'objet de l'incident dont j'avais été victime. L'"*arbeitskapo*", mon petit gros Polonais, intervint à nouveau. Il récupérera les brodequins qui avaient été saisis par le maître des lieux, et me les rendit.

À demi-inconscient, je me dirigeais ou plutôt je fus conduit par mes gardes du corps jusqu'à l'"*appelplatz*", où se reformaient les équipes de travail, les "*kommandos*". Dûment contrôlés et une fois encore comptés, nous partîmes en direction du remblai de chargement, à environ un kilomètre de là, escorté par les S.S. en armes, chiens en laisse, où nous attendait le train navette, à wagons plats, qui nous acheminait quotidiennement vers Sankt-Georgen.

Le seul Russe de mon groupe qui parlait un peu le français – Andreï Nikitine –, m'expliqua enfin les tenants et les aboutissants de mon histoire. Le Polonais chafouin m'avait cafardé auprès du chef de chambre et dénoncé comme un des receleurs du vol d'un lot de brodequins italiens dont il s'était rendu coupable et qu'il avait écoulé – moyennant je ne sais quoi – parmi les détenus. Il savait que j'étais le détenteur d'une paire de ces souliers parce que c'est moi qui avais eu la charge d'aller les y chercher, au magasin où il était employé. Une dotation exceptionnelle avait été faite aux dix membres de mon équipe sur intervention directe du responsable allemand, un civil, le "*meister*" du trust A.E.G. qui nous employait. Sans doute, le chafouin avait ainsi voulu protéger quelqu'un – un de ses complices – en me livrant à la vindicte des énergumènes de la « maistrance ».

En tout cas, j'étais bel et bien amoché car le fouet sur mes os à fleur de peau avait occasionné des estafilades telles qu'il m'était difficile de marcher. D'autant plus que je portais déjà, depuis plusieurs semaines, à la hauteur des deux chevilles, des plaies profondes, purulentes et nauséabondes...

Un dernier malheur m'attendait. À la descente du train sur l'embarcadère de bois qui dominait de plusieurs mètres un chemin creux et vaseux, handicapé par mes blessures et bousculé par la meute des détenus harcelés eux-mêmes par les soldats et les chiens, je fus précipité dans le vide. Tout cela se déroula très vite, dans le clair obscur d'une nuit finissante alors que mon regard ne voyait plus, depuis longtemps déjà, que nuée...

Et puis ce fut de nouveau la nuit totale et le noir complet. Je n'ai pas très bien su ce qui s'était passé dans les heures qui avaient précédé. Je ne connaîtrais jamais la vérité sur ce qui allait suivre durant les quelques jours qui précéderent notre libération.

Oh bien sûr, après coup, j'ai bien ramassé ici et là quelques bribes sur ces faits que j'ai subis dans une inconscience absolue. Auprès d'un ou deux de mes compagnons russes, encore présents dans la baraque du camp quand je me suis réveillé ; auprès d'un camarade français avec lequel j'étais en liaison politique permanente auparavant ; auprès de Robert et de Roger, les deux Nantais, qui, depuis 1942, avaient partagé mon itinéraire, qui étaient maintenant à mes côtés, mais qui, au moment de l'accident, se débattaient eux-mêmes dans d'incroyables difficultés pour survivre au sein de "kommandos" différents.

Il semble qu'après mon plongeon dans l'inconnu, Andreï Nikitine et un autre Russe de notre "kommando" se soient précipités à mon secours. Ils savaient, par expérience, qu'en me laissant là, dans la boue, je ne tarderais pas à recevoir le coup de grâce par le fusil du premier S.S. venu. Ils m'avaient donc relevé et traîné sur quelques centaines de mètres dans la fondrière, jusqu'à l'atelier A.E.G. qui nous servait de port d'attache. Là, travaillaient entre autres, aux côtés de techniciens allemands, invalides ou réformés, les trois ouvriers français devenus civils.

Tous auraient été d'accord pour me cacher dans le petit bâtiment situé à l'entrée même du village de Sankt-Georgen, là même, où s'ouvrait, béante au flanc du Kristallberg, la bouche du tunnel principal d'accès à l'usine secrète et souterraine. Le soir, mes Russes m'auraient ramené à Gusen II. Comment ? Dieu seul le sait...

Et après, les choses sont allées très vite : quelques jours déjà avant ma chute, le bruit des armes engagées dans une bataille encore lointaine s'entendait depuis le camp. Les S.S. qui pénétraient encore à l'intérieur étaient très rares et nous paraissaient soucieux, préoccupés, nerveux. Les "kapos" de tous grades se faisaient moins visibles et

avaient quelque peu perdu de leur abominable arrogance. Un laisser-aller évident tendait à s'installer en lieu et place de l'organisation contraignante qui avait été la règle permanente.

Il dut se passer un jour ou deux, trois peut-être, pendant lesquels je restais allongé, inerte, sur un bat-flanc au fond du dortoir. Le chef de chambre, probablement sollicité par mon "kapo" polonais, avait toléré cette présence et quelques autres, semble-t-il, soucieux, sans doute, d'atténuer un peu les responsabilités antérieures.

Le va-et-vient du camp à l'usine, et vice-versa, pendant ce temps continuait. La règle, dès lors, en tout cas l'état de fait, s'était établi que les malades graves et blessés, inaptes au travail, pouvaient mourir sur place et n'étaient plus systématiquement tués. Les médecins, nos camarades de détention affectés au "revier" (l'hôpital du camp) surchargés et submergés, avaient encore trouvé le moyen d'effectuer, tous les jours, la tournée des "blocks" pour tenter d'apporter à chacun des mourants sinon des soins – ils ne disposaient pas de grand chose – du moins un peu de réconfort.

Chaque soir, mes compagnons russes et notre "kapo", le petit gros Polonais, rentrés fourbus de l'usine, s'étaient, m'a-t-on dit, occupés de moi autant que cela leur était possible. Et puis, un beau matin de la fin du mois d'avril, le réveil ne se fit pas comme d'habitude, à quatre heures. La machine s'était arrêtée. Robert et Roger m'expliquèrent cela quand j'eus retrouvé mes esprits.

Les S.S. avaient brusquement disparu au cours de la nuit et, à leur suite, un certain nombre de leurs protégés parmi les "kapos" les plus compromis. Les premiers s'étaient portés au front face à l'Armée rouge qui était parvenue à quelques dizaines de kilomètres à peine. Les "schuppos" de Linz et de Vienne avaient pris leur place et gardaient les extérieurs du camp. A l'intérieur, les détenus firent le ménage et massacrèrent nombre de tortionnaires parmi les plus sanguinaires et les plus bestiaux.

A part cela, les affaires générales se poursuivirent tant bien que mal – un jour ou

deux – au niveau de l'intendance, alimentée par les stocks et quelques apports des policiers autrichiens. L'organisation clandestine du camp, quoique réduite et rudimentaire en ce lieu maudit, se révéla au grand jour, assura notamment le regroupement des survivants par nationalité et s'efforça de maintenir libre discipline et solidarité. Elle négocia avec les "schuppos", en ce qui concerne les suppléments de vivres, l'accès aux silos extérieurs aménagés précédemment par les S.S. et l'obtention de quelques médicaments. La sécurité, pour l'essentiel – hormis les exécutions légitimes – fut maintenue pendant cette courte période de flottement.

Nous en étions là quand je pus de nouveau prendre une certaine part aux délibérations du Comité internationalités et assister à la venue des estafettes de l'armée américaine. Je ne pouvais plus marcher, mais du moins, je vivais, j'entendais et je pensais. Mes facultés d'analyse, demeurées intactes, me permirent d'apporter au sein de la communauté francophone qui maintenant m'entourait, une contribution utile pour la prise des décisions qui s'imposaient d'urgence.

La police autrichienne, en effet, ne jouait aucun autre rôle que celui d'interdire – grâce à ses armes braquées depuis les miradors sur le camp – la sortie sauvage des détenus qui n'auraient pas manqué de se ruer sur les villages alentours. Les officiers américains apparus dans une « jeep » blanche, ne firent rien d'autre que promettre – à l'aide d'un porte-voix – l'arrivée prochaine d'autorités et de secours. Ils nous avaient recommandé d'attendre sagement et de ne pas bouger ...

Cependant, il apparaissait évident qu'une telle situation allait devenir intenable. Malgré tous les efforts du Comité

internationalités, en dépit de l'influence de ses membres auprès de leurs communautés respectives, l'anarchie gagnait ; les actes inconsidérés et irresponsables se multipliaient. Mais surtout, nous étions tous affamés et la nourriture avait pratiquement disparu. Le nombre de malades augmentait à un rythme épouvantable, celui des morts croissait d'heure en heure ...

Nous avons convenu, au moment des regroupements nationaux, de fixer, à chaque grand groupe de langues, des itinéraires indicatifs, des destinations de préférence afin d'éviter, autant que cela serait possible, les encombrements, les heurts et les incidents ... Le moment me paraissait venu d'agir et, coûte que coûte, de partir, quitter ce lieu infecté, devenu déjà d'une insalubrité extrême et sombrant, à grande vitesse, au niveau d'un enfer de misère et de faim, de pestilence, de maladie, d'épidémie. Et voici que le crime sur fond d'anthropophagie venait de nous être signalé.

Partir, il fallait absolument partir... Français, Belges, des Hollandais, quelques Suisses réunis ici convinrent enfin d'attendre encore une nuit et d'agir au matin. Une délégation de trois des nôtres : un communiste parisien, employé du métro, qui avait été antérieurement mon suppléant au Comité, un autre compatriote inconnu et un ancien député belge furent désignés pour négocier avec les responsables de nos gardiens autrichiens, les conditions d'une sortie ... Le lendemain, c'était devenu inutile, les garde-chiourmes supplétifs avaient, à leur tour, disparu ; ils s'étaient comme évanouis.

C'est alors que nous prîmes la route dans le brouillard qui succédait à la nuit.

TABLE

AVANT-PROPOS	5
Brouillard (Mai 1945) En guise de prologue ou de conclusion provisoire.....	7
1. Ceux qui vivent (Février – Octobre 1941).....	9
2. La mort des otages (Octobre 1941).....	13
3. L'arrestation (Août 1942).....	19
4. Les tortionnaires (Août – Septembre 1942).....	27
5. Tournants décisifs (Fin 1942).....	33
6. Le bain (Février 1943).....	39
7. Fontevault, Blois, Compiègne (Février 1943 – Février 1944).....	59
8. L'enfer (Mars 1944)	65
9. Sauvé par les oies (Mai – Juin 1944).....	71
10. Cauchemars (14 Juillet – Octobre 1944).....	77
11. Eclaircies (Octobre 1944 - Avril 1944).....	83
12. Die Nacht (la nuit) (Fin Avril – 5 Mai 1945).....	89

INFORMATIONS DIVERSES

Responsables du bulletin

Isidore IMPINNA – Michel KERVAREC
Contact : M. KERVAREC , président - tél : 02 40 75 47 60
Adresse internet ; lesamisdereze@laposte.net

Participer activement à notre association en nous faisant part de vos remarques ou en écrivant un article qui paraîtra dans le prochain bulletin.

Reprographie

Mairie de Rezé

Mise en page

PROFESSIONNAL SECRETARIAT

La solution administrative pour
L'Entreprise – L'Association – Le Particulier
5, chemin des Coteaux – 44340 BOUGUENAIS
Tél : 09 75 78 65 47 & 06 80 12 20 51
E.Mail : profess.secretariat@wanadoo.fr

Les textes de ce bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.
Les articles de cette publication ne peuvent être reproduits qu'avec l'autorisation de leurs auteurs et de l'association Les Amis de Rezé.

